SOCIALISME OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat par Pierre CHAULIEU.

Le problème de l'unité syndicale par D. MOTHÉ

DISCUSSIONS :

Une lettre de Anton PANNEKOEK.

DOCUMENTS :

La vie en usine par G. VIVIER.

NOTES :

Wilhelm Piek ou la carrière d'un grand bureaucrate. — La grève des postiers des bureaux-gares. — Intellectuels et ouvriers : un article de **Correspondance**

Volume IV (6e année)

AVRIL-JUIN 1954 **N° 14**

SOCIALISME OU BARBARIE

Parait tous les trois mois

9, Rue de Savoie, Paris VI[e]

Ne pas envoyer de mandat
sans écrire auparavant.

□□□□

Comité de Rédaction :
P. CHAULIEU
Ph. GUILLAUME — A. VEGA
Gérant : G. ROUSSEAU

□□□□

LE NUMÉRO . . . . . **150 francs**
ABONNEMENT UN AN (4 numéros) **500 francs**

Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat

L'analyse de la situation mondiale actuelle, présentée dans cette revue depuis son premier numéro (1), peut être résumée ainsi : la caractéristique fondamentale de la période contemporaine est la lutte entre le bloc américain et le bloc russe pour la domination et l'exploitation du monde ; cette lutte a sa source dans la nécessité inexorable qui pousse la classe dominante de chaque bloc — les trusts américains et la bureaucratie russe — à agrandir ses profits et sa puissance, à s'assurer l'exploitation de l'humanité entière, à garantir sa domination contre toute attaque extérieure et tout soulèvement intérieur. Il y a peu de chances que le prolétariat puisse, par une révolution qui devancerait la guerre, renverser les régimes exploiteurs à l'Est et à l'Ouest, il est donc extrêmement probable que la lutte entre les deux blocs culminera dans une troisième guerre mondiale. Celle-ci accélérerait énormément la maturation des conditions de la révolution ; la perspective de la révolution est intimement liée à celle de la guerre. La période qui nous sépare de la guerre, courte ou longue, doit être mise à profit pour la construction d'une organisation d'avant-garde, indispensable si les possibilités révolutionnaires qui surgiront de la guerre doivent être réalisées. Cette construction doit commencer par un réarmement idéologique et programmatique, sans lequel rien de durable ne saurait être édifié.

Les événements qui se sont succédé depuis le début de 1953 semblent mettre en question cette perspective. Le ralentissement du réarmement américain ; les changements en Russie consécutifs à la mort de Staline ; la nouvelle attitude russe dans les rapports avec les Etats-Unis, et la reprise de négociations abandonnées (Allemagne), l'aboutissement soudain d'autres qui piétinaient depuis longtemps (Corée) ou des nouvelles ouvertures de discussion (Indochine) ; enfin, la révolte du prolétariat d'Allemagne orientale en juin, les grèves d'août en France — ces événements forment incontestablement un ensemble, dont la signification paraît à première vue être : le ralentissement du cours vers la guerre, la tentative des blocs impérialistes de stabiliser leurs relations, la rentrée en scène de la classe ouvrière. S'arrêter là serait pourtant remplacer par des conclusions hâtives et par des impressions l'analyse approfondie de la situation du régime d'exploitation et du prolétariat, ne pas dégager des événements les leçons qu'ils comportent, remplacer la critique marxiste par la météorologie de l'atmosphère politique dans laquelle se spécialisent avec succès les trotskistes. Il faut, au contraire, profiter de ce « tournant », apparent ou réel, dans la situation, pour poser avec encore plus d'acuité les problèmes et explorer davantage ce qui peut ne pas être clair.

---

(1) Voir les articles **Socialisme ou barbarie** (n° 1), **1948** (ib.), **La consolidation temporaire du capitalisme mondial** (n° 3), **La guerre et la perspective révolutionnaire** (n° 9) et les **Notes** sur la situation internationale des n°s 2, 3, 4, 7, 8, 11, 12.

Qu'est-ce qui a provoqué ces changements dans la situation ? Jusqu'où peuvent-ils aller ? Y a-t-il un vrai ralentissement du cours vers la guerre ? La perspective de la guerre en est-elle modifiée ? De toute façon, que signifiait-elle exactement ? Quel est le moteur profond de la lutte des deux blocs ? Leur tentative de stabiliser leurs relations peut-elle aboutir ? Quel est le mode de coexistence qu'ils peuvent réaliser aussi longtemps que la guerre n'éclate pas ? Que peut faire la classe ouvrière pendant cette période ? Quelles sont les tâches qui se posent à son avant-garde ? Voici les questions auxquelles nous voulons répondre par cet article. On ne saurait le faire sérieusement sans revenir sur certains points théoriques, ni sans revoir le développement de la situation qui a précédé les événements de l'an dernier.

I. — L'IMPERALISME ET LA GUERRE

Les moteurs de la guerre impérialiste.

La conception de Lénine sur les guerres à l'époque de l'impérialisme part de l'analyse de celui-ci en tant qu'étape particulière de développement du capitalisme. L'impérialisme est l'époque où d'un côté l'économie et la société capitaliste sont dominées par les monopoles, où, d'un autre côté, le partage du monde entre les monopoles et les Etats qu'ils dominent est achevé. L'expansion des monopoles ne trouvant plus devant elle des espaces libres, des pays neufs où se réaliser — comme pendant le XIX[e] siècle — leur tendance à augmenter leurs profits et leur puissance ne peut que les conduire à la lutte violente pour un nouveau partage du monde, dans lequel chacun espère agrandir la sphère qui est sous son exploitation directe.

Que signifie l'expansion pour les classes exploiteuses ?

Pour les groupes de monopoleurs qui dominent les Etats impérialistes en présence, agrandir la sphère de leur exploitation veut dire directement agrandir leurs profits et leur puissance; obtenir des matières premières bon marché ou exporter des capitaux veut dire s'approprier soi-même la plus-value du prolétariat colonial au lieu de la laisser aux concurrents. La plus-value coloniale n'a d'ailleurs pas une odeur spécifique qui attire en tant que telle les impérialistes, et Lénine dit expressément que ceux-ci s'intéressent **tout autant** à l'annexion de régions industrielles (2). Dans cette lutte pour l'agrandissement des profits, les sources **possibles** de matières premières préoccupent les impérialistes pratiquement autant que les sources **réelles** (3) ; et des régions qui n'ont aucun intérêt économique direct sont âprement disputées à cause de leur intérêt stratégique (4), car la puissance n'est pas une fin en soi, mais elle est le seul moyen, dans le monde capitaliste où « toutes les contradictions ne peuvent être résolues que par la force » (5) de régler le partage de la plus-value mondiale entre les exploiteurs.

Si l'on veut systématiser les facteurs économiques qui expliquent la tendance des pays capitalistes à dominer une zone aussi étendue que possible, on aboutit à trois idées :

a) Le capital des pays impérialistes tend à soumettre à son exploitation la quantité de main-d'œuvre la plus grande possible, et en particulier celle des pays arriérés où le taux d'exploitation tend à être plus élevé. L'utilisation de cette main-d'œuvre peut impliquer l'exportation de capital du pays impérialiste vers le pays dominé, mais cela n'est pas indispensable ;

b) En s'installant dans des pays producteurs de produits primaires

---

(2) N. Lénine, **L'Impérialisme** (Ed. Sociales), p. 82. Ceci veut dire, évidemment, que l'impérialisme ne s'intéresse pas **exclusivement** aux régions coloniales ; il peut s'y intéresser particulièrement si l'exploitation de la main-d'œuvre y est plus intense (v. plus loin).

(3) Ib., p. 75.

(4) Ib., p. 82.

(5) Ib., p. 86.

(agricoles ou miniers), le capital du pays impérialiste s'approprie la rente foncière relative à cette production, qui autrement reviendrait à d'autres couches ou d'autres pays ;

c) En étendant la zone sous son pouvoir économique et politique, le capital du pays impérialiste étend le marché qu'il « protège » et se réserve pour lui-même, donc il peut exploiter d'une manière monopolistique les couches non prolétariennes de la population (6).

Il est facile de voir que ces trois idées se ramènent au fond à une seule, à savoir : **l'exploitation directe**, par le pays impérialiste, d'une zone aussi large que possible.

Qu'est-ce qui a provoqué ces changements dans la situation ? Jusqu'où peuvent-ils aller ? Y a-t-il un vrai ralentissement du cours vers la guerre ? La perspective de la guerre en est-elle modifiée ? De toute façon, que signifiait-elle exactement ? Quel est le moteur profond de la lutte des

L'impérialisme n'implique pas nécessairement une forme privée de capitalisme.

On peut se demander : ces caractéristiques ne sont-elles pas déjà celles du capitalisme en général ? Pourquoi faire intervenir les monopoles dans la définition de l'impérialisme ?

La réponse est que ces caractéristiques ne sont pas nécessairement celles d'un capitalisme concurrentiel, si au moins celui-ci est rigoureusement défini ; car, dans ce cas, le capital de chaque pays se trouve faire face à l'ensemble du marché mondial, dont son propre marché national ne se différencie pas essentiellement. Si cette hypothèse est prise dans toute sa rigueur, il n'y a pas d'avantage à se réserver une zone d'exploitation propre, puisque par exemple la « protection » des marchés est inconnue, puisque les capitaux peuvent se placer indifféremment dans les pays où le taux de profit est plus grand, etc.

Il est vrai qu'un tel capitalisme concurrentiel est un schéma théorique qui s'est encore moins réalisé sur le plan international que sur le plan national. Et il est vrai que les facteurs mentionnés plus haut comme déterminant l'expansion impérialiste, ont joué dans l'histoire moderne longtemps avant la domination des monopoles. Il reste néanmoins que l'avènement de ceux-ci donne à ces facteurs un caractère nécessaire, indissolublement lié à la structure profonde du capitalisme des monopoles, les rend essentiels d'accidentels qu'ils étaient auparavant (7). L'expansion territoriale a un sens pour le capitalisme concurrentiel dans la mesure où celui-ci s'écarte de son concept, pour le capitalisme monopoleur dans la mesure où celui-ci le réalise.

Mais si l'expansion impérialiste est l'expression nécessaire d'une économie où la concentration du capital est arrivée à l'étape de la domination des monopoles, elle l'est a fortiori d'une économie où la concentration est arrivée à sa limite naturelle, la domination « d'un seul capitaliste ou groupe de capitalistes » (Marx). Elle est autrement dit encore plus nécessaire pour une économie à concentration totale, pour un capitalisme bureaucratique. Pour la classe exploiteuse d'une telle économie, la tendance à l'exploitation directe d'une sphère aussi étendue que possible se pose avec la même nécessité que pour les monopoles, et se ramène aux trois éléments que nous avons analysés plus haut. Qu'elle se réalise à travers des modalités différentes (par exemple que l'exportation de capitaux joue un rôle beaucoup plus réduit et sous une autre forme que sous la domination des monopoles), cela résulte des différences qui séparent le capitalisme

(6) Les couches prolétariennes aussi, bien entendu ; mais rigoureusement parlant, cet aspect est un des facteurs qui déterminent un taux d'exploitation du prolétariat, dont nous avons parlé sous (a).

(7) Du point de vue étroitement économique, et dans le schéma du capitalisme concurrentiel, la nation est un accident. Tout ce qui donne une signification économique à la nation dans ce cas (frontières géographiques, habitudes de consommation, enracinement de la main-d'œuvre), est, du point de vue de l'économie, inorganique, imposé par la nature ou hérité de l'histoire. Dans le capitalisme des monopoles, par contre, la nation acquiert un sens économique propre : c'est le domaine d'exploitation directe d'un groupe de monopoles, un marché qui est sous son contrôle exclusif.

bureaucratique du capitalisme monopoleur, mais ne change rien quant au fond.

Car l'impérialisme du capital, il faut le souligner avec force, n'est pas lié à la propriété « privée » ou « étatique » des moyens de production, ni à l'existence d'un marché « libre » ou « planifié ». En se réservant un « marché », les monopoles se réservent la possibilité d'exploiter (en tant que consommateurs ou producteurs « indépendants ») les couches non prolétariennes d'un pays, mais le même processus a lieu si, au lieu de monopoles, et à faire une bureaucratie exploiteuse ; autrement dit, cette dernière aussi ne peut exploiter qu'à condition de dominer. Et la conception de Lénine, que nous avons résumée plus haut, n'a rien à voir avec la théorie des « débouchés », ou le « besoin de réaliser la plus-value », comme le laissent entendre des interprétations éclectiques mises en avant parfois par certains staliniens ou trotskistes; ces conceptions se basent implicitement sur la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg, qui est erronée (8).

La paix impérialiste qui sépare deux guerres de ce nom s'appuie sur un équilibre des forces entre les groupes ou les Etats impérialistes, et c'est la rupture de cet équilibre des forces qui fait exploser la guerre, non pas la crise ou « l'impasse économique » en tant que telle ; celle-ci peut jouer soit en modifiant l'équilibre précédant, soit en augmentant la quantité des risques qu'un groupe impérialiste est disposé à accepter en entrant dans la guerre, mais n'est pas la cause de la guerre, dont les moteurs profonds existent en permanence, leur action étant seulement neutralisée d'une manière provisoire par l'existence d'un équilibre des forces.

Pourquoi est-il nécessaire d'agrandir les profits et impossible d'aboutir à une entente permanente ?

Mais d'où vient la tendance des monopoles à agrandir sans limite leurs profits et leur puissance ? Et pourquoi un arrangement amiable entre les monopoles pour le pillage concerté de la terre ne pourrait-il être réalisé et appliqué éternellement (ce que Kautsky appelait le « superimpérialisme ») ? Ces deux questions comportent une seule réponse.

Il est clair, et nous l'avons déjà rappelé, que la puissance n'est pas une fin en soi, mais le seul moyen dans l'univers capitaliste pour sauvegarder et agrandir les profits. Mais dans la tendance des monopoles à agrandir leurs profits, ce qui est important n'est pas le mobile psychologique, la « soif illimitée du profit » (bien que celle-ci existe et soit un des fondements de la société capitaliste). Le profit est à son tour la condition de survie du capitaliste. Statiquement, ce qui fait le capitaliste, c'est le capital ; mais dynamiquement, le capital n'est que du profit accumulé et c'est l'expansion de son capital, l'accumulation du profit qui seule peut perpétuer l'existence du capitaliste. Cela est clair sous le capitalisme concurrentiel ; le capitaliste qui n'accumule pas suffisamment est évincé par les concurrents, et ce qui lui permet d'accumuler suffisamment n'est pas l'ascèse bourgeoise, mais un volume de profits plus important. L'ère des monopoles met fin (pour l'essentiel) à la concurrence entre entreprises du même secteur à l'intérieur d'un pays, soit par l'apparition d'un monopole au sens effectif du terme (un seul capitaliste ou groupe de capita-

(8) Il nous est malheureusement impossible de nous étendre ici sur ce point. Il importe cependant de dire un mot sur la tendance des staliniens et des trotskistes d'avoir recours à un luxembourgisme qui s'ignore. La théorie de l'accumulation de Rosa implique que l'expansion impérialiste découle de l'incapacité où se trouve un capitalisme de marché à réaliser sa plus-value chez lui ; on peut donc lui faire sous-entendre que l'expansion impérialiste découle de l'existence d'un marché et de son anarchie, que donc étatisation et planification rendent **ipso facto** l'impérialisme inconcevable. Tout cela est entièrement étranger à la conception de Lénine, qui voyait dans l'impérialisme allemand (en 1918 !) un « capitalisme d'Etat, organisé et planifié », et traduit la même mystification que la conception suivant laquelle l'étatisation supprime automatiquement les classes et l'exploitation. La Russie ne peut pas être impérialiste, disent-ils, parce qu'elle n'a pas de chômage à exporter. Quant à la main-d'œuvre à importer (ou à exploiter là où elle se trouve), ils n'en disent mot.

listes dominant désormais le secteur), soit par un cartel ou une entente entre plusieurs entreprises qui subsistent (ce qui suppose déjà, en général, un nombre limité de participants). Elle est cependant loin de mettre fin à la lutte entre capitalistes ; la lutte continue sur le plan international, où l'apparition d'un vrai monopole est, pour plusieurs raisons, exceptionnelle ; elle ne cesse que par la constitution de cartels internationaux, autrement dit par des compromis qui délimitent les sphères d'exploitation respectives des monopoles nationaux.

Mais ces compromis sont par essence provisoires. Comme l'a montré Lénine en réfutant la conception de Kautsky sur le « superimpérialisme » (9), la base de ces compromis est le rapport des forces entre les participants au moment où le compromis est conclu. Mais ce rapport de forces évolue perpétuellement; ceux que son évolution a avantagés remettront donc en question le compromis en exigeant un nouveau partage plus favorable; et chaque revision rendant encore plus forte la position des plus forts, il est fatal qu'un moment arrive où les autres la refusent, car elle ne peut à la longue que conduite à leur éviction totale. Le règlement ne peut finalement se faire que par la force : la guerre économique, ou la guerre totale.

Ainsi, aucun compromis ne pouvant être éternel, et tout le monde le sachant, tout le monde ne peut que se préparer pour le moment où il sera remis en question pacifiquement ou violemment ; et on ne peut s'y préparer qu'en accumulant, en augmentant sa puissance économique et totale dès maintenant.

Autant et plus donc que sous le capitalisme concurrentiel — plus, car maintenant la lutte cesse d'être simplement économique — continue la lutte entre capitalistes et groupements de capitalistes, continue le besoin d'accumuler, continue le besoin d'augmenter les profits, les domaines qu'on contrôle, les populations qu'on exploite. Chaque « stabilisation provisoire », chaque compromis économique, chaque paix n'est utilisée par les uns et par les autres que comme un palier, que comme un tremplin permettant de récupérer, de consolider, d'étendre et d'organiser ses forces en vue d'une attaque ultérieure. Ces forces se développant d'une manière inégale chez les adversaires, un moment arrive où la « stabilisation » précédente s'écroule. Et on recommence.

La guerre impérialiste est une étape du processus de concentration mondiale.

Mais recommence-t-on éternellement ? Et surtout, recommence-t-on toujours de la même manière ? Peut-on dire qu'aussi longtemps que la révolution ne sera pas victorieuse, « des guerres impérialistes » et « des nouveaux partages du monde » se succéderont indéfiniment ? Chaque guerre n'élimine-t-elle pas définitivement un lot de concurrents — de même que chaque crise élimine définitivement un lot de capitalistes — et ne crée-t-elle pas une situation en partie irréversible ?

Certes oui. Et il nous faut aussi compléter la conception de Lénine — que nous avons jusqu'ici simplement résumée — en envisageant la transformation profonde de l'impérialisme lui-même que les guerres impérialistes amènent, en tenant compte des résultats mêmes du processus qu'on a décrit. A travers les guerres, se réalise l'élimination progressive des concurrents et la domination d'un nombre de plus en plus restreint d'Etats impérialistes; il y a donc une transformation profonde de l'impérialisme qui s'opère. Tout compromis, tout traité de paix peut être remis en question — remise en question qui est la guerre. Mais de la guerre émergent des situations qui ne peuvent plus être remises en question, des écrasements définitifs et des accumulations de puissance inattaquables. Ce ne sont plus simplement les partages des colonies et des régions arriérées dont il s'agit, mais même la domination sur les pays impérialistes par d'autres pays impérialistes incomparablement plus forts. Et la limite de ce processus est nécessairement, si la révolution prolétarienne n'intervient pas, la domination du monde par un seul Etat impérialiste, un seul groupe d'exploiteurs, non pas à travers l'entente pacifique entre les divers Etats,

(9) **L'Impérialisme**, p. 106.

mais à travers la lutte violente et l'extermination ou la soumission des plus faibles.

Il faut donc approfondir la définition de Lénine et voir dans les guerres de l'époque impérialiste les moments décisifs dans le processus de concentration mondiale du capital et du pouvoir, non pas simplement des luttes pour des nouveaux partages du monde, mais l'acheminement vers la domination universelle d'un seul groupe exploiteur. Et il est clair en ce sens qu'il n'y a pas eu « des guerres impérialistes » mais que chaque guerre a représenté — ou représentera — une étape bien distincte de ce processus de concentration mondiale (10). Il sera utile d'éclairer davantage cette conception par un court rappel historique.

II. — LA LUTTE RUSSO-AMERICAINE POUR LA DOMINATION MONDIALE

Première et deuxième guerres mondiales.

La première guerre mondiale visait à un nouveau partage du monde, et elle a pu réaliser son objet. Les impérialistes de l'Entente ont dépouillé les Empires centraux de leurs colonies et zones d'influence, donnèrent à leur volonté force de loi internationale par le traité de Versailles et établirent sur leur victoire un nouveau rapport de forces qui à son tour en garantissait les résultats.

Garantie illusoire. Vingt ans après, l'Allemagne écrasée en 1918 retrouvait suffisamment de force pour tout remettre en question, écraser à son tour, la France et conquérir l'Europe. Cette deuxième guerre mondiale, la conquête et l'organisation de l'Europe par l'Allemagne comme aussi l'exigence de la « capitulation sans conditions » l'ont montré, ne visait plus seulement à un nouveau « partage du monde », mais à l'extermination totale de l'un des deux camps en lutte. Son objectif était la domination du monde par un seul bloc impérialiste, mais cet objectif elle n'a pas pu le réaliser. La guerre a eu lieu contre l'Allemagne, ce qui ne peut paraître avec le recul du temps que comme un malentendu ou un anachronisme. Car, pendant qu'en Europe le rapport des forces se modifiait rapidement et spectaculairement à partir de 1933 en faveur de l'Allemagne et contre la France et l'Angleterre, il se modifiait d'une manière beaucoup plus profonde, à l'échelle mondiale contre l'ensemble des impérialismes européens et en faveur de l'Amérique et de la Russie qui étaient déjà en 1939 les seuls candidats sérieux à la domination mondiale (11).

La deuxième guerre mondiale a donc posé dans les faits le problème de la domination mondiale, mais elle n'a pas pu le résoudre. Son résultat a consisté à éliminer les candidats secondaires — Italie, France, Japon, Angleterre, Allemagne — définitivement réduits au rôle de clients de l'impérialisme américain, et à laisser face à face les vrais protagonistes, la Russie et les Etats-Unis.

---

(10) Nous n'avons parlé ici de la liaison de la guerre avec le processus de concentration que sous un seul aspect, l'aspect international. Qu'il y a une liaison tout aussi profonde et importante sous un autre aspect, l'aspect « national », qu'autrement dit la conduite et même la simple préparation de la guerre est un levier puissant de la concentration du capital et du pouvoir au sein d'un pays ou d'un bloc deviendra clair à la lecture des pages qui suivent.

(11) Il peut paraître qu'en disant aujourd'hui que, dès 1939, la Russie était, avec les Etats-Unis, « le seul candidat sérieux à la domination mondiale », on est intelligent après coup. Pourtant, dès 1939, la Russie réunissait, avec une industrie qui ne le cédait qu'à celle des U.S.A., une population supérieur à la population américaine et dépassant de plus du double celle du « plus Grand Reich » allemand ; mais surtout un système social qui, loin d'être particulièrement fragile comme à la fois bourgeois et trotskistes le pensaient, était beaucoup plus solide et efficace que celui de ses adversaires, et dont la puissance était multipliée par la capacité de créer, chez les pays bourgeois, des courants sociaux et politiques à la fois profondément enracinés dans la vie nationale et farouchement pro-russes, ce qui n'a jamais été le cas avec aucun pays impérialiste « classique ».

Caractère de la deuxième « paix » mondiale.

De ce fait découle directement qu'elle n'a même pas pu aboutir à un véritable compromis provisoire. La première guerre mondiale visait à régler les rapports entre l'Allemagne et les puissances de l'Entente ; l'Allemagne vaincue, Anglais et Français pouvaient dicter le « compromis » qu'ils voulaient — non sans des frictions internes considérables il est vrai — consolider le rapport de forces résultant de la défaite allemande, faire du traité de Versailles quelque chose d'indiscutable pendant une certaine période. Rien de pareil avec la deuxième guerre. On pouvait imposer toutes les solutions qu'on était capable d'imaginer à l'Allemagne — la belle affaire ! La difficulté n'était pas là, mais de trouver une solution au problème des rapports russo-américains. Celui-ci cependant n'avait pas été débattu lors de la guerre ; aucun des deux adversaires n'avait acquis par la force la possibilité d'imposer sa volonté à l'autre. Le test restait à faire ; pour une série de raisons, le vrai test, qui aurait été la prolongation de la guerre comme guerre russo-américaine, n'a pas pu avoir lieu. C'est pourquoi, même si l'interlude entre la deuxième et la troisième guerre mondiale s'avère en définitive beaucoup plus long que celui qui sépara la première de la deuxième, son caractère aura été complètement différent. Pas de stabilisation provisoire, pas de compromis établi sur un rapport de forces bien défini, démontré par les armes et consolidé par les dispositions du compromis lui-même, mais une série de **modus vivendi** passagers, changeant comme les rapports de force éternellement mouvants, l'équilibre éminemment instable reposant sur l'égalité présumée des forces des adversaires ; difficulté extrême de régler les points litigieux que la guerre a laissés, car incertitude sur le degré de pression que chacun peut exercer sur l'autre pour le forcer à reculer.

Impossibilité d'un équilibre indéfini entre les deux blocs.

Mais, si la guerre finie en 1945 n'a pas pu établir les bases objectives d'un tel compromis, est-ce qu'une série de frictions, de conflits partiels, de tâtonnements et de négociations ne pourraient-elles l'établir ? Est-ce qu'à défaut de la supériorité incontestable de l'un sur l'autre résultant d'une victoire militaire, la constatation réciproque d'un équilibre présumé des forces ne pourrait-elle conduire à un règlement ?

Dans l'abstrait, un tel règlement n'est pas inconcevable. Il pourrait prendre la forme d'une séparation rigoureuse du monde en deux zones, dominées l'une par l'Amérique, l'autre par la Russie. Chacun des adversaires s'engagerait en fait de ne pas dépasser la frontière, ni intervenir d'une manière ou d'une autre dans la zone de l'autre ; il ne faudrait évidemment pas qu'il y ait des territoires laissés en dehors du partage, car leur sort ultérieur pourrait remettre en question toute la situation. Il est cependant clair qu'une telle solution ne pourrait être que provisoire, et conduirait à nouveau, après un intervalle plus ou moins long, au conflit ouvert, dès que l'équilibre des forces, réel ou présumé, serait rompu.

Pour le voir, il suffit d'examiner les bases réelles de l'équilibre des forces entre le bloc russe et le bloc américain ; ce faisant, on pourra comprendre combien elles sont par leur nature rapidement changeantes et incapables de soutenir un règlement durable des rapports russo-américains.

Facteurs de l'équilibre russo-américain.

Sur le plan étroitement économique d'abord, la production industrielle du bloc russe doit représenter actuellement environ le quart de la production mondiale. Le bloc américain jouirait donc d'une suprématie écrasante (de trois à un) ; mais deux facteurs limitent énormément la portée de cette constatation, si même ils ne l'annulent pas. La bureaucratie russe contrôle totalement ce qui se passe dans sa zone, l'impérialisme américain ne peut le faire qu'en partie ; il ne dispose pas actuellement de la production anglaise comme Moscou peut disposer de la production tchécoslovaque.

En définitive la lutte est surtout une lutte entre le bloc russe et les U.S.A., non pas entre le bloc russe et le « reste du monde ». D'autre part, la bureaucratie russe peut orienter — et il est certain qu'elle oriente — sa production vers la production militaire beaucoup plus que ne peuvent le faire actuellement les impérialistes yankees. Avec une production égale à la moitié de la production américaine, la Russie peut être plus forte si elle consacre à l'armement un pourcentage de sa production plus de deux fois supérieur à celui qu'y consacrent les Etats-Unis. Le potentiel américain pourrait prévaloir malgré cela si on lui donnait le temps ; mais rien ne garantit qu'on le lui donnera.

Jusqu'ici, la supériorité économique des Etats-Unis ne se manifeste pas comme supériorité incontestable de puissance d'attaque ; mais elle se manifeste quand même comme avance technique dans le domaine des armements — surtout dans le domaine atomique.

Mais dans la guerre moderne, le véritable rapport des forces dépasse le plan économique et technique, et comprend des facteurs politiques et sociaux qui jusqu'ici jouent incontestablement en faveur de la bureaucratie russe. Celle-ci a la possibilité d'utiliser pour sa guerre des fractions importantes du prolétariat des pays occidentaux et de profiter des crises sociales chez ses adversaires, tandis qu'il est impossible à ceux-ci d'intervenir activement dans ses propres crises.

Enfin, le rapport des forces décisif n'est pas celui qui existera au moment où la guerre éclatera, mais celui que tendra à former son éclatement même ; en particulier, la vraie force russe n'est pas la force actuelle de la Russie, mais la force dont celle-ci disposerait si après les premiers mois elle occupait, comme il est probable, l'Europe continentale et les régions les plus importantes de l'Asie ; les huit cent millions d'hommes du bloc oriental pourraient alors se transformer en seize cent millions, et les Américains se retrouver en compagnie de Péron et de Malan.

Modification perpétuelle de ces facteurs.

C'est là une image statique des facteurs les plus importants dont la résultante détermine actuellement le rapport des forces entre les deux blocs et son équilibre présumé. Mais on s'aperçoit immédiatement que par leur nature même, ils sont en changement perpétuel et que l'équilibre qui en résulte ne peut qu'être extrêmement fragile.

Ainsi : quoi de plus solidement assis que la supériorité de la puissance industrielle américaine sur la puissance industrielle russe ? Pourtant, le fait que le rythme de développement de la production russe est beaucoup plus rapide que celui de la production américaine altère constamment le rapport des forces. C'est une platitude de dire que si la différence des rythmes de développement se maintenait, un jour viendrait où la production russe dépasserait la production américaine ; mais il faut se rendre compte que les délais sont relativement brefs. Une quantité qui augmente de dix pour cent par an rattrape une quantité double au départ qui n'augmente que de trois pour cent au bout de onze ans ; elle rattrape une quantité quadruple au départ au bout de vingt-deux ans (12).

De même le niveau technique américain est incontestablement supérieur aujourd'hui au niveau russe ; mais ce dernier peut se développer avec un rythme plus rapide. Des facteurs très complexes — et non tous rationnels — jouent dans ce domaine, mais il y en a un décisif qui favorise les Russes ; c'est tout simplement leur possibilité de profiter de l'avance technique des Américains eux-mêmes. Même à efficacité d'espionnage inférieure, les Russes auraient toujours quelque chose à apprendre des Américains, l'inverse n'étant par hypothèse pas vrai. De plus, les techniques militaires sont indissolublement liées aux techniques productives en général, et, aussi longtemps que l'ensemble de la production américaine n'est pas sous le boisseau du F.B.I., les Russes profiteront immédiatement de la majeure partie des progrès techniques américains, et indirectement de sa

(12) Trois et dix pour cent sont les pourcentages généralement admis d'accroissement annuel moyen de la production des Etats-Unis et de la Russie respectivement.

presque totalité. D'ailleurs, il est à peine nécessaire de rappeler que la découverte (ou copie) successive par les Russes de la bombe atomique d'abord, de la bombe à hydrogène ensuite ont démontré l'absurdité de l'idée d'une infériorité technique permanente et constitutionnelle des Russes ou bien la futilité du contre-espionnage américain, et vraisemblablement les deux à la fois.

Dans ce cadre même, les données immuables de la géographie perdent le sens qu'elles avaient. Les avantages découlant pour la Russie de sa position centrale face à la plus grande partie de cet hémisphère peuvent être sérieusement remis en question par le développement de l'aviation et des armes atomiques, lesquelles inversement ont déjà virtuellement détruit l'isolement des Etats-Unis.

Impossibilité pour Moscou et Washington de contrôler totalement la base de leur puissance : le prolétariat.

Encore plus changeants et fluides que même les techniques sont les rapports politiques et sociaux au sein de chacun des blocs, qui sont un élément déterminant du rapport des forces. Une des faiblesses fondamentales des Etats-Unis, est l'impossibilité d'imposer — et même de concevoir — une organisation rationnelle de leur propre bloc ; mais quelle qu'elle soit, cette organisation ou plutôt désorganisation évolue constamment (frictions avec l'Angleterre et la France, impasse de la C.E.D., Iran, Egypte, etc.). Inversement, on pourrait croire la domination de la bureaucratie du Kremlin incontestable sur sa zone ; en réalité, les contradictions pour être comprimées n'en sont que plus violentes, comme le cas yougoslave d'un côté, la révolte de Berlin de l'autre l'ont démontré. Un des atouts principaux de la bureaucratie russe, la puissance des partis staliniens dans certains pays du bloc occidental, est loin d'être donné une fois pour toutes: cette puissance est attaquée de front par la bourgeoisie, minée par la méfiance ou la démystification croissante du prolétariat.

C'est là certainement le facteur le plus profond et en dernière analyse le plus important de la situation. Ni l'impérialisme américain, ni la bureaucratie russe n'ont en fin de compte un contrôle absolu de leur propre domaine ; ni l'une ni l'autre forme du système d'exploitation ne peuvent réaliser des rapports sociaux rationnels, car précisément ces rapports supposeraient l'abolition de l'exploitation. La classe dominante de chaque bloc doit mener la lutte contre son ennemi extérieur, elle doit aussi et surtout mener la lutte sur le front intérieur, pour assurer sa domination sur sa propre société qui est à chaque instant remise en question, implicitement ou explicitement. La seule force de Moscou ou de Washington est le prolétariat russe ou américain ; mais cette force ne leur appartient en réalité pas, ils l'usurpent, ils ne peuvent arriver à se l'approprier qu'en combinant la ruse et la violence, en trompant et en opprimant, en corrompant et en exploitant ; au même moment où ils se l'approprient, ils se l'aliènent encore plus profondément ; au moment où ils ont extorqué encore plus de plus-value aux travailleurs ils les ont dressés encore plus profondément contre le système qui les exploite, et chaque fois qu'ils ont maté une révolte, ils ont posé sans le savoir une prémisse de la révolution.

La situation de la classe dominante, dans le bloc américain comme dans le bloc russe, ne peut se comprendre qu'à la lumière de cette double lutte permanente : contre l'ennemi extérieur, et contre l'ennemi intérieur. Et chacune de ces luttes n'acquiert toute sa signification et toute son acuité que parce que l'autre existe simultanément ; la classe dominante qui pourrait résoudre son problème intérieur et réellement dominer sa société pourrait, à ce moment-là, venir à bout de l'adversaire extérieur presque sans peine ; et réciproquement, le bloc qui exterminerait l'adversaire extérieur pourrait envisager d'une manière totalement différente ses contradictions intérieures, qui perdraient pour lui à ce moment leur virulence, et qu'il pourrait laisser pourrir indéfiniment. Mais la classe dominante ne peut évidemment pas réaliser la première solution — résoudre les contradictions à l'intérieur de sa société — car cela signifierait pour elle sa suppression en tant que classe dominante ; seule une société sans exploi-

tation et sans oppression peut s'organiser rationnellement. Il ne lui reste donc ouverte que la deuxième voie : essayer de supprimer l'ennemi extérieur. C'est là, en dernière analyse, le moteur profond de la lutte entre les deux blocs et aussi le facteur le plus important, parce que le plus indépendant et le moins prévisible par les exploiteurs dans ses réactions, de l'instabilité de leur rapport de forces.

Rapport de la lutte de classes et du cours vers la guerre.

Mais cette lutte de classes au sein de chaque bloc ne peut-elle provoquer un ralentissement du cours vers la guerre, en obligeant les impérialistes de tenir compte de la réaction des exploités ? Ne peut-elle même pas aller plus loin, et, par une révolution « précédant » la guerre, abolir le système d'exploitation et ainsi la guerre elle-même ?

On a déjà dit, dans cette Revue (13), que l'incapacité de chacun des deux blocs à surmonter ses contradictions internes — et celles-ci découlent toutes en dernière analyse de la résistance qu'oppose le prolétariat à son exploitation — avait conditionné le tournant de leur politique en 1952-1953. Mais cette interprétation n'a rien à voir avec l'idée qu'une résistance « accrue » à l'oppression de la part du prolétariat peut ajourner indéfiniment le conflit impérialiste. Cette idée — qui forme le fond de la conception réformiste d'une « pression » ouvrière capable d'empêcher indéfiniment la guerre, conception reprise à l'occasion par les trotskistes — est une mystification. Autre chose est, en effet, de dire que dans telles circonstances données, l'incapacité des impérialistes à dominer totalement leur société les a obligés de reculer sur le chemin de la guerre (ce qui est arrivé en 1952-1953), et autre chose est de dire qu'une telle situation puisse durer indéfiniment. Ce serait supposer que la guerre de classes peut rester indéfiniment en équilibre sur la pointe d'un couteau. Le fait qu'ils ont été obligés de reculer dans une première phase fait que les impérialistes se préparent activement à s'imposer totalement au prolétariat dans une deuxième ou une troisième. A la fois l'analyse et l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières montrent que la lutte de classes dans la société capitaliste ne peut qu'aboutir à la défaite ouvrière ou culminer dans la revolution.

Reste donc à examiner la deuxième possibilité : qu'une révolution préalable à la guerre supprime la perspective de celle-ci. Certes, ici, le pronostic qu'on puisse faire n'implique pas de questions de principe. On ne peut pas, sur la base d'une analyse a priori, ni conclure à la certitude d'une révolution précédant la guerre, ni la déclarer absolument impossible. Mais l'examen de la situation historique concrète montre qu'une révolution préalable à la guerre est extrêmement improbable.

En effet, les deux présuppositions fondamentales d'une révolution victorieuse ne seront données à l'échelle mondiale qu'avec la guerre elle-même : la maturation idéologique du prolétariat, la crise dans l'appareil de domination et de répression des exploiteurs. La situation par rapport à ces deux facteurs est inversement symétrique dans les deux moitiés du monde : à l'Ouest, l'appareil de domination des exploiteurs ne présenterait pas un obstacle insurmontable à l'action du prolétariat, mais celle-ci est paralysée par des facteurs idéologiques, précisément par l'existence et l'influence d'une bureaucratie ouvrière. A l'Est, la nature exploiteuse de la bureaucratie ne présente pas de mystère pour les populations, mais sa dictature totalitaire rend pratiquement impossible l'organisation et l'action de celles-ci. La guerre apportera des changements radicaux et cette situation : à l'Ouest, démystification par rapport à la bureaucratie ; à l'Est, ébranlement de l'appareil de domination et de répression — et ceci dans les conditions d'armement universel des populations.

Mais le plus important est que seule la guerre peut réaliser ces conditions d'une manière relativement synchronisée à l'échelle mondiale. Et c'est bien d'échelle mondiale qu'il s'agit. Que l'on suppose en effet que les conditions de la révolution se trouvent réunies dans un pays donné

(13) V. la Note sur la situation internationale dans le n° 12 de cette Revue, p. 48 à 59.

— ce qui n'est ni impossible, ni même improbable. Qui ne voit que l'un ou l'autre des deux blocs ou les deux à la fois interviendraient immédiatement pour écraser cette révolution — autrement dit, que la guerre civile serait rapidement transformée en guerre impérialiste ? Qui peut penser que les Américains ou les Russes pourraient accepter qu'une révolution prolétarienne prenne le pouvoir et qu'elle s'y maintienne en France, en Italie ou en Allemagne ? Une telle révolution déclencherait une intervention immédiate et vraisemblablement simultanée. Cette intervention ne pourrait être tenue en échec que par la propagation de la révolution dans les autres pays, et principalement en Russie et aux Etats-Unis. La tentative de chaque bloc d'intervenir dans les mouvements qui auraient lieu chez l'adversaire donnerait rapidement à la situation le caractère d'une conflagration générale, et seule cette conflagration tendrait en retour à créer les conditions d'une révolution générale. Il est donc possible que guerre et révolution soient étroitement tissées l'une à l'autre dès le départ, mais il est hautement improbable que la révolution se répandant en traînée de poudre sur la planète renverse sans autre forme de procès le pouvoir des exploiteurs.

Ces dernières considérations montrent que la lutte de classes peut dans le cas extrême accélérer la guerre plutôt que la ralentir. Mais à un niveau plus profond, il reste vrai qu'indépendamment de son action « conjoncturelle » dans un sens ou dans l'autre sur les relations des deux blocs, la lutte de classe est en dernière analyse la condition et le moteur de leur lutte, et le facteur le plus important de l'instabilité de leur rapport de forces. C'est aussi le facteur qui rend impossible de la part des Russes aussi bien que des Américains l'établissement et le maintien d'une stratégie et d'une politique rationnelles face à l'adversaire.

Impossibilité d'une stratégie rationnelle des classes exploiteuses.

Les mêmes facteurs qui tendent à donner progressivement à la stratégie une importance prédominante dans la vie de la société contemporaine tendent aussi à lui enlever ses bases rationnelles. Il suffit pour le voir de comparer la nature de la stratégie dans le monde moderne et dans celui des siècles passés.

Alors la stratégie était l'art de l'utilisation la plus efficace de forces données, exclusivement militaires, pendant une période critique et limitée qui était la guerre. L'industrialisation de la guerre et son corrélat, la militarisation de la société ont, comme on le sait, rendu la guerre totale, dans un double sens : totale d'abord « dans l'espace », en ce sens qu'elle concerne l'ensemble de l'activité sociale, de la production à l'idéologie; mais aussi — et c'est là un aspect sur lequel on insiste d'habitude moins — totale « dans le temps », en ce sens que ni les forces à utiliser ne sont plus considérées comme données, mais précisément comme pouvant et devant changer en fonction de la stratégie, ni la période couverte par cette stratégie ne se limite plus à la guerre proprement dite, mais englobe tout l'avenir. La stratégie devient donc l'art de développer en permanence de la manière la plus efficace l'ensemble des forces d'une société en vue d'une guerre totale contre une autre société qui procède de même. Les répercussions de cette modification sont énormes. L'instrument de la guerre autrefois était l'armée, un outil qu'on pouvait améliorer, qu'il fallait utiliser selon certaines règles découlant de sa nature même et de sa mission, mais dont en fin de compte on savait à peu de choses près ce qu'il valait et ce qu'on pouvait en attendre. Aujourd'hui, l'instrument de la guerre c'est la société dans son ensemble, et du coup, les contradictions sociales et la fluidité des rapports sociaux sont transposées au cœur de la stratégie. Autrefois la technique évoluait certes, mais suivant un rythme qui paraît aujourd'hui peu différent de l'immobilité. Aujourd'hui les armes sont démodées avant même que leur prototype ait pu être essayé mais aussi en même temps leur mise au point exige des études et des essais qui s'étalent sur des années, et qui doivent elles-mêmes être planifiées d'avance. Bref, la stratégie implique aujourd'hui le contrôle total des activités sociales et une planification de ces activités s'étalant sur des longues années. Ceci veut dire d'abord que politique, stratégie et économie tendent à s'identifier;

cela veut dire aussi que l'orientation stratégique et son application deviennent des facteurs déterminants du développement de la société.

Alors donc qu'autrefois une stratégie n'était limitée dans sa rationalité que par un certain imprévu des conditions naturelles (réduit à peu de chose) ou autrement par la stratégie de l'adversaire, mais qui, tendant elle-même à être rationnelle, lui était homogène et donc susceptible d'être escomptée dans ses réactions et intégrée comme élément de la situation, aujourd'hui elle souffre d'un manque de rationalité interne, car son instrument même tend à échapper à son contrôle. Ce contrôle pouvait exister autrefois dans la mesure où l'on isolait l'instrument de la guerre — l'armée — de la société dont il procédait, dans la mesure aussi où l'on travaillait sur la base d'une technique donnée pour des dizaines d'années. Il ne peut plus exister aujourd'hui, car aucun des adversaires ne peut exercer un contrôle total de sa propre société, ni prévoir le développement de sa propre technique. Il faut dire qu'il en découle une tendance invincible au sein de chaque bloc d'augmenter précisément la base rationnelle de sa stratégie, en augmentant le degré de contrôle sur la société et son développement. Mais dans la mesure où cette tendance est profondément tenue en échec — même si elle aboutit à s'imposer extérieurement — la stratégie de chacun des blocs, comme sa politique ne peut qu'être elle-même à la fois partielle et constamment modifiée sous la pression de facteurs qui lui sont extérieurs, c'est-à-dire empirique.

Résumons-nous : une stabilisation des rapports entre les deux blocs est impossible; elle est impossible même dans le sens d'une « stabilisation provisoire », c'est-à-dire d'un règlement ne pouvant pas être remis en question pendant un certain temps. Des compromis conjoncturels, explicites ou implicites, en revanche, sont possibles et probables, reposant sur une configuration donnée du rapport des forces; leur durée peut être courte ou longue, leur étendue large ou étroite, mais en tout état de cause ils sont par essence transitoires, car ils ne peuvent s'appuyer que sur le rapport de forces à un moment donné et ce rapport est par sa nature même instable et mouvant; on ne peut rien en dire d'avance.

L'histoire des dernières années, et singulièrement celle de 1953, le montre amplement.

Les rapports russo-américains, 1945-1952.

La période 1945-1948 a été la période de la cristallisation définitive des deux blocs et de leur délimitation géographique. La guerre avait laissé derrière elle un chaos économique, social et politique, aussi bien en Europe qu'en Asie. Les « zones d'influence » définies à Yalta et à Potsdam pouvaient être précises sur la carte, définir les limites de l'avance des armées; mais du point de vue social et politique, à cette influence il fallait donner un contenu concret, et ceci ne pouvait se faire que par l'instauration et la consolidation du régime bureaucratique dans les pays de la zone orientale, de la bourgeoisie traditionnelle dans les pays occidentaux. Cette instauration, à son tour, ne pouvait pas être automatique; il fallait, pour les Russes aussi bien que pour les Américains, intervenir dans la vie politique de ces pays, appuyer les éléments qui leur étaient favorables, attaquer les autres. De plus comme l'influence de chacun, incertaine au départ dans sa propre zone, pénétrait dans la zone adverse, comme les Russes avaient la possibilité de jouer sur la politique française par le moyen du Parti communiste et les Américains dans la politique tchèque ou polonaise par le moyen des partis bourgeois et réformistes, la lutte entre les deux blocs a pris fatalement pendant cette période l'aspect d'une lutte surtout sociale et politique, chacun essayant d'exterminer les partisans de l'adversaire dans sa zone et de pousser les siens dans la zone de l'autre.

Ce processus a atteint un palier important en 1947-48; l'échec des grèves de novembre-décembre 1947 en France, les événements de Prague en mars, puis les élections italiennes en mai 1948 achevaient la consolidation du pouvoir russe ou américain dans les pays les plus disputés; l'intervention américaine en Grèce dès 1947 laissait peu de doutes quant au sort de ce pays (où la guerre civile ne s'acheva pourtant que deux ans plus tard, en

août 1949). Un certain cloisonnement des deux blocs était ainsi atteint. Ce cloisonnement présupposait d'ailleurs essentiellement la consolidation économique des deux régimes chacun dans sa zone, et en retour, son achèvement a renforcé cette consolidation (14).

Ce cloisonnement n'était pourtant que tout relatif, et ceci en plusieurs sens : d'abord, la bureaucratie russe continuait à pouvoir agir à l'intérieur de certains pays capitalistes importants par l'intermédiaire des partis staliniens (France, Italie), inversement, comme l'a montré le cas de la Yougoslavie, la domination de la bureaucratie sur les pays de sa zone n'était pas toujours sans fissures; en deuxième lieu, dans le cas de l'Allemagne et de la Corée, le cloisonnement correspondait à un découpage artificiel des pays qu'il concernait, et donnait lieu à des frictions et conflits répétés (blocus de Berlin); enfin, dans le cas de pays comme l'Indochine et la Chine, le conflit armé continuait et paraissait seul capable de décider de leur sort.

On aurait pu penser à cette époque que sur la base de ce cloisonnement, même relatif, une stabilisation des rapports entre les deux blocs pouvait s'ensuivre et durer. C'est ce qui a apparu superficiellement arriver de 1948 à 1950. C'est pourtant dès 1949 que les bases de l'équilibre qui paraissait péniblement acquis ont été ébranlées par la conquête stalinienne de la Chine d'abord, l'explosion de la bombe atomique russe ensuite. Les deux constituaient une amputation radicale de la puissance américaine; la première, en ajoutant cinq cent millions d'hommes au bloc russe et en montrant qu'en cas de guerre, l'ensemble de l'Asie continentale risquait d'être perdu pour les Etats-Unis. La deuxième, en anéantissant le monopole atomique des Etats-Unis, qui s'y étaient jusqu'alors appuyés pour contrebalancer la supériorité russe en armes « classiques ».

La réponse américaine à la conquête de la Chine a été le pacte dit de l'Atlantique Nord, signé en avril 1949. Sur le plan formel, celui-ci n'apportait rien de nouveau : il consacrait l'hégémonie américaine, qui était un fait depuis 1942, et définissait une zone « inattaquable » dont on connaissait depuis longtemps les frontières. Le Pacte ne pouvait recevoir un contenu concret que par le réarmement des pays qui y participaient et par la définition d'une stratégie cohérente et rationnelle. Si le moindre doute existait là-dessus au début, il a été dissipé avec l'explosion de la bombe atomique russe en été 1949. Celle-ci montrait qu'il fallait bien affronter les Russes le cas échéant sur le plan réel de la guerre totale, et non pas sur le plan imaginaire de la guerre presse-bouton; les boutons continuaient à se multiplier, mais on pouvait désormais les presser des deux côtés du rideau de fer.

Mais une chose était de constater ce fait, et d'en tirer la conclusion de la nécessité d'un réarmement total, une autre de définir précisément et concrètement, dans les conditions données de la « coalition » américaine, une stratégie à la fois réalisable et efficace. Cette tâche était alors et reste, comme on le verra, impossible pour le bloc américain. En tout état de cause, le début d'un réarmement « classique », destiné à compenser la perte du monopole atomique américain, a été effectivement entrepris dès le printemps 1950.

Les contradictions et la faiblesse interne de la situation du bloc américain ont été démontrées lorsqu'en juin 1950 les Nord-Coréens ont envahi la Corée du Sud. Encore une fois il était démontré que, tandis que les Russes pouvaient toujours agir par personnes interposées et utiliser le potentiel des régions qu'ils contrôlaient, les Américains n'étaient capables de mettre sur pied que des régimes fantoches, s'écroulant à la première secousse. Les Américains étaient en même temps, sous peine d'un effondrement moral complet de leur coalition, obligés d'intervenir par leurs propres forces et d'accepter la lutte sur le terrain et avec les limites imposées par l'adversaire: ils se sont fait battre pendant toute une période et n'ont pu remonter le courant qu'en s'engageant à fond dans une guerre classique, et en y consacrant le plus clair de leurs troupes disponibles.

La contre-intervention chinoise, en ramenant brutalement les Américains aux alentours du 38e parallèle, démontrait que, quel que puisse être le poten-

(14) V. l'article **La consolidation temporaire du capitalisme mondial** dans le n° 3 de cette Revue (juillet-août 1949).

tiel américain par rapport à une guerre future et sur les terrains du Kriegspiel, il pouvait tout juste se mesurer avec le potentiel adverse dans la guerre qui seule par définition importe, la guerre d'aujourd'hui et sur le terrain imposé par l'adversaire. Elle démontrait aussi combien sont étroites les limites de modifications possibles au partage actuel du monde, aucun des adversaires ne pouvant accepter la perte d'un terrain tant soit peu important. En 1952, il devenait rapidement clair que la guerre de Corée aboutissait à une impasse, chacun des adversaires étant prêt à augmenter son effort et à y amener encore plus de forces pour ne pas reculer. Le dilemme qui se posait dans les faits était : généralisation ou arrêt.

Il ne s'agissait pas là d'un dilemme abstrait, mais de deux tendances réelles, du moins du côté de l'impérialisme américain; l'épisode Mac Arthur l'a montré. La politique représentée par celui-ci, partait de la reconnaissance de ce fait bien évident : que sur le plan militaire, aucune solution ne pouvait être donnée à la guerre de Corée si les Américains n'utilisaient pas à fond les moyens dont ils disposaient pour attaquer la source de la puissance adverse, autrement dit si, pour commencer, ils ne bombardaient pas la Mandchourie. Que cela aurait entraîné une riposte massive des Chinois, au bout de laquelle il y avait la généralisation de la guerre, était à peu près certain; et c'était le point sur lequel l'étroite logique militaire de Mac Arthur se transformait en crétinisme, étant donné les conditions concrètes du moment. Et la révocation de Mac Arthur par Truman démontrait à la fois que l'impérialisme américain n'était pas encore mûr pour une généralisation de la guerre, et que même le réarmement occidental était en train de traverser une crise profonde. C'est cette crise du bloc américain, sous la pression des contradictions économiques et sociales, dès 1952, qui a déterminé le relatif tournant dans la situation, qui devait s'amplifier en 1953, lorsqu'il s'est révélé que le bloc russe traversait une crise tout aussi profonde.

III. — L'« APAISEMENT »

La crise du réarmement occidental.

Dès que l'impasse militaire en Corée est apparue en clair, la réaction contre cette guerre commença à croître rapidement aux Etats-Unis. L'absurdité d'une situation où les conscrits se faisaient tuer pour rien et sans résultat éclatait aux yeux de la masse populaire; aussi bien pour celle-ci que pour la petite bourgeoisie américaine et même des secteurs importants de la bourgeoisie, apparaissait également l'absurdité d'un poids croissant de dépenses militaires dont on commençait à penser qu'elles ne servaient pas à grand-chose. On sait que ce mouvement de l'opinion a joué un rôle déterminant dans la victoire républicaine de novembre 1952.

Ce facteur prend tout son poids en regard de l'inconsistance interne de la politique de réarmement telle qu'elle avait été conçue et appliquée depuis 1950-51. A quoi pouvait-elle viser ? A préparer positivement la guerre, même dans le sens civilisé de « show down » — montrez votre jeu — des journalistes américains, jusqu'au moment où l'Occident, armé jusqu'aux dents, pourrait dire aux Russes : vous vous suicidez ou on vous tue ? Il est évident qu'une telle ligne impliquerait un réarmement à une échelle tout à fait différente, comportant une mobilisation totale de l'économie et de la population en vue de la guerre. Outre l'impossibilité politique d'appliquer une telle orientation actuellement, ce serait évidemment une invitation directe aux Russes d'attaquer tout de suite, avant que cette préparation ait avancé sérieusement.

Le seul objectif que les états-majors occidentaux disent actuellement se proposer sérieusement, c'est une certaine « sécurité défensive ». Et ceci indique déjà toutes les contradictions et l'impuissance du bloc occidental; car, sur le plan de la guerre totale, une défense efficace ne peut pas se faire sans les moyens d'une attaque efficace, et si l'on ne peut pas se donner ceux-ci, on ne peut pas non plus réaliser celle-là. Sur le plan des guerres partielles (comme celle de Corée), le fait d'être « sur la défensive » place les Américains en infériorité permanente, en laissant tou-

jours à l'adversaire le choix du moment, de l'endroit, du terrain et de l'extension du conflit. Ce deuxième point est évident, mais il faut considérer de plus près le premier.

Les caractéristiques importantes de la situation stratégique du point de vue des Américains sont celles-ci : les Russes disposent d'une force terrestre importante (de l'ordre de 150 à 200 divisions), à quoi il faut ajouter les armées des satellites européens et l'armée chinoise. Ces forces seraient facilement doublées ou triplées dans les quelques semaines précédant et suivant l'explosion de la guerre. D'un autre côté, leur emplacement par rapport à l'Europe occidentale, le Proche et le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, fait qu'elles dominent virtuellement ces régions, où se trouve le tiers de la population mondiale, ce qu'il y a d'industrie autre que l'industrie américaine dans le bloc occidental, et des matières premières importantes (pétrole, caoutchouc, étain, etc.). Les forces dont peut disposer immédiatement face aux Russes le bloc américain sont incomparablement plus petites (une cinquantaine de divisions au plus), et le réservoir principal (les Etats-Unis) se trouve loin des théâtres principaux d'opérations. Dans ces conditions, l'occupation de ces régions par les Russes, en cas de guerre, serait pratiquement certaine, et l'avantage que ceux-ci gagneraient ainsi dans une guerre longue pour ainsi dire imparable.

Le monopole atomique américain pouvait équilibrer la situation puisque, si les Etats-Unis pouvaient se livrer à une destruction atomique du territoire russe, les forces essentielles du bloc oriental s'écrouleraient dans leur fondement longtemps avant que les ressources des continents occupés puissent être mises à profit. Dans une guerre atomique courte, les avantages que pouvait conférer aux Russes la possession des régions les plus importantes de la planète disparaissaient.

Mais lorsque les Russes possédèrent, eux aussi, leur bombe atomique, les deux adversaires ont été placés virtuellement dans la même situation. Une certaine supériorité américaine pouvait subsister, du point de vue de la qualité et de la quantité des bombes comme aussi du point de vue des possibilités de livraison (sur la tête des Russes, s'entend). N'empêche que les Etats-Unis étaient promis à recevoir quelques coups et non plus seulement à en donner. La guerre redevenait longue; les enjeux immédiats (Europe et Asie) reprenaient toute leur importance, de même que leur défense. C'est ce qui a conduit au réarmement occidental depuis le début de 1950.

Quel pouvait être le but de ce réarmement ? De créer une égalité des forces pour empêcher d'emblée les Russes d'occuper les régions vulnérables il ne pouvait être question. Les chiffres mis en avant comme objectif à cette époque par les états-majors occidentaux (création d'une trentaine de divisions en Europe) indiquaient qu'il s'agissait de mettre sur pied une simple force de couverture, destinée à permettre la mobilisation partielle des pays européens et celle des Etats-Unis.

Cet objectif était manifestement insuffisant. Face à l'armée russe, ces forces « de couverture » ne couvraient rien du tout, et paraissaient simplement promises à un nouveau Dunkerque. La « mobilisation », à supposer qu'elle aurait le temps de se faire, de pays comme la France ou l'Italie, où le tiers ou la moitié de la population tendrait à se battre pour les Russes plutôt que contre eux, n'a pas de sens. Quant à celle des Etats-Unis, elle pourra toujours se faire, le temps que les Russes arrivent à Gibraltar; elle n'a pas besoin de forces « de couverture », mais de combats de retardement. Mais ce réarmement insuffisant était en même temps insupportable ; les plans des Occidentaux étaient, comme l'a dit « Le Monde » avec sa désarmante modération, « ridiculement exagérés ». Ce réarmement inadéquat bouleversait l'économie des satellites des Etats-Unis et créait une réaction croissante aux Etats-Unis même; il se révélait à la fois efficace pour dresser les populations contre les gouvernements et inefficace pour « arrêter les Russes ».

Aux contradictions internes de la politique de réarmement s'ajoutait la réaction croissante des satellites les plus importants des Etats-Unis, en premier lieu l'Angleterre.

Passée l'alarme de la guerre de Corée et de l'intervention chinoise, une fois certifié que les Russes ne visaient nullement dans l'immédiat à généraliser la guerre mais continuaient leur stratégie d'attaques limitées

sur les points où ils avaient des avantages importants, les capitalistes européens trouvèrent le poids économique du réarmement insupportable. Ces difficultés économiques ne sont pleinement éclairées qu'en liaison avec un facteur fondamental et permanent, qui est la contradiction de la politique du réarmement vue cette fois-ci du côté des satellites européens des Etats-Unis : c'est la divergence fondamentale des buts de guerre des bourgeoisies européennes et de l'impérialisme américain. Pour celui-ci, le but d'une guerre serait l'extermination de la Russie, pour celles-là de ne pas être occupées. Par conséquent, toute stratégie américaine ne peut être au fond que périphérique, utilisant l'Europe comme un glacis sur lequel on se bat en reculant pour gagner du temps.

Pour l'état-major américain, l'utilité de l'Europe consiste dans les batailles de retardement qu'on peut y livrer; ensuite, il s'agira surtout d'interdire aux Russes d'en utiliser le potentiel industriel et humain ou ce qui en aura subsisté. Pour les états-majors européens, il ne peut s'agir que de la défense des territoires — défense probablement en tout cas utopique, mais qui de toute façon impliquerait dès maintenant un effort militaire que le capitalisme européen chancelant est totalement incapable de fournir. Ne pouvant pas réaliser ce qui lui serait nécessaire pour maintenir une existence autonome — un réarmement total, qui d'ailleurs précipiterait la guerre — le capitalisme européen est organiquement porté vers la double utopie de l'apaisement international et de la suprématie nucléaire totale des Etats-Unis devant retenir les Russes par crainte de représailles.

Bref, les Occidentaux étaient bien obligés, dès la deuxième moitié de 1952, de montrer qu'ils étaient incapables de soutenir une guerre généralisée, qu'ils étaient également incapables d'accroître au même rythme leur potentiel militaire et qu'ils voudraient bien sortir de l'impasse coréenne. C'est ce que confirma la victoire électorale d'Eisenhower en novembre 1952. Et le premier budget que celui-ci présentait au Congrès (février 1953) comportait une réduction des crédits militaires par rapport aux crédits prévus par l'administration Truman, eux-mêmes déjà en réduction sur les plans initiaux.

C'est à ce moment là que la mort de Staline permit à la crise de la bureaucratie russe de s'exprimer ouvertement.

La crise du bloc russe.

En octobre 1952 s'était tenu à Moscou le XIX[e] Congrès du Parti communiste. Ce Congrès, outre la désignation ostentatoire de Malenkov comme dauphin du régime, n'avait au fond amené rien de nouveau à l'orientation de la politique russe. Celle-ci restait telle qu'elle avait été définie depuis 1947-1948 : accent mis sur « l'encerclement capitaliste », exclusion de toute idée d'un compromis possible avec les Occidentaux, développement économique intérieur axé sur le réarmement et l'industrie lourde.

La mort de Staline a déclenché un changement extrêmement brutal dans cette orientation. De mars à juin 1953, les mesures se succédèrent : sixième baisse des prix, proclamations solennelles sur la priorité donnée désormais aux industries de consommation, amnistie, affirmation des droits et libertés individuels du citoyen soviétique ; sur le plan international, initiative prise pour des négociations en Corée aboutissent, gestes de conciliation multiples, tant diplomatiques que commerciaux, à l'égard des pays occidentaux.

Plusieurs questions se posent face à cet ensemble d'événements : jusqu'à quel point ces changements sont réels, et jusqu'à quel point ne traduisent-ils pas simplement une démagogie mystificatrice à l'intérieur de la Russie, une manœuvre diplomatique temporaire visant à gagner du temps, sur le plan extérieur ? Quelle en est la cause profonde, et quelles en sont les limites ? Questions toutes étroitement liées, auxquelles on ne peut répondre qu'en considérant la situation d'ensemble du bloc russe et de la bureaucratie.

Jusqu'à quelle mesure les changements intervenus à l'intérieur sont réels ? Qui a bénéficié de l'amnistie ? La baisse des prix a-t-elle été effective, ou un simple leurre et, si elle a été effective, quelle a été son étendue,

autrement dit combien a gagné le consommateur ? Les promesses sur le poids à donner aux industries produisant des biens de consommation sont-elles tenues, et jusqu'où le changement a-t-il été ? Bien entendu, à ces questions il est impossible de répondre même avec une précision médiocre, à partir de données directes, car nous ne savons sur la Russie que ce que la bureaucratie veut bien dire, et en principe elle ne dira que ce qui « confirme » ce qu'elle prétend faire par ailleurs. Ce n'est que par des raisonnements indirects qu'on peut essayer de contrôler le caractère réel de ces mesures.

Il semble tout d'abord qu'un degré de réalité dans les « réformes » en question existe. Tout d'abord parce qu'il est beaucoup plus difficile — et qu'il serait extrêmement maladroit — de mentir totalement sur des mesures précises, L'affirmation que « le niveau de vie s'accroît de 5 % par an » est du genre de celles que personne ne peut totalement réfuter sur sa simple expérience individuelle. Si par contre on dit : le prix du pain vendu dans les coopératives passe de 12 à 10 roubles, celui des chaussures de 330 à 275, il serait étonnant — à moins de viser à provoquer la population — que tout y soit mensonger. Il se peut qu'en même temps il se passe des choses (et il s'en passe toujours) qui réduisent grandement la portée du changement — par exemple que le pain devienne plus noir, que les chaussures disparaissent pour quelques mois des magasins, etc. mais il serait difficile qu'il n'en subsiste rien. De même, la promesse de libérer tous les détenus non politiques condamnés à des peines inférieures à tant d'années, dans la mesure où ceux-ci forment une catégorie nombreuse, où donc leurs parents et connaissances forment une proportion notable de la population, doit s'accompagner de certaines mesures réelles de libération, ne serait-ce que pour créer chez ceux qui ne voient pas les leurs rentrer l'impression qu'ils appartiennent à une catégorie « spéciale ».

D'autres données, plus « matérielles » en apparence, vont dans le même sens, mais elles soulèvent des problèmes d'interprétation : dans les accords commerciaux avec les pays du bloc américain, qui se multiplient depuis un an, les Russes incluent beaucoup plus qu'auparavant des articles de consommation ; donc ils visent à améliorer l'offre de ces articles en Russie. Mais dans quelle mesure ces articles sont destinés aux ouvriers plutôt qu'aux privilégiés ? D'autre part, d'après les statistiques officielles russes, le nombre des travailleurs a fait un bond sans précédent en 1953 ; en tenant compte d'autres facteurs possibles de changement, on peut en conclure qu'environ un million de concentrationnaires sont maintenant comptés parmi la force de travail salariée. Mais cela veut-il dire qu'ils sont effectivement libérés ? Il faut rappeler à ce propos qu'il est à peu près impossible de se retrouver dans les statistiques russes de population.

Mais le plus important pour juger de ce qui importe — la situation globale du bloc russe — n'est pas la réalité des réformes, mais le fait qu'elles ont été proclamées. Même s'il ne s'agit dans tout cela que de la démagogie pure et simple, le fait même que la bureaucratie russe a été obligée de recourir à cette démagogie-là a une signification fondamentale. Il y a là quelque chose de nouveau. Non pas évidemment le recours à la démagogie en lui-même. Depuis son origine, la bureaucratie ne peut vivre sans mystification : à l'étranger, l'accent était mis sur le bonheur absolu, réalisé dès maintenant, de l'ouvrier russe libéré de l'exploitation ; à l'intérieur, on insistait beaucoup plus sur l'amélioration du niveau de vie « demain », lorsque l'industrialisation serait achevée, lorsque le premier, puis le second, puis le troisième plan seraient réalisés, lorsque la reconstruction, après la guerre, serait finie, lorsqu'on aurait effectué la transformation stalinienne de la nature, etc. « Demain, on mangera gratis » avait dit à peu près textuellement Staline au XIX[e] Congrès du Parti Communiste. Le changement radical, est que Malenkov soit obligé de dire : aujourd'hui, on mangera un peu plus, qu'il soit amené à reconnaître implicitement que l'ouvrier avait été jusqu'alors totalement sacrifié et que la situation exigeait une amélioration immédiate.

Même s'il n'est qu'apparent, donc, le changement est jusqu'à un certain degré réel ; même si elle n'accorde pas tout ce qu'elle dit, la bureaucratie est obligée de dire qu'elle accordera tout de suite quelque chose. Et ceci indique déjà l'origine des facteurs qui ont déterminé le tournant.

Le premier et le plus fondamental est sans aucun doute la réaction croissante de la population travailleuse contre la surexploitation et l'oppression auxquelles elle est soumise. Dans les conditions de terreur totalitaire prévalant en Russie cette réaction ne peut pas s'exprimer de la manière dont elle s'exprime dans un pays « démocratique », mais ceci ne veut nullement dire qu'elle ne peut s'exprimer du tout. Il n'est nullement exclu que des grèves explosent de temps en temps dans telle ville ou telle usine, que des mouvements collectifs de protestation aient lieu dans tel atelier — toutes manifestations dont par définition nous ne pouvons rien savoir. D'un autre côté il n'y a pas que les manifestations ouvertes, explicites de la lutte de classe dont la bureaucratie soit obligée de tenir compte ; elle est encore plus atteinte par la lutte quotidienne et muette au sein de la production, la non-collaboration, la résistance des ouvriers à la production et qui se matérialise par l'absentéisme, les malfaçons, la détérioration des machines, la réduction de l'effort au minimum, etc. A tout cela, la bureaucratie réagit à la fois par les moyens capitalistes classiques : mécanisation accrue de la production, paiement aux pièces ou au rendement, amendes, mais aussi par des moyens qu'elle a créés et qui sont son apport original à l'histoire de l'exploitation du travail : stakhanovisme, prolifération des fonctions de surveillance, peines « criminelles » infligées aux travailleurs récalcitrants (« crimes économiques »). Qu'aucune de ces parades ne soit définitivement efficace, c'est bien évident, car l'adhésion de l'ouvrier à la production ne sera acquise que le jour où l'exploitation sera supprimée. Il est donc infiniment probable que devant une crise croissante de la productivité du travail, devant le refus de plus en plus ferme des ouvriers de collaborer à la production, la bureaucratie a été amenée à faire des concessions, à accorder une certaine amélioration du niveau de vie et à passer l'éponge sur les « crimes économiques » (amnistie).

A cette cause s'en ajoutent deux autres. D'abord, la réaction des couches inférieures et moyennes de la bureaucratie elle-même contre les excès de terreur du régime. Une fois solidement installée au pouvoir, et munie de ses privilèges, la grande masse des bureaucrates doit aspirer à en jouir dans la tranquillité, et non sous la menace constante d'une épuration ou d'une disgrâce ; une pression constante doit être exercée de la part de la bureaucratie dans son ensemble contre les sommets détenteurs de pouvoir afin de normaliser les rapports politiques et juridiques au sein de la bureaucratie, de garantir à chaque bureaucrate loyal et moyennement capable la jouissance de sa situation et une carrière normale. Cette pression doit devenir d'autant plus forte que, objectivement, la position dominante de la bureaucratie est plus stabilisée, et que, subjectivement, le bureaucrate se sent de moins en moins comme un usurpateur du pouvoir et de plus en plus comme un dirigeant de droit divin.

L'arbitraire des épurations de 1935-1940 ne pouvait qu'être accepté par les bureaucrates dans la mesure où eux-mêmes étaient arrivés à leur place par un arbitraire analogue et très souvent par le fait précisément d'une épuration précédente. Mais de plus en plus, la bureaucratie est formée par des gens qui sont là où ils sont en vertu d'une évolution normale, ou dont le père était déjà bureaucrate. Ceux-ci doivent penser que c'est le Bureau Politique qui leur doit son existence, et non pas eux qui doivent leur existence au Bureau Politique. Et leur réaction contre l'arbitraire total des instances suprêmes doit s'affirmer graduellement.

Enfin, il y a les difficultés que la bureaucratie russe rencontre dans son effort d'intégration et d'assimilation des pays satellites. Ces difficultés elles-mêmes sont de trois ordres : d'abord les difficultés transitoires, qui sont inhérentes au passage de ces pays d'une structure capitaliste classique ou arriérée à la structure bureaucratique : résistance des paysans et des petits bourgeois expropriés, des cadres moyens de l'ancienne société bourgeoise, difficultés de création rapide et d'en haut d'une économie totalement centralisée dans des pays en général des plus arriérés. Ensuite, les contradictions profondes inhérentes au régime capitaliste bureaucratique lui-même : d'abord, la réaction des ouvriers, mystifiés pendant une première période par les « nationalisations », le pouvoir « populaire », la construction du « socialisme », etc., et qui découvrent graduellement derrière ce masque le visage hideux et bien connu de l'exploitation et de l'oppression. En

dernier lieu, les tendances « autonomistes » des bureaucraties nationales, certainement différentes en intensité selon les pays et les conditions concrètes, mais qui dans certains cas au moins n'ont pu qu'aller en croissant dans la mesure où au départ cette bureaucratie nationale ne s'appuyait que sur l'Armée rouge ou indirectement sur le soutien de Moscou, et où, huit ans après, elle est arrivée à avoir une base économique propre et à se stabiliser sur le plan national. Tous ces facteurs agissent bien entendu les uns sur les autres : conjointement à l'exploitation de leur bureaucratie « nationale », les pays satellites sont soumis à une exploitation additionnelle de la part de la bureaucratie russe. Plus cette dernière est intense, plus, toutes choses égales par ailleurs, il est difficile pour la bureaucratie nationale d'extraire de « ses » ouvriers et paysans la plus-value qui lui revient ; plus elle doit donc se tourner contre ceux-ci, plus les réactions de ceux-ci sont ou peuvent devenir violentes. Autant qu'une bourgeoisie coloniale contre l'impérialisme dominateur, une bureaucratie satellite a des raisons économiques de se dresser contre la bureaucratie dominatrice et d'essayer de limiter l'exploitation additionnelle du pays par cette dernière ; mais aussi, plus que le sort d'une bourgeoisie coloniale à celui de l'impérialisme qui la domine, son sort est inexorablement cloué au sort de la bureaucratie russe.

Mais tous ces facteurs, peut-on dire avec raison, existaient et agissaient depuis longtemps. Pourquoi les modifications qu'ils devaient entraîner sont-elles apparues d'un coup et brutalement ? Et pourquoi en 1953 ?

Il est probable d'abord que non seulement l'intensité des réactions mentionnées a dû aller en croissant, mais qu'elle a dû croître beaucoup plus rapidement au cours des dernières années. Considérons d'abord l'attitude des ouvriers face à l'exploitation. Pendant les premiers plans quinquennaux, avant 1940, il est vraisemblable que la mystification des plans ait pu jouer auprès d'une grande proportion des ouvriers : on industrialisait, il fallait se priver pendant quelque temps pour construire des usines. Puis la guerre est venue, la moitié de ce qu'on avait fait a été détruit. Il fallait reconstruire. Mais en 1950, le régime a proclamé solennellement que la reconstruction était achevée. Il serait puéril d'attacher une importance particulière à cette date ou à cette déclaration, mais il est certain que depuis quelques années il devait être impossible de continuer à mystifier à la population à l'aide des mêmes arguments. Ceci d'autant plus qu'en présentant la guerre comme plus ou moins imminente, non seulement on lui montrait que dans une certaine mesure son niveau de vie était fonction d'un niveau donné d'armement, donc d'une orientation politique qui pouvait être changée, mais aussi on lui promettait de recommencer encore une fois l'ensemble de l'histoire : se serrer la ceinture pour construire des usines qui seraient détruites à nouveau, puis se la reserrer pour les reconstruire. Les « lendemains qui chantent » étaient renvoyés à l'infini, sans qu'aucune nécessité matérielle puisse désormais justifier cet ajournement. De même, dans les pays satellites, quelques années après l'expropriation totale des anciens capitalistes — achevée autour de 1948-1949 — une phase de réveil accéléré a dû commencer. Enfin, on a déjà indiqué les raisons qui inclinent à croire que pour la bureaucratie russe, le fait d'oser s'affirmer contre le Bureau Politique a dû être relativement nouveau ; et de même pour la bureaucratie de certains pays satellites.

Un autre facteur, dont la force croît également avec le temps, fait que la signification de la réaction ouvrière, l'importance que le régime est obligé de lui attribuer, a changé graduellement. C'est le progrès de la production elle-même, en particulier l'industrialisation et la modernisation. Pour utiliser un exemple grossier mais clair, on peut faire creuser un canal au fouet, mais on ne peut pas faire construire ainsi des compteurs électroniques. La mécanisation croissante de la production ne signifie nullement l'expulsion totale de l'élément humain, et il y a un moment où le genre de collaboration à la production que peut assurer la contrainte matérielle ou la contrainte économique sous sa forme la plus crue ne suffit plus, car la nature des fabrications et des méthodes de production a changé. A ce moment là, le régime — qu'il soit russe ou américain — est obligé de faire pour quelque temps des concessions réelles à l'ouvrier.

Cette considération est valable également pour la masse de la bureaucratie. La coordination de la production est assurée par la bureaucratie,

mais la coordination de la bureaucratie n'est assurée que par la terreur. Le gaspillage qui en résulte est immense. Limiter le gaspillage bureaucratique tout en maintenant la bureaucratie comme instance directrice de la production, ne peut se faire sans restaurer un minimum de liberté et de sécurité pour les bureaucrates.

Des concessions sur le plan intérieur devenaient donc tôt ou tard inéluctables. Il fallait donner quelque chose de réel aux ouvriers ; il fallait alléger quelque peu la situation de la bureaucratie des pays satellites, serrée de plus en plus entre les exigences de Moscou et la résistance de la population — sous peine d'encourager les tendances « titistes » potentiellement toujours présentes au sein de cette bureaucratie. Il fallait enfin que le sommet de la bureaucratie fasse quelques concessions à la classe même dont il procède et qu'il exprime. Tout cela impliquait nécessairement aussi un tournant sur le plan international. Des concessions réelles, aussi limitées qu'elles fussent, au niveau de vie des masss, impliquaient une réorientation de la production, et n'étaient possibles qu'au prix d'une certaine réduction des armements ; celle-ci serait absurde sans un effort visant à réduire la tension internationale et à parvenir à une certaine forme de modus vivendi avec les Occidentaux.

Peut-être le changement aurait eu lieu sous Staline, si celui-ci vivait davantage ; peut-être il aurait eu lieu avant si le pouvoir avait changé de mains plus tôt. Ces spéculations ne sont pas intéressantes ; ce qui importe, c'est de comprendre que les facteurs profonds qui ont déterminé le tournant agissaient déjà depuis un temps. Dans un régime d'absolutisme total, il est compréhensible qu'un changement d'orientation ait lieu au moment où change la personne du despote, même si ce changement était depuis longtemps devenu nécessaire. C'est en ce sens que les règnes des monarchies absolues ont souvent marqué des périodes distinctes : l'équipe exerçant le pouvoir se sclérose, le successeur a souvent, même s'il lui est étroitement associé, une vue moins lointaine de la réalité. A tout cela s'ajoute le besoin pour l'équipe Malenkov de consolider non seulement le régime en général mais son propre pouvoir face aux groupes bureaucratiques rivaux, par des mesures qui pouvaient lui créer une certaine popularité.

IV. — PERSPECTIVES

Possibilités d'un compromis russo-américain.

On a vu qu'une stabilisation véritable, même provisoire, des rapports des deux blocs était impossible. En même temps, leur situation interdit actuellement et continuera pendant quelque temps à interdire aussi bien aux Russes qu'aux Américains de revenir à une préparation accélérée de la guerre. L' « apaisement » se prolongera donc — personne évidemment ne peut dire combien. La question de savoir s'il sera couronné par un accord ou compromis formel sur les deux principaux points de conflit (Indochine, Allemagne) présente en soi peu d'intérêt. De toute façon, même si un tel compromis venait à se réaliser, il ne durerait qu'autant que le rapport de forces qui était à sa base. Le développement technique ou social pourrait le remettre en question à tout instant, de même que l'ensemble de la situation internationale. C'est ce rapport de forces qui importe, non pas son expression juridico-diplomatique sur un chiffon de papier. Mais, comme les discussions et les palabres sur ce sujet occupent depuis un an l'avant-scène, comme elles sont un instrument de mystification utilisé à la fois par les staliniens et la bourgeoisie, il vaut la peine d'en examiner les chances.

Celles-ci sont extrêmement minces, pour plusieurs raisons. D'abord, pris séparément, ni le problème de l'Indochine, ni celui de l'Allemagne ne peuvent recevoir de solution « à mi-chemin » ; le partage de l'Indochine est impossible, le sabordage du Viet-minh inacceptable pour les Russes comme les élections « libres » pour les Occidentaux. L'unification de l'Allemagne impliquerait la perte de leur zone pour les Russes, qu'il est douteux que la « neutralisation » du pays — inacceptable pour les Américains et les capitalistes allemands — suffirait à leur faire accepter. Une solution combinée des deux problèmes ne paraît guère plus faisable ; l'évacuation de l'Indochine, combinée avec le réarmement d'une Allemagne unifiée, provoquerait

une crise politique profonde en France et vraisemblablement aussi en Angleterre, la solution inverse — abandon par les Russes de l'Indochine contre une neutralisation de l'Allemagne — se heurterait à l'opposition du capitalisme allemand. Aucune de ces formules ne serait d'ailleurs acceptable pour les Russes qui tiennent un tiers de l'Allemagne et la certitude d'une victoire en Indochine et n'ont aucune raison de sacrifier l'un ou l'autre.

La modification incessante de la situation, non pas après la conclusion d'un accord, mais avant qu'il ne soit conclu et pendant les discussions mêmes, est un autre facteur important. L'action redoublée du Vietminh en vue de la Conférence de Genève, l'utilisation intense que les Américains font des explosions thermo-nucléaires et leur raidissement à la suite du succès de celles-ci le montrent abondamment. Les données réelles de la discussion sont ainsi constamment altérées. Plus encore, l'idée que de telles modifications pourraient intervenir dans un avenir proche rend toute véritable négociation quasi impossible, puisqu'elle suggère qu'on pourrait en attendant obtenir des meilleurs termes. Le cas de la C.E.D. est typique à cet égard ; les Russes attendent que l'opposition française au traité rende impossible le vote de celui-ci, et toutes leurs « propositions » ne visent à rien d'autre qu'à renforcer cette opposition, jusqu'à obtenir le rejet du traité — dans lequel cas leurs propositions précédentes deviendraient évidemment caduques, et ils pourraient négocier à partir d'une nouvelle situation plus avantageuse.

Il est donc probable que, plutôt qu'à un « règlement » provisoire des rapports des deux blocs, on assistera à une prolongation de la situation actuelle, les bavardages diplomatiques se déroulant à la surface pendant que les facteurs réels résolvent les problèmes, qu'il s'agisse de l'Indochine ou du réarmement allemand.

La solution sera vraisemblablement donnée « d'elle-même » ; le Vietminh contrôlera de plus en plus l'Indochine, les Américains réarmeront l'Allemagne, si ce n'est dans la C.E.D., sous une autre forme. Il serait seulement faux de conclure qu'une telle « solution » est une solution tout court. Car la victoire stalinienne en Indochine, le réarmement allemand ou les deux à la fois constitueraient en eux-mêmes des facteurs nouveaux qui entraîneraient d'autres modifications à la situation : il est même possible qu'ils marquent la fin de l' « apaisement » actuel.

La situation actuelle des deux blocs.

On n'en est pas encore là, et les contradictions internes analysées plus haut qui ont imposé le ralentissement du cours vers la guerre continuent à jouer dans le même sens et continueront à le faire dans l'avenir immédiat.

Pour ce qui est du bloc oriental, les facteurs que nous avons analysés sont par leur essence même permanents. Mais leur acuité et surtout la manière dont la bureaucratie peut y répondre sont variables. Il y a une limite aux concessions que la bureaucratie russe, pressée par les besoins de l'accumulation, de l'armement et de sa propre consommation improductive, peut faire au prolétariat. En même temps, ces concessions sont à double tranchant ; elles peuvent avoir comme résultat d'augmenter les exigences ouvrières, dans certains cas, qui ont d'ailleurs une valeur exemplaire générale pour les travailleurs des pays du bloc russe (Allemagne Orientale), elles conduisent directement à l'idée que la résistance à l'exploitation est rentable. Qu'un jour ou l'autre ces facteurs conduiront la bureaucratie russe à renverser sa politique, c'est certain. En attendant, aussi longtemps qu'elle est obligée de lâcher du lest sur le plan intérieur, et que le développement propre du bloc occidental le lui permet, elle devra forcément limiter son armement et avoir la politique extérieure correspondante.

Cette tendance est renforcée au sein du bloc oriental par les problèmes économiques que pose la Chine. Pour la bureaucratie chinoise, l'industrialisation rapide du pays est une question de vie ou de mort ; sa nécessité première est l'accumulation, non l'armement. Ce n'est que par l'industrialisation rapide que la bureaucratie chinoise peut annihiler économiquement — après l'avoir fait politiquement — la bourgeoisie, réduire la paysannerie, tâcher de limiter la tutelle russe. L'aide économique que Moscou peut fournir à la Chine est évidemment sans commune mesure avec les besoins

en capital de cet énorme pays, qui ne peuvent être satisfaits que par une accumulation primitive analogue à celle qui a eu lieu en Russie de 1927 à 1940 et dont la phase active n'a pas encore commencé. Il est donc probable que la bureaucratie chinoise tâchera, elle aussi, d'éviter les complications extérieures pour un temps.

La situation au sein du bloc occidental imposera aussi pendant une période la continuation de la politique actuelle. La réduction des dépenses d'armement, commencée en 1953, est en train de s'accentuer et continuera sans doute encore. Dans aucun pays important, il n'est actuellement politiquement possible d'imposer à la population une réduction de son niveau de vie pour financer l'armement. Il est de plus clair que la diminution de la tension des rapports russo-américains joue en amplifiant les conflits au sein de la « coalition » atlantique ; l'opposition grandissante de la bourgeoisie française au réarmement de l'Allemagne de Bonn depuis que l'obsession du cosaque s'est éloignée en est l'exemple le plus frappant.

Bien entendu, sous la « stabilité » apparente des rapports économiques et politiques au sein du bloc occidental travaillent toujours les facteurs qui préparent des nouvelles crises, et posent ainsi les limites de la situation actuelle. Il suffit de rappeler que le capitalisme occidental n'a pas encore pu résoudre ni le problème des fluctuations économiques (des « crises »), ni celui des rapports entre les économies nationales (15). Et le ralentissement du réarmement risque de les faire surgir sous une forme aggravée. La récession qui se développe depuis l'été 1953 aux Etats-Unis montre que le capitalisme américain n'est sorti des problèmes que lui posait l'augmentation des dépenses militaires que pour entrer dans d'autres, créés par leur diminution. Et l'aggravation de la pénurie de dollars des autres pays que risquent d'amener cette récession d'abord, la réduction des dépenses militaires américaines à l'étranger ensuite, éloigne à nouveau la perspective d'un rétablissement de la convertibilité des monnaies et de la liberté du commerce entre les pays capitalistes. Aucun de ces problèmes n'est organiquement insoluble pour les exploiteurs ; mais leur solution n'est possible qu'au prix d'une transformation structurelle — suppression de l'économie du marché, intégration complète de l'économie des pays satellites à celle des Etats-Unis — dont les conditions politiques et sociales sont encore loin d'être créées. Il faudra encore des crises, pour qu'elles le soient.

Les luttes ouvrières ; les partis bureaucratiques et l'avant-garde.

Nous avons montré ailleurs (16) l'importance qu'a eu le changement de la conjoncture internationale dans le déclenchement des luttes ouvrières en 1953. Nous pouvons, ici, nous borner à constater que les conditions favorables aux luttes continuent à exister et existeront sans doute dans la période à venir : l'affaiblissement de la tension internationale continuera à jouer et à rendre presque impossible pour les uns ou les autres l'exploitation politique des combats ouvriers. Les concessions que peuvent effectuer les régimes en Europe Orientale, insuffisantes pour émousser les revendications des travailleurs, sont juste suffisantes pour leur enseigner que seule l'opposition active à l'exploitation peut améliorer leur sort. En Europe Occidentale, cette leçon est connue depuis longtemps, et le problème qui se pose est la constitution d'une direction ouvrière indépendante de la bureaucratie. C'est à cette question que sont consacrées les pages qui suivent. Y répondre, serait impossible sans une analyse préalable de la politique des partis bureaucratiques, staliniens et réformistes, comme aussi du développement idéologique de l'avant-garde ouvrière.

De 1948 à 1953, l'attitude des organisations bureaucratiques a été fondamentalement déterminée par l'effort permanent d'utiliser pour leurs buts politiques immédiats les secteurs de la classe ouvrière qu'elles contrôlaient.

---

(15) C'est-à-dire la décomposition du marché mondial traditionnel, qui se manifeste par les restrictions quantitatives et le contrôle étatique sur le commerce extérieur, le contrôle des changes et la non-convertibilité des monnaies entre elles, et, depuis la guerre, par le « problème dollar » (pénurie généralisée de dollars, devenus moyen de paiement international, pour la plupart des pays capitalistes et limitation des importations de produits américains).

(16) Le numéro 13 de **Socialisme ou Barbarie** est consacré presque en entier à l'analyse des luttes ouvrières de 1953 en Allemagne et en France.

Le prolétariat et ses luttes étaient purement et simplement mobilisés — activement ou passivement — pour les manœuvres politiques des staliniens ou des réformistes. Pour les staliniens, par exemple, il s'agissait de faire faire grève aux ouvriers contre Ridgway, indépendamment de toute autre considération — indépendamment jusqu'à l'absurde, puisque ça avait comme résultat d'un côté d'user irrémédiablement l'influence stalinienne au sein du prolétariat et de dissiper ainsi le capital que le stalinisme aurait pu utiliser plus rentablement à une autre occasion et à plus long terme ; d'un autre côté, de priver ces manifestations mêmes de toute efficacité, puisqu'à la fin les ouvriers, mêmes staliniens, n'y participent plus du tout, et même d'en faire purement et simplement profiter la bourgeoisie, dans la mesure où l'échec de ces tentatives fournissait à la bourgeoisie une démonstration — amplement utilisée par la presse et les gouvernements bourgeois — de l'incapacité du stalinisme à mobiliser les masses sur ses mots d'ordre politiques et lui permettait d'attaquer avec beaucoup plus d'assurance. L'extrémisme des staliniens lorsqu'il s'agissait de questions «politiques» était combiné avec une attitude jaune lorsqu'il s'agissait des questions revendicatives ; la grève, pour laquelle aucun effort n'était de trop lorsqu'il s'agissait du Pacte Atlantique, était soigneusement sabotée par action ou par omission, lorsqu'il s'agissait des revendications ouvrières. Ceci à la fois pour donner des gages de tranquillité sociale aux classes moyennes et à la fraction « neutraliste » du patronat qu'on voulait gagner à une politique d' « indépendance nationale », et à cause de l'incapacité grandissante de la bureaucratie de diriger bureaucratiquement les luttes d'ouvriers acceptant de moins en moins sa tutelle.

Cette attitude trouvait son pendant dans l'attitude des bureaucrates réformistes, pour lesquels il s'agissait avant tout de défendre le régime, de couvrir le plus possible le patronat, et de s'opposer à tout prix aux staliniens et aux mouvements où ceux-ci jouaient un rôle actif, même si leur caractère revendicatif pouvait difficilement être mis en doute. Sous l'influence conjointe de ces facteurs, les dirigeants réformistes en France ont réalisé de 1948 à 1953 une des performances jaunes les plus pures de leur histoire, pourtant riche en exemples de ce genre ; ils se sont transformés en agents payés — au sens matériel courant du terme — du patronat français et des agences américaines.

Ainsi, la politique des deux organisations bureaucratiques aboutissait objectivement à l'impossibilité de luttes ouvrières puisqu'elle créait et faisait constamment renaître la division de la classe ouvrière, et une division sur des lignes fondamentalement étrangères à ses intérêts. Il suffisait en somme que l'organisation stalinienne prenne l'initiative d'un mouvement ou y participe pour que les réformistes le sabotent et réciproquement.

Cette politique a été catastrophique pour les luttes ouvrières dans l'immédiat, mais a eu un résultat profondément positif à long terme : elle a été le principal facteur de démystification des ouvriers sur le compte de ces organisations, en leur démontrant jour après jour, que celles-ci n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat, les ignorent purement et simplement et poursuivent leurs politiques propres. La nature des organisations bureaucratiques s'est ainsi dévoilée aux yeux d'une fraction importante de la masse ouvrière — et non plus, comme précédemment, d'une petite minorité d'ouvriers d'avant-garde. Le corollaire immédiat de cette prise de conscience a été la chute rapide de l'influence des organisations bureaucratiques sur la classe — manifestée moins par la chute des voix aux élections politiques ou syndicales ou même des effectifs syndicaux que surtout par le refus des ouvriers de suivre la bureaucratie dans l'action.

On a dit plus haut que cette politique conduisait à des résultats absurdes du point de vue de la bureaucratie elle-même (c'est clair aussi bien dans le cas des staliniens que dans le cas des réformistes), dont le principal était précisément cette chute d'influence elle-même. On aurait pu dire qu'il eût était plus « intelligent » pour les staliniens de ne pas trop pousser dans cette direction, de ne pas gaspiller ainsi leur influence sur la classe. Mais c'est là précisément un raisonnement abstrait qui suppose un état-major qui décide de la meilleure tactique à suivre indépendamment de toute pression et de tout enchaînement réel. Or la direction stalinienne est l'exécutant en France de la politique mondiale de Moscou ; son orientation est déterminée par les besoins généraux du bloc russe et non pas

par le souci d'accroître au maximum son influence au sein du prolétariat : celle-ci n'est qu'un des éléments qui entrent en ligne de compte, et pas le majeur. De toute façon, à la période actuelle, la bureaucratie stalinienne ne pourrait accéder au pouvoir en France que par la force des armées russes et non jamais par un coup d'Etat national. De ce fait, le rôle et l'importance que peut attribuer au prolétariat sa stratégie deviennent secondaires ; créer une diversion permanente sur l'arrière de classe du capitalisme occidental, aider par des opérations de guérilla au sens propre du terme, l'avance des divisions russes lors de la guerre. Dans une période de tension internationale croissante, comme celle de 1948 à 1952, il ne pouvait pas s'agir pour la direction stalinienne de « capitaliser » davantage en France, mais d'utiliser son capital : si au bout il y avait la guerre, l'utilisation la plus intense de son potentiel s'imposait, si un compromis devait se réaliser, on aurait le temps de voir et aussi de récupérer les forces usées pendant cette période. Que même dans le cadre de cette orientation, fondamentalement juste de son propre point de vue, la direction stalinienne ait pu commettre des erreurs, et en particulier l'erreur typiquement bureaucratique de sous-estimer la prise de conscience des ouvriers et sa perte d'influence réelle (et non pas électorale) sur ceux-ci, c'est certain ; cela ne change rien au fait que son orientation lui était étroitement imposée par la situation générale et le cours de la guerre. La même chose vaut, mutatis mutandis, pour la direction réformiste, aussi bien en France que dans les pays (comme l'Angleterre ou l'Allemagne occidentale) où elle a pratiquement le monopole de la « représentation » ouvrière.

De ce point de vue, le changement de situation pourrait signifier que les organisations bureaucratiques ont désormais beaucoup plus de latitude dans leur jeu, puisque leurs maîtres ne leur imposeront pas pour la période à venir de subordonner tout le reste à une mobilisation politique des ouvriers au profit de l'un ou de l'autre bloc. On pourrait en inférer, en première approximation, que les efforts principaux des staliniens et des réformistes, pendant la période ouverte maintenant, seraient de reconquérir leur influence auprès du prolétariat. Et, pour ce faire, ils n'auraient qu'un moyen : suivre une attitude revendicative « correcte », essayer de paraître dans la réalité et non seulement dans les discours comme les « meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers ».

Pourtant la valeur de ce raisonnement est des plus limitées ; car une série de facteurs, certains conjoncturels, d'autres permanents et profonds, font que la marge de libre action des organisations bureaucratiques même dans la période à venir, et surtout la rentabilité probable pour elles d'un changement d'attitude face aux luttes ouvrières sont extrêmement réduites.

Ceci est clair dans le cas des staliniens. Tout d'abord, il est certain que le P.C. continuera à vouloir jouer son rôle sur l'échiquier politique bourgeois ; l'atténuation de la tension internationale n'a pas signifié et ne signifiera pas la fin de l'intégration de la France et des autres pays d'Europe occidentale au bloc américain ; mais elle signifiera un regain d'influence de ces fractions de la bourgeoisie française — et de leurs porte-parole politiques — qui voudraient diminuer le degré de cette intégration. Elle renforcera donc, du même coup, les tentatives du P.C. d'enfoncer un coin dans les rapports France-Etats-Unis et de renforcer l'aile « neutraliste » de la bourgeoisie française, et leur donnera même une certaine base réelle (17).

On voit que sous un biais en apparence complètement différent, il est possible que le P.C. soit amené à s'opposer encore aux revendications ouvrières ; hier, c'était pour lutter pour la « paix », aujourd'hui, pour ne pas la troubler.

---

(17) En janvier, dans « Le Monde », M. Duverger évoquait avec sympathie la perspective d'un gouvernement auquel le P.C. accorderait son « soutien sans participation ». Les bases d'un compromis qui pourrait y conduire ne sont pas difficiles à voir : le retrait d'Indochine et le rejet de la C.E.D. seraient troqués contre la « paix sociale ». Que cette perspective soit irréalisable, n'empêche qu'à travers elle, le P.C. peut exercer une pression réelle sur la politique de la bourgeoisie française et fasse beaucoup de pas pour rencontrer celle-ci.

Mais ce facteur n'est ni le plus profond ni le plus important. L'exemple du sabotage par les staliniens de la grève Renault en septembre 1953 (18) l'indique suffisamment. Comment s'explique ce sabotage ? Si Renault démarrait, il y avait de fortes chances que le mouvement s'étende dans toute la métallurgie. Avec des millions de travailleurs des services publics déjà en grève, ce développement pouvait conduire les staliniens beaucoup plus loin qu'ils ne voulaient, et leur poser à l'étape suivante un dilemme catastrophique : s'opposer de front à l'extension, l'approfondissement et la continuation de la grève — donc se démasquer à une échelle sans précédent — ou bien donner une bataille totale en France, sûrs d'avance de la perdre, à un moment non choisi par eux, et au contraire où leur politique mondiale allait dans le sens opposé. Leur contrôle du point stratégique qu'est Renault leur a permis de prévenir une telle évolution. Mais ils ont dû avoir chaud. Cet exemple est instructif, car il contient tous les éléments de la situation présente. Toute lutte ouvrière qui prendra une certaine ampleur — donc toute lutte ouvrière qui risquerait d'être efficace du point de vue le plus simplement revendicatif — poserait aux staliniens le même problème, et susciterait de leur part vraisemblablement la même parade, le sabotage en douce, si possible, de front, si nécessaire, de la grève.

Ce facteur est étroitement apparenté à un autre, encore plus important. Il n'a pas toujours été impossible pour une bureaucratie de diriger par ses méthodes des luttes ouvrières efficaces, mais il le devient de plus en plus, car dans la mesure où les ouvriers prennent conscience du caractère de la bureaucratie ou même simplement s'en méfient, il devient de plus en plus important pour eux que la direction des luttes soit assurée par eux-mêmes, cela devenant souvent dans la pratique une condition même de leur participation ou de leur soutien actif. Cette scission profonde entre les « directions » bureaucratiques et la masse ouvrière devient d'ailleurs claire aussi sur le plan des revendications, où la bureaucratie, pour des raisons qui lui sont organiques, soutiendra par exemple nécessairement la hiérarchie des salaires, contre laquelle tendent de plus en plus à se dresser les ouvriers conscients. Ainsi, même si la bureaucratie voulait jouer le rôle d'un dirigeant « efficace » des luttes, la prise de conscience croissante des ouvriers le lui interdit à un degré croissant.

Quant aux réformistes, en France, leur cas ne présente pas d'intérêt ; leur faiblesse et leur pourriture sont telles, qu'ils ne peuvent en gros que continuer à jouer le rôle de jaunes et de briseurs de grève qu'ils ont joué jusqu'ici. Le cas du Labour Party anglais, ou de la socialdémocratie allemande est différent, mais en dernière analyse, ils se heurtent dans leurs rapports avec le prolétariat, aux mêmes contradictions profondes que celles que nous venons d'analyser pour les staliniens.

Il est donc vraisemblable que la volonté de lutte des masses rencontrera dans la période qui vient le même degré d'opposition ouverte ou insidieuse de la part des bureaucraties. Dans ces conditions, le rôle de l'avant-garde ouvrière revêt une importance pratique primordiale. Et il ne faut pas se cacher que c'est là que se trouvent les difficultés que rencontrera le redémarrage du mouvement ouvrier.

Il existe en France une couche, certainement minoritaire mais nullement négligeable, d'ouvriers qui ont pris conscience du problème de la bureaucratie. Pour eux, le caractère étranger et hostile au prolétariat du stalinisme est clair au même titre que l'intégration totale du réformisme à la bourgeoisie. Mais aussi, la critique de la mystification stalinienne est allée pour eux de pair — et comment pouvait-il en être autrement — avec une crise des objectifs et du programme traditionnels du mouvement révolutionnaire, et même de la notion d'une organisation ouvrière révolutionnaire. En effet, la compréhension du caractère exploiteur et oppresseur de l'Etat russe, par exemple, a fatalement entraîné la mise en question des notions traditionnelles sur les objectifs de la révolution ; en bref, reconnaître que la Russie n'est pas un Etat ouvrier, signifie comprendre que la nationalisation des usines et la dictature d'un parti qui se prétend ouvrier ne suffisent pour changer la nature profonde de la société d'exploitation. De même, comprendre que les syndicats réformistes sont, non pas par acci-

(18) V. **La grève chez Renault**, dans le n° 13 de **Socialisme ou Barbarie**.

Le problème de l'unité syndicale

L'Orientation des Syndicats et la Situation Internationale

La tendance à l'apaisement sur le plan international a eu de profondes répercussions dans la politique intérieure française.

A l'offensive de paix de la Russie correspond en France l'idée d'un regroupement des « forces démocratiques de la nation », des ententes pour un objectif commun (contre la C.E.D., pour la paix en Indochine, etc.). Sur le plan « social » l'on assiste aussi au développement d'un courant favorable au rapprochement des différentes organisations syndicales en vue d'une action commune.

Dans le domaine politique, les initiatives de Paix, d'union de tous les démocrates, de front unique, viennent du Parti stalinien. En ce qui concerne les rapprochements inter-syndicaux, c'est la C.G.T. qui prend les devants, tandis que les autres centrales manifestent le plus souvent une certaine méfiance. Ainsi se confirme sa nouvelle orientation opposée à la tendance précédente de raidissement vis-à-vis des autres syndicats.

Les raisons profondes de cette politique découlent de la situation internationale. Dans une période où la Russie désire diminuer la tension entre les deux Blocs, le sectarisme organisationnel doit faire place à une politique d'entente. Il n'est donc pas question pour la C.G.T. de se livrer aujourd'hui à des démonstrations de grève et de violence contre l'Etat français. Sa nouvelle tâche est d'influencer la politique française en rassemblant des larges couches de la population et

dent, mais par nature, au service du capitalisme et les syndicats staliniens au service de la Russie, signifie comprendre que la forme d'organisation syndicale n'est plus une forme d'organisation ouvrière. Mais comprendre ce que ne sont pas les buts et les moyens du mouvement ouvrier ne signifie pas encore comprendre ce qu'en réalité et positivement ils sont. Il y a donc, pour cette avant-garde, en même temps que clarté sur le caractère de la bureaucratie, crise des notions programmatiques les plus fondamentales, donc impossibilité provisoire d'action systématique et organisée. A cela s'est ajouté un doute sur la capacité historique du prolétariat à abolir l'exploitation et à instaurer une société sans classes. Ce doute a été nourri par l'échec des révolutions précédentes, par la dégénérescence de la révolution russe, et tout particulièrement par les événements des cinq dernières années, où à la fois la mystification de la masse ouvrière par le stalinisme et sa démoralisation, inaction et apathie ont créé chez les éléments d'avant-garde une certaine méfiance sur la capacité de la classe dans son ensemble de comprendre et de lutter. Le résultat a été la plupart du temps un refus de la part de ces éléments de s'organiser et d'agir, refus parfois même plus farouche que celui de la masse.

Quelles sont les modifications que les événements récents ont apporté à cette situation ?

Tout d'abord, il est clair que les obstacles idéologiques qui empêchent cette avant-garde de s'organiser et d'agir n'ont pas été levés. Il n'y a pas aujourd'hui plus qu'hier des éléments dans la situation objective permettant à ces ouvriers de définir clairement pour eux-mêmes un programme ou de réaliser une forme prolétarienne d'organisation.

Mais si des actions spontanées de la classe surgissent, le problème sera de beaucoup modifié. Certaines questions, par exemple la forme d'organisation ou la direction des luttes, leurs objectifs, seraient posées immédiatement par les faits eux-mêmes, même s'ils l'étaient sous une forme très étroite au départ. Les éléments les plus actifs au sein de la classe seront amenés à chercher à leur donner une réponse pratique. Ils seront ainsi amenés à définir eux-mêmes des formes d'organisation et des objectifs d'action, même si ceux-ci ne forment pas immédiatement un ensemble cohérent et systématique. La rentrée en lutte de la classe restaurera en eux la confiance dans les capacités de la classe ouvrière, et ceci, en conjonction avec l'expérience déjà faite de la bureaucratie, ne peut que leur indiquer la voie pour une solution positive du problème des formes d'organisation ouvrières, à savoir la voie de l'organisation autonome du prolétariat et de la direction des ouvriers par eux-mêmes. Dans cette atmosphère, l'avant-garde sera à nouveau sensibilisée à la pensée et l'idéologie marxistes, et une fusion pourrait s'opérer entre elle et les militants ou les groupes marxistes révolutionnaires.

Inversement, dans la mesure où ces derniers seront capables d'être effectivement présents, du point de vue politique, dans les événements d'aider l'avant-garde à en tirer les leçons et à en généraliser l'expérience, l'évolution de cette dernière pourra être énormément accélérée. C'est pourquoi à l'heure actuelle, l'importance d'un rôle politique de regroupement et de cristallisation révolutionnaire de l'avant-garde est à proprement parler énorme. Son absence pourra peser très lourdement sur le développement de la situation.

Les militants révolutionnaires peuvent dès maintenant apporter aux ouvriers d'avant-garde des éléments importants, non seulement sur le plan idéologique et politique mais aussi sur le plan concret de la lutte dans les usines. Bien entendu, il n'y a que l'avant-garde elle-même au départ, la classe ouvrière entière ensuite, qui puisse donner une solution définitive à ces problèmes ; et toute solution apportée de l'extérieur qui ne recouperait pas l'expérience propre et les aspirations profondes de la classe elle-même n'aurait aucun écho et aucune efficacité. Mais dans la mesure où ces militants ont élaboré ces éléments non pas à partir de lubies personnelles ou de schémas a priori, mais en partant précisément de l'expérience ouvrière des dernières années, ils peuvent se rencontrer rapidement avec l'avant-garde des usines ; et inversement, leur analyse du contenu des revendications, des formes de lutte et d'organisation peut permettre une cristallisation accélérée des mouvements spontanés des usines.

Pierre CHAULIEU.

en exploitant le mécontentement contre la politique des Etats-Unis.

Depuis longtemps, la C.G.T. et le P.C.F. ont su adopter alternativement deux politiques : influence large et opposition radicale. Les deux points extrêmes en sont la collaboration gouvernementale et la lutte armée, mais ils ne peuvent être atteints qu'au cours de deux périodes bien définies : alliance entre la Russie et la France ou guerre entre les deux pays. La période actuelle tend vers la conciliation, sans que l'on puisse néanmoins envisager la perspective la plus absolue. c'est-à-dire celle d'une alliance franco-russe impliquant une collaboration gouvernementale du P.C.F. et de la C.G.T.

Il convient toutefois de mieux éclairer l'orientation actuelle de la C.G.T., car elle a toujours réclamé l'unité d'action, mais c'était uniquement sur son programme. Or, aujourd'hui, le programme proposé est incontestablement plus large et ne comprend plus des revendications inacceptables pour les autres centrales, telles que la lutte contre la guerre d'Indochine et contre la C.E.D. A plusieurs reprises la C.G.T. s'est plue à développer cet argument, qui a vraisemblablement du poids vis-à-vis des fédérations concurrentes. L'organisation de Frachon essaie ainsi de redorer son blason devant les ouvriers; ce n'est plus elle qui veut politiser les grèves, bien que F.O. se serve toujours de ce prétexte pour refuser toute action commune.

Il est toutefois peu probable que la nouvelle orientation parvienne à lui rattacher de nouveau la classe ouvrière et à accentuer le discrédit des autres centrales. Il est douteux que la C.G.T. puisse reconquérir tout le prestige perdu, car si elle manifeste une certaine volonté d'action, on s'aperçoit que cette action, autour de laquelle on fait grand tapage, se limite à des grèves d'avertissement de 2 heures ou de 24 heures. Si son but est de rassembler les ouvriers, elle ne doit pourtant pas effrayer les bureaucraties concurrentes par des actions plus vastes et doit aussi veiller à ce que des mouvements de plus grande envergure ne la dépassent pas, comme ce fut le cas dans certains secteurs au mois d'août.

Cependant, avec ses propositions d'unité d'action, elle n'a absolument rien à perdre. Dans le cas peu probable où les travailleurs dépasseraient les limites fixées à ces actions bien orchestrées, à ces grèves « pépères », la C.G.T., moins étroitement liée à l'Etat que les autres syndicats, peut aller plus loin et peut profiter de ce dépassement pour dénoncer ceux-ci. La politique de la C.G.T. dans de telles entreprises, se résume ainsi : ne pas être dépassée par les masses mais dépasser les

autres centrales syndicales. Mais son objectif doit aussi être atteint sans effrayer la bourgeoisie, dont elle voudrait exploiter le mécontement contre l'Amérique. Nous entrons ici dans un domaine plus délicat, car nous sommes en 1954 et la classe ouvrière a derrière elle dix années d'expérience qui sont loin de rendre une telle acrobatie sans danger.

Nous venons de voir que l'orientation actuelle des centrales syndicales est essentiellement déterminée par l'évolution des rapports entre les deux Blocs impérialistes. La situation réelle des ouvriers, leurs besoins, ne sont pour elles qu'un facteur « brut », dont il faut limiter la portée tout en l'exploitant à la fois pour appuyer leur politique pro-impérialiste et pour maintenir leur propre appareil bureaucratique. C'est seulement dans ce sens que, à l'heure actuelle, ce facteur joue un rôle dans l'orientation de chaque centrale.

Mais, pour le prolétariat, quelle est la valeur du rapprochement inter-syndical préconisé par la C.G.T. ou même de l'unité syndicale défendue par certaines minorités comme la tendance du journal « L'Unité » ? Dans quel climat la classe ouvrière peut-elle mieux lutter contre le régime d'exploitation, dans un climat d'unité ou de scission syndicale ? Avant de répondre à cette question, il est nécessaire d'en poser une autre : est-ce la classe ouvrière, est-ce la lutte de classe qui ont déterminé les unions et les scissions syndicales depuis 1936 ? A cette question, nous répondrons par un bref historique.

Historique

Depuis 1936, les unions et les scissions des syndicats ont essentiellement résulté de la politique internationale et des rapports entre la France et la Russie.

L'unification des syndicats C.G.T. et C.G.T.U. en 1935 se réalise dans une période où la Russie et la France sont en excellents termes. La Russie est entrée à la S.D.N. aux côtés de la France et de l'Angleterre. Aux accords Staline-Laval de 1935 correspond sur le plan syndical l'accord d'unification C.G.T.-C.G.T.U. et, plus tard, le Front Populaire dans le domaine politique.

Mais la suite des événements nous éclaire aussi sur la prétendue efficacité de l'unité *syndicale* pour le développement de la lutte ouvrière. Sur le plan social, le mécontentement ouvrier se manifeste par des mouvements répétés et chaque jour plus larges. En juin 1936, le prolétariat trouve devant lui

les directions syndicales qui freinent le mouvement et parviennent à l'étouffer, non sans mal, par les accords Matignon. Les bureaucraties syndicales ne se sont unies que pour mieux trahir.

L'exclusion de la tendance stalinienne de la C.G.T. en 1939 ne se fait pas non plus sur un problème de lutte de classes, sur un programme revendicatif, mais fait suite aux accords germano-soviétiques. La bureaucratie syndicale unie a réussi à freiner les luttes ouvrières, la guerre est là, le puissant mouvement de 1936 s'est éteint et les avantages économiques sont peu à peu effacés par des décrets et par la hausse du coût de la vie. L'exclusion des staliniens se fait sur une divergence impérialiste : la Russie se rapproche de l'Allemagne, l'unité syndicale ne peut plus exister. C'est encore la classe ouvrière qui fera les frais de la scission, car l'exclusion des staliniens servira de prétexte pour traquer les militants ouvriers dans les usines, les mettre en prison, en camp de concentration. La direction syndicale réformiste est liée au gouvernement et, Jouhaux en tête, laissera la bourgeoisie française opérer cette manœuvre.

La nouvelle unification des bureaucraties syndicales en 1943 (accord du Perreux) se fait dans la clandestinité et correspond au revirement des alliances. Les Alliés combattent ensemble contre l'Allemagne.

A la Libération, les syndicats unis s'opposeront de nouveau au prolétariat. Ils inciteront la classe ouvrière à relever l'économie capitaliste française; les grèves des rotativistes, des P.T.T. et enfin de la Régie Renault en 1947 seront condamnées. L'unification des tendances Jouhaux et Frachon ne devait donc rien apporter aux travailleurs.

La scission de 1947 sera encore déterminée par la position des deux tendances vis-à-vis des deux Blocs. L'accalmie qui a suivi la guerre disparaît, la rivalité entre la Russie et l'Amérique se précise : l'unité syndicale est donc appelée, elle aussi, à disparaître. Fidèle à sa tradition, la tendance Jouhaux suit la bourgeoisie française en approuvant le plan Marshall. Les grèves politiques qui vont se succéder jusqu'à 1952, d'une part, la passivité et la trahison de F.O. d'autre part, seront deux bilans négatifs pour les ouvriers.

Il apparaît donc clairement que l'unité ou la scission des syndicats ne dépend pas de l'action des ouvriers et qu'il y a une nette séparation entre la politique syndicale et les intérêts du prolétariat. Nous allons voir maintenant combien profonde est cette séparation.

Qu'est-ce aujourd'hui que le syndicat ? Formé au siècle dernier comme association de défense des ouvriers, de lutte pour des revendications de type économique, sa nature s'est profondément transformée depuis. La croissance du capitalisme a été également celle du prolétariat et de ses formes d'organisation. Pendant la période de développement « pacifique » de la bourgeoisie, jusqu'à 1914, les syndicats sont devenus des grandes organisations groupant des millions d'adhérents, disposant de fonds importants, de locaux, créant ou soutenant des associations annexes, coopératives, mutuelles, etc. La bureaucratie syndicale s'est formée comme couche spécifique dirigeant la défense des intérêts des travailleurs. Mais elle les a identifiés de plus en plus *aux intérêts des syndicats* et, pratiquement, *aux intérêts de l'appareil syndical*, c'est-à-dire *à ses propres intérêts*. Politiquement reliée au réformisme social-démocrate ou se cantonnant dans un « apolitisme » qui lui permettait de refuser de dépasser les cadres étroits du syndicat, elle joua alors ouvertement le rôle de tampon entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Quant la guerre éclata en 1914, les syndicats se rangèrent dans le camp des impérialismes respectifs et leur apportèrent tout leur soutien.

Ainsi le capitalisme rencontra dans ceux que Lénine appelait « les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », des alliés précieux dans la guerre et dans la paix. Car le développement de l'industrie, sa concentration, posaient à l'ordre du jour le problème de la gestion de la force de travail elle-même. Bourgeoisie et bureaucratie syndicale collaborèrent plus étroitement. On créa peu à peu dans les pays avancés un immense réseau d'organismes « mixtes », reliés à l'Etat, destinés à exercer ce contrôle sur les ouvriers au travers des syndicats. Les conventions collectives sous l'arbitrage de l'Etat, l'arbitrage obligatoire des conflits, la fixation par l'Etat des heures de travail et des limites du salaire, etc., étaient les fruits de cette collaboration, complétée d'autre part par la collaboration de la bureaucratie politique. D'ailleurs, la distinction entre « politique » et « syndical » disparaissait aussi peu à peu, les bureaucrates cumulant les fonctions et devenant de plus en plus interchangeables.

La dernière guerre n'a fait qu'accentuer cette intégration de la bureaucratie syndicale à l'Etat. En France, la période du « tripartisme » nous en a offert un bel exemple. Les dirigeants syndicaux n'étaient-ils pas à la fois députés, ministres,

chefs des entreprises nationalisées, membres du conseil du plan, des commissions du ravitaillement et, à des échelons inférieurs, membres des comités d'entreprise, des comités mixtes à la production, des mille et une commissions para-étatiques qui ont proliféré ?

D'organe de défense des intérêts ouvriers, le syndicat est devenu à la fois un instrument de la bureaucratie syndicale et de l'Etat (1).

Cette transformation n'est ni provisoire ni réversible. Elle correspond à l'évolution du capitalisme vers la concentration politique et économique totale. Par sa structure même — appareil de responsables et d'employés en haut, couche de « cotisants » en bas, cloisonnement professionnel — le syndicat ne peut échapper à la main-mise de la bureaucratie et au travers d'elle, à celle de l'Etat.

Ceci reste en partie vrai même pour les syndicats qui sont sous l'emprise de la bureaucratie stalinienne, qui n'est pas l'instrument de la bourgeoisie française mais lutte pour prendre sa place. Et nous assistons en France à ce phénomène particulier d'une centrale syndicale dirigée par la bureaucratie stalinienne, qui est néanmoins obligée de collaborer à la production, d'y jouer son rôle de tampon entre ouvriers et capitalistes, sous peine de n'être plus un syndicat (2).

Il existe toute une série de revendications spéciales de la C.G.T. qui traduisent bien cette situation : les revendications pour la modernisation de l'outillage, pour le meilleur aménagement des usines, la sécurité, l'hygiène. Les comités d'entreprise, les comités de secours, etc., sont des formes de collaboration à l'apareil de production. Une autre forme en est la défense des lois sur le travail et les salaires, la participation à la commission supérieure des conventions collectives, etc.

Bien entendu, la direction cégétiste défend aussi des revendications générales concernant les ouvriers — augmentations de salaire, trois semaines de congé payé, 40 heures, etc. — car c'est seulement ainsi qu'elle peut conserver son influence et justifier son rôle de direction. Il existe ici une sorte de balance : d'une part la bureaucratie syndicale s'efforce d'imposer ses propres objectifs au prolétariat, d'autre part le pro-

(1) Cette transformation est très nette dans les pays capitalistes les plus avancés (U.S.A., Angleterre, France, Allemagne, Belgique, Hollande, Italie), dans lesquels toutefois des syndicats autonomes mineurs peuvent conserver pendant quelque temps une certaine indépendance. Elle est moins mûre dans des pays secondaires ou arriérés et dans les colonies.

(2) La question de savoir si le P.C.F. « saborderait » la C.G.T. en cas de guerre en l'utilisant contre l'Etat dans une lutte armée est un autre problème, mais la C.G.T. (clandestine) ne serait plus alors un syndicat.

létariat essaie d'imposer à la bureaucratie ses propres revendications. Où sont les limites des deux efforts ? Dans le premier cas, nous avons vu que l'appareil cégétiste n'a pas pu mobiliser l'ensemble des travailleurs pour des grèves dont le but est étranger aux revendications ouvrières (grève pour la libération de Duclos, par exemple). Dans le second cas, le prolétariat n'a pas pu imposer ses propres formes de lutte et ses revendications à la bureaucratie syndicale pendant les grèves d'août.

Mais, quel que soit le jeu de cette balance, le fossé qui sépare les ouvriers de l'appareil syndical n'en est pas moins profond. C'est à partir de ce fait, dont nous avons essayé de montrer les racines sociales, que l'on peut juger de la valeur de la fameuse unité *syndicale.*

Les Apologistes de l'Unité Syndicale

Les plus ardents défenseurs de l'unité syndicale ce sont le mouvement trotskiste et la tendance du journal « L'Unité ». Non seulement ils reprochent à la C.G.T. de ne pas savoir réaliser les fronts unis syndicaux, mais essaient de démontrer qu'au fond elle n'y tient pas. Pourquoi donc « L'Humanité » et « La Vie Ouvrière » y consacrent toute leur propagande ? « L'Unité » explique que la direction cégétiste est obligée de céder sur ce point à la pression des masses, mais qu'en réalité elle redoute les conséquences de l'action unie. Pourquoi ? Parce que l'unité d'action entre les syndicats, mieux, l'unité syndicale, permettraient un développement tel de la lutte ouvrière que les directions syndicales actuelles (y compris la C.G.T.) devraient changer de politique et seraient sérieusement ébranlées.

Ainsi la perspective trotskiste n'envisage le développement de la lutte ouvrière que dans le cadre syndical. La tendance qui la défend essaie donc de rassembler les ouvriers pour la lutte au sein des syndicats.

Mais ces syndicats eux-mêmes, qu'elle voudrait voir unis, qu'en pense-t-elle ? Quelles sont les raisons de leur mauvaise orientation ?

Bieu sûr, c'est parce que les directions ne suivent pas les principes de la lutte de classe, parce qu'elles tiennent compte d'intérêts politiques étrangers aux travailleurs, parce qu'elles hésitent, louvoient, cherchent à temporiser, parce que, en fin de compte, ce sont des directions réformistes. Mais encore ?

C'est tout. Les syndicats sont toujours des syndicats et la bureaucratie syndicale, puissante aujourd'hui, sera peu à peu, sous la pression des ouvriers, obligée de changer de politique. Ainsi, à chaque manifestation « unitaire » de la C.G.T., la presse trotskiste crie victoire : voilà bien la pression des masses ! Les ouvriers doivent donc rester dans les syndicats où ils arriveront à convaincre la bureaucratie de changer d'orientation et à la pousser à s'unir avec celle des syndicats concurrents.

Il serait pourtant logique de penser que si l'opposition entre les centrales syndicales reflète l'opposition entre les deux Blocs impérialistes, auxquels elles sont reliées par le canal de la bureaucratie, leur union ne peut se faire en l'absence d'un accord entre ces deux Blocs et que, dans cette mesure, l'unité syndicale est aujourd'hui un objectif pratiquement irréalisable.

Il serait encore plus logique de réfléchir à la transformation profonde des organisations syndicales et, comme nous l'avons fait plus haut, d'en tirer les conséquences.

Mais les trotskistes sont sourds à tout ce qui n'est pas le rabâchage de leur stratégie soi-disant léniniste et parfaitement inefficace.

Bien sûr, dans les sommets de la direction trotskiste, chez les stratèges éminents, on ne pense pas que la bureaucratie syndicale puisse changer réellement de politique ; aussi le véritable objectif n'est pas de l'obliger à faire ceci ou cela mais de la remplacer. Par qui ? Par des directions révolutionnaires (trotskistes autant que possible). Mais pour y parvenir, il faut que les ouvriers « fassent l'expérience » de la mauvaise volonté et des erreurs des dirigeants réformistes et staliniens.

Il est pourtant clair que l'expérience des ouvriers ne dépend pas de l'agitation de la minorité trotskiste et d'ailleurs avec quel instrument de mesure les trotskistes fixent-ils les limites de cette expérience ? Une petite partie de travailleurs a déjà compris la mystification des syndicats, une autre partie plus importante, si elle n'a pas encore une idée nette de leur rôle, ressent une grande méfiance vis-à-vis des directions, de leurs manœuvres, de leurs ridicules grèves d'avertissement, de leur bla-bla-bla patriotique.

Pour ces ouvriers, l'union des syndicats pour une action donnée n'a de valeur que dans la mesure où elle peut entraîner une sorte d'équilibre des différentes centrales, qui, pensent-ils, peut empêcher toute orientation exclusive du mouvement en faveur de l'une ou de l'autre. Ainsi beaucoup d'ouvriers déclarent souvent qu'ils ne marcheront que « si toutes

les centrales marchent ». Cette attitude traduit deux sentiments : l'un positif, leur méfiance vis-à-vis des centrales, l'autre négatif, leur impuissance à entreprendre actuellement des luttes d'envergure non sanctionnées par les syndicats.

Mais faire à ces ouvriers l'apologie de l'unité syndicale, c'est renforcer ce deuxième sentiment, renforcer donc la puissance de la bureaucratie des syndicats, c'est jeter la confusion au lieu d'éclairer. Car, nous l'avons dit, cette unité est aujourd'hui irréalisable et ces syndicats ne sont plus ceux du « bon vieux temps ».

D'ailleurs, comme sur bien d'autres points, les trotskistes d'aujourd'hui semblent avoir oublié ce que Trotsky lui-même disait à ce sujet.

Sur la transformation des syndicats, Trotsky écrivait : « Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

« Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats. » (1).

Et sur l'attitude à observer à l'égard de ces syndicats :

« Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : *complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste.* Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie travailliste.

« Le second mot d'ordre est : *démocratie dans les syndicats.* Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. »

Il est évident que nous ne partageons pas aujourd'hui les perspectives de Trotsky en 1940 sur la lutte *au sein* des syndicats et sur la possibilité de les redresser. Mais si l'on accepte ce point de vue (ce qui devrait être le cas des trotskistes), quelle est la valeur du mot d'ordre d'unité syndicale par rap-

(1) « Les syndicats dans la période de décadence du capitalisme » (1940).

port aux objectifs de lutte définis par Trotsky ? Est-ce un mot d'ordre qui tend vers l'indépendance vis-à-vis de l'Etat ? Est-ce un mot d'ordre qui mobilise les masses contre l'appareil dirigeant ou bien tend-il, au contraire, à renforcer celui-ci et à accentuer sa liaison avec l'Etat ?

Trotsky écrit à propos de l'unification de 1935 :

« En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux (N.D.L.R. : il s'agit en fait de la C.G.T. sous le contrôle socialiste) et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical non vers la gauche *mais vers la droite.*

« La direction de la C.G.T. est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français. »

Quant au rôle de la C.G.T. réunifiée de 1943 à 1947, il est bien connu.

Dans les pays où la division syndicale n'existe pas, la classe ouvrière n'en est d'ailleurs pas plus avancée. Il suffit de regarder l'Angleterre où les dirigeants syndicaux ont réussi à lier les ouvriers à la production pendant la guerre et se sont opposés autant qu'ils ont pu aux revendications des travailleurs depuis 1945.

Unité Syndicale et Lutte Ouvrière

Il est courant d'assimiler l'unité syndicale à l'unité de la classe ouvrière. Le raisonnement est entièrement faux. L'unité des ouvriers n'est pas un état mais un mouvement. L'unité économique, l'unité des conditions de vie et de travail, l'unité dans l'exploitation, c'est le capitalisme lui-même qui la crée et c'est aussi un mouvement, car depuis un siècle elle est devenue plus grande et l'évolution continue.

Mais cette unité-là n'est que la condition d'une forme supérieure d'unité : l'unité dans la lutte contre l'exploitation. Tendre vers l'unité ne signifie alors autre chose qu'accroître l'ampleur et la puissance de la lutte ouvrière.

Or, c'est dans la lutte que l'organisation naît et se renforce et ainsi sont apparus les syndicats. Mais en son absence, les organisations se vident de leur substance. Mieux, elles peuvent passer au service de l'ennemi. Tel est aussi le cas des syndicats.

Pour les ouvriers, le choix n'est pas aujourd'hui entre l'organisation dans les syndicats ou pas d'organisation du tout.

mais entre poursuivre leur lutte embrigadés par un appareil bureaucratique qui la détourne de ses objectifs, la mutile et, en fin de compte, l'étouffe ou bien la mener au dehors et contre cet appareil, condition première de son développement.

La désaffection à l'égard des syndicats est un fait indiscutable par rapport à 1945. Il n'est ni le résultat d'une propagande ni, comme certains semblent le croire, un simple symptôme de découragement. Les grèves d'août ont prouvé le contraire. C'est le résultat de l'expérience que les travailleurs ont vécue depuis la fin de la guerre.

Il ne nous appartient pas de donner la bonne recette d'organisation que nous opposerions triomphalement aux syndicats. Encore moins d'en créer une. D'abord, parce qu'une bonne organisation d'ouvriers sans les ouvriers est un nonsens, dans lequel une minorité de militants honnêtes sont tombés en créant la C.N.T. Ensuite, parce que, nous le répétons, les formes d'organisation ne se créent qu'au cours de la lutte. Cela ne signifie pas qu'elles sont une « invention » des travailleurs à partir du néant. La tradition, les expériences passées sont un capital précieux qui existe toujours dans la classe. Lorsque les ouvriers de la Régie Renault ont déclenché, contre tous les syndicats, leur grève d'avril 1947, ils ont su l'organiser. Ce n'est qu'un exemple. Dans les années à venir, la lutte ouvrière saura trouver ses propres formes d'organisation et ses propres revendications en dehors de l'appareil syndical ou elle continuera d'être prostituée et étouffée par lui.

Le vrai dilemme est : ou continuer de faire le jeu de la bureaucratie syndicale en prêchant la réforme des centrales et leur unification ou soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante.

D. Mothé.

Une lettre de Anton Pannekoek

Nous avons reçu, du camarade Anton Pannekoek la lettre que nous publions ci-dessous, avec la réponse du camarade Chaulieu. Il est, certes, superflu de rappeler à nos lecteurs la longue et féconde activité de militant et de théoricien de A. Pannekoek, sa lutte contre l'opportunisme au sein de la IIe Internationale déjà avant 1914, l'attitude résolument internationaliste que le groupe animé par lui et Gorter a eu en 1914–1918, sa critique du centralisme bureaucratique naissant du parti bolchévik dès 1919-1920 (qui n'est connue en France que par la réponse de Lénine dans « La maladie infantile du communisme » ; la « Réponse à Lénine » de Gorter a été également publiée en français). Nous espérons pouvoir publier bientôt, dans cette Revue, des extraits de son ouvrage « Les conseils ouvriers », publié en anglais après la guerre.

8 Novembre 1953.

Cher camarade Chaulieu,

Je vous remercie beaucoup pour la série des 11 numéros de *Socialisme ou Barbarie* que vous avez donnés, pour moi, au camarade B... Je les ai lus (bien que non encore terminés) avec un extrême intérêt, à cause de la grande concordance de vues qu'ils révèlent entre nous. Vous avez probablement fait la même constatation à la lecture de mon livre « Les Conseils ouvriers ». Il me parut pendant de longues années que le petit nombre de socialistes qui développaient ces idées n'avait pas augmenté; le livre fut ignoré et passé sous silence par la totalité de la presse socialiste (sauf, récemment, dans le « Socialist Leader » de l'I.L.P.). Je fus donc heureux de faire la connaissance d'un groupe qui en était venu aux mêmes idées par une voie indépendante. La domination complète des travailleurs sur leur travail, que vous exprimez en disant : « Les producteurs organisent eux-mêmes la gestion de la production », je l'ai décrite moi-même dans les chapitres sur « l'organisation des ateliers » et « l'orga-

nisation sociale ». Les organismes dont les ouvriers ont besoin pour délibérer, formés d'assemblées de délégués, que vous appelez : « organismes soviétiques » sont les mêmes que ceux que nous appelons « Conseils ouvriers », « Arbeiterräte », « Workers' councils ».

Il y a bien sûr des différences; j'en traiterai, en considérant cela comme un essai de contribution à la discussion dans votre revue. Alors que vous restreignez l'activité de ces organismes à l'organisation du travail dans les usines après la prise du pouvoir social par les travailleurs, nous les considérons comme devant être également les organismes au moyen desquels les ouvriers conquerront ce pouvoir. Pour conquérir le pouvoir nous n'avons que faire d'« un parti révolutionnaire » prenant la direction de la révolution prolétarienne. Ce « parti révolutionnaire » est un concept trotskiste qui trouva une adhésion (depuis 1930) parmi les nombreux ex-partisans du P.C. déçus par la pratique de celui-ci. Notre opposition et notre critique remontaient déjà aux premières années de la Révolution russe et étaient dirigés contre Lénine et suscitées par son tournant vers l'opportunisme politique. Ainsi nous restâmes hors des voies du trotskisme ; nous ne fumes jamais sous son influence; nous considérâmes Trotsky comme le plus habile porte-parole du bolchevisme qui aurait dû être le successeur de Lénine. Mais, après avoir reconnu en la Russie un capitalisme d'état naissant, notre attention alla principalement vers le monde occidental du grand capital, où les travailleurs auront à transformer le capitalisme le plus hautement développé en un communisme réel (au sens littéral du terme). Trotsky, par sa ferveur révolutionnaire, captiva tous les dissidents que le stalinisme avait jetés hors du P.C. et en leur inoculant le virus bolchevique les rendit presque incapables de comprendre les nouvelles grandes tâches de la révolution prolétarienne.

Parce que la révolution russe et ses idées ont encore une influence tellement puissante sur les esprits, il est nécessaire de pénétrer plus profondément son caractère fondamental. Il s'agissait, en peu de mots, de la dernière révolution bourgeoise, mais qui fut l'œuvre de la classe ouvrière. Révolution bourgeoise (1) signifie une révolution qui détruit le féodalisme et ouvre la voie à l'industrialisation avec toutes les conséquences sociales que celle-ci implique. La révolution russe est donc dans la ligne de la révolution anglaise de 1647

(1) Dans le texte : « Révolution des classes moyennes (**middle-class revolution**) dans le sens anglais de "classes moyennes", c'est-à-dire bourgeoisie ».

et de la révolution française de 1789 avec ses suites de 1830, 1848, 1871. Au cours de toutes ces révolutions, les artisans, les paysans et les ouvriers ont fourni la puissance massive nécessaire pour détruire l'ancien régime; ensuite, les comités et les partis des hommes politiques représentant les riches couches qui constituaient la future classe dominante, vinrent au premier plan et s'emparèrent du pouvoir gouvernemental. C'était l'issue naturelle parce que la classe ouvrière n'était pas encore mûre pour se gouverner elle-même; la nouvelle société était aussi une société de classes où les travailleurs étaient exploités; une telle classe dominante a besoin d'un gouvernement composé d'une minorité de fonctionnaires et d'hommes politiques. La révolution russe, à une époque plus récente, sembla être une révolution prolétarienne, les ouvriers en étant les auteurs par leurs grèves et leurs actions de masse. Ensuite, cependant, le parti bolchevick réussit peu à peu à s'approprier le pouvoir (la classe travailleuse était une petite minorité parmi la population paysanne) ; ainsi, le caractère bourgeois (au sens large) de la révolution russe devint dominant et prit la forme du capitalisme d'Etat. Depuis, pour ce qui est de son influence idéologique et spirituelle dans le monde, la révolution russe devint l'opposé exact de la révolution prolétarienne qui doit libérer les ouvriers et les rendre maîtres de l'appareil de production.

Pour nous, la tradition glorieuse de la révolution russe consiste en ce que, dans ses premières explosions de 1905 et 1917, elle a été la première à développer et montrer aux travailleurs du monde entier la forme organisationnelle de leur action révolutionnaire autonome, les soviets. De cette expérience, confirmée plus tard à une moindre échelle en Allemagne, nous avons tiré nos idées sur les formes d'action de masse qui sont propres à la classe ouvrière et qu'elle devra appliquer pour sa propre libération.

Exactement à l'opposé nous voyons les traditions, les idées et les méthodes issues de la révolution russe lorsque le P.C. s'est emparé du pouvoir. Ces idées, qui servent uniquement d'obstacles à une action prolétarienne correcte, constituèrent l'essence et la base de la propagande de Trotsky.

Notre conclusion est que les formes d'organisation du pouvoir autonome, exprimées par les termes « soviets » ou « Conseils ouvriers », doivent aussi bien servir à la conquête du pouvoir qu'à la direction du travail productif après cette conquête. D'abord, parce que le pouvoir des travailleurs sur la société ne peut être obtenu d'une autre manière, par exemple par ce qu'on appelle un parti révolutionnaire. Deuxième-

ment, parce que ces soviets, qui seront plus tard nécessaires à la production, ne peuvent se former qu'à travers la lutte de classe pour la conquête du pouvoir.

Il me semble que dans ce concept le « nœud de contradictions » du problème de la « direction révolutionnaire » disparaît. Car la source des contradictions est l'impossibilité d'harmoniser le pouvoir et la liberté d'une classe gouvernant sa propre destinée, avec l'exigence qu'elle obéisse à une direction formée par un petit groupe ou parti. Mais pouvons-nous maintenir une telle exigence ? Elle contredit carrément l'idée de Marx la plus citée, à savoir que la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. De plus, la révolution prolétarienne ne peut être comparée à une rébellion unique ou à une campagne militaire dirigée par un commandement central, et même pas à une période de luttes semblable par exemple à la grande Révolution française, qui ne fut elle-même qu'un épisode dans l'ascension de la bourgeoisie au pouvoir. La révolution prolétarienne est beaucoup plus vaste et profonde; elle est l'accession des masses du peuple à la conscience de leur existence et de leur caractère. Elle ne sera pas une convulsion unique; elle formera le contenu d'une entière période dans l'histoire de l'humanité, pendant laquelle la classe ouvrière aura à découvrir et à réaliser ses propres facultés et son potentiel, comme aussi ses propres buts et méthodes de lutte. J'ai tâché d'élaborer certains des aspects de cette révolution dans mon livre « Les Conseils ouvriers », dans le chapitre intitulé « La révolution ouvrière ». Bien sûr, tout ceci ne fournit qu'un schéma abstrait, que l'on peut utiliser pour mettre en avant les diverses forces en action et leurs relations.

Maintenant, il se peut que vous demandiez : mais alors, dans le cadre de cette orientation, à quoi sert un parti ou un groupe, et quelles sont ses tâches ? Nous pouvons être sûrs que notre groupe ne parviendra pas à commander les masses laborieuses dans leur action révolutionnaire; à côté de nous il y a une demi-douzaine et plus d'autres groupes ou partis, qui s'appellent révolutionnaires mais qui tous diffèrent dans leur programme et dans leurs idées; et comparés au grand parti socialiste, ce ne sont que des lilliputiens. Dans le cadre de la discussion contenue dans le n° 10 de votre revue, il a été, avec raison, affirmé que notre tâche est principalement une tâche théorique : de trouver et indiquer, par l'étude et la discussion, le meilleur chemin d'action pour la classe ouvrière. L'éducation basée là-dessus, cependant, ne doit pas avoir lieu à l'intention seulement des membres du groupe ou

du parti, mais des masses de la classe ouvrière. Ce sont elles qui auront à décider, dans leurs meetings d'usine et leurs Conseils, de la meilleure manière d'agir. Mais, pour qu'elles se décident de la meilleure manière possible, elles doivent être éclairées par des avis bien considérés et venant du plus grand nombre de côtés possible. Par conséquent, un groupe qui proclame que l'action autonome de la classe ouvrière est la force principale de la révolution socialiste, considérera que sa tâche primordiale est d'aller parler aux ouvriers; par exemple, par le moyen de tracts populaires qui éclairciront les idées des ouvriers en expliquant les changements importants dans la société, et la nécessité d'une direction des ouvriers par eux-mêmes dans toutes leurs actions comme aussi dans le travail productif futur.

Vous avez là quelques-unes des réflexions que m'a suscitées la lecture des discussions hautement intéressantes publiées dans votre revue. De plus, je dois dire combien j'ai été satisfait des articles sur « L'ouvrier américain », qui clarifient une grande partie de l'énigmatique problème de cette classe ouvrière sans socialisme; et de l'article instructif sur la classe ouvrière en Allemagne orientale. J'espère que votre groupe aura la possibilité de publier encore d'autres numéros de sa revue.

Vous m'excuserez d'avoir écrit cette lettre en anglais; il m'est difficile de m'exprimer en français d'une façon satisfaisante.

Très sincèrement, votre

Ant. Pannekoek.

Réponse au camarade Pannekoek

Cher Camarade Pannekoek,

Votre lettre a procuré une grande satisfaction à tous les camarades du groupe ; satisfaction de voir notre travail apprécié par un camarade honoré comme vous l'êtes et qui a consacré toute une vie au prolétariat et au socialisme ; satisfaction de voir confirmée notre idée d'un accord profond entre vous et nous sur les points fondamentaux ; satisfaction enfin de pouvoir discuter avec vous et d'enrichir notre revue avec cette discussion.

Avant de discuter les deux points auxquels est consacrée votre lettre (nature de la révolution russe, conception et rôle du parti), je voudrais souligner les points sur lesquels porte notre accord : autonomie de la classe ouvrière en tant à la fois que moyen et que but de son action historique, pouvoir total du prolétariat sur le plan économique et politique comme seul contenu concret du socialisme. Je voudrais d'ailleurs à ce propos dissiper un malentendu. Il n'est pas exact que nous restreignions « l'activité de ces organismes (soviétiques) à l'organisation du travail dans les usines après la prise du pouvoir... » Nous pensons que l'activité des organismes soviétiques

— ou Conseils d'ouvriers — après la prise du pouvoir s'étendra à l'organisation totale de la vie sociale, c'est-à-dire qu'aussi longtemps qu'il y aura besoin d'un organisme de pouvoir, son rôle sera rempli par les Conseils d'ouvriers. Il n'est pas exact non plus que nous ne pensions à un rôle quelconque des Conseils que pour la période suivant la « prise du pouvoir ». A la fois, l'expérience historique et la réflexion montrent que les Conseils ne pourraient pas être des organismes exprimant véritablement la classe s'ils étaient créés pour ainsi dire par décret le lendemain d'une révolution victorieuse, qu'ils ne seront quelque chose que s'ils sont créés spontanément par un mouvement profond de la classe, donc *avant* la « prise du pouvoir » ; et s'il en est ainsi, il est évident qu'ils joueront un rôle primordial pendant toute la période révolutionnaire, dont le début est précisément marqué (comme je le disais dans mon texte sur le parti du n° 10) par la constitution des organismes autonomes des masses.

Là où par contre il y a, en effet, une réelle différence d'opinion entre nous, c'est sur la question de savoir si, pendant cette période révolutionnaire, ces Conseils sont le *seul* organisme qui joue un rôle effectif dans la conduite de la révolution, et, dans une moindre mesure, quel est le rôle et la tâche des militants révolutionnaires d'ici là. C'est-à-dire, la « question du parti ».

Vous dites « pour conquérir le pouvoir nous n'avons que faire d'un "parti révolutionnaire" prenant la direction de la révolution prolétarienne ». Et plus loin, après avoir rappelé à juste titre qu'il y a, à côté de nous, une demi-douzaine d'autres partis ou groupes qui se réclament de la classe ouvrière, vous ajoutez : « Pour qu'elles (les masses dans leurs Conseils) se décident de la meilleure manière possible, elles doivent être éclairées par des avis bien considérés et venant du plus grand nombre de côtés possible. » Je crains que cette vue de la chose ne corresponde en rien aux traits à la fois les plus aveuglants et les plus profonds de la situation actuelle et prévisible de la classe ouvrière. Car ces autres partis et groupes dont vous parlez ne représentent pas simplement des opinions différentes sur la meilleure manière de faire la révolution, et les séances des Conseils ne seront pas des calmes réunions de réflexion où, après avis de ses divers conseillers (les représentants des groupes et partis), la classe ouvrière se décidera à suivre telle voie plutôt que telle autre. Dès la constitution des organismes de la classe ouvrière, la lutte des classes sera transposée au sein même de ces organismes ; elle y sera transposée par les représentants de la plupart de ces « groupes ou partis »

qui se réclament de la classe ouvrière mais qui, dans la plupart des cas, représentent les intérêts et l'idéologie de classes hostiles au prolétariat, comme les réformistes et les staliniens. Même s'ils ne s'y trouvent pas sous leur forme actuelle, ceux-ci s'y trouveront sous une autre, soyons-en sûrs. Selon toute vraisemblance, ils auront au départ une position prédominante. Et toute l'expérience des vingt dernières années — de la guerre d'Espagne, de l'occupation et jusques et y compris l'expérience de la moindre réunion syndicale actuellement — nous enseigne que des militants qui ont nos opinions devront conquérir par la lutte même *le droit à la parole* au sein de ces organismes.

L'intensification de la lutte des classes pendant la période révolutionnaire prendra inévitablement la forme de l'intensification de la lutte des diverses fractions au sein des organismes de masse. Dans ces conditions, dire qu'une organisation révolutionnaire d'avant-garde se bornera à « éclairer par des avis bien considérés » les Conseils est, je crois, ce qu'on appelle en anglais un « understatement » (1). Après tout, si les Conseils de la période révolutionnaire s'avèrent être ces assemblées de sages où personne ne vient troubler le calme nécessaire à une réflexion bien pesée, nous serions les premiers à nous en féliciter ; nous nous sentons sûrs, en effet, que notre avis prévaudrait si les choses se passaient de cette manière. Mais ce n'est que dans ce cas que le « parti ou groupe » pourrait se limiter aux tâches que vous lui assignez. Et ce cas est de loin le plus improbable. La classe ouvrière qui formera ces Conseils ne sera pas une classe différente de celle qui existe aujourd'hui ; elle aura fait un énorme pas en avant, mais, pour reprendre une expression célèbre, elle portera encore sur les flancs les stigmates de la situation dont elle procède. Elle sera en surface dominée par des influences profondément hostiles, auxquelles au départ ne s'opposeront que sa volonté révolutionnaire encore confuse et une avant-garde minoritaire. Celle-ci devra par tous les moyens compatibles avec notre idée fondamentale de l'autonomie de la classe ouvrière agrandir et approfondir son influence sur les Conseils, gagner à son programme la majorité. Elle aura peut-être même à agir *avant* ; que devra-t-elle faire si, représentant 45 % des Conseils, elle apprend qu'un parti néo-stalinien quelconque se prépare à prendre du pouvoir pour le lendemain ? Ne devra-t-elle pas tâcher de s'en emparer immédiatement ?

Je ne pense pas que vous soyez en désaccord avec tout

(1) Expression qui pêche par excès de modération.

essayé d'expliquer que le parti ne pouvait pas être la direction de la classe, ni avant, ni après la révolution : ni avant, parce que la classe ne le suit pas et qu'il ne saurait diriger tout au plus qu'une minorité (et encore, la « diriger » dans un sens tout relatif : l'influencer par ses idées et son action exemplaire) ; ni après, car le pouvoir prolétarien ne peut pas être le pouvoir du parti, mais le pouvoir de la classe dans ses organismes autonomes de masse. Le seul moment où le parti c'est l'idée du parti « direction révolutionnaire ». J'ai pourtant cela; je crois que ce que vous visez surtout dans vos critiques peut s'approcher d'un rôle de direction effective, de corps qui tâche d'imposer sa volonté même par la violence, peut être une certaine phase de la période révolutionnaire précédant immédiatement le dénouement de celle-ci ; des décisions pratiques importantes peuvent avoir à être prises ailleurs que dans les Conseils si les représentants d'organisations en fait contre-révolutionnaires y participent, le parti peut s'engager sous la pression des circonstances dans une action décisive même s'il n'est pas dans les votes suivi par la majorité de la classe. Le fait qu'en agissant ainsi, le parti n'agira pas comme un corps bureaucratique visant à imposer sa volonté à la classe, mais comme l'expression historique de la classe elle-même dépend d'une série de facteurs, dont on peut discuter dans l'abstrait dès aujourd'hui, mais dont l'appréciation concrète ne pourra avoir lieu qu'à ce moment-là : quelle proportion de la classe est d'accord avec le programme du parti, quel est l'état idéologique du reste de la classe, où en est la lutte avec les tendances contre-révolutionnaires au sein des Conseils, quelles sont les perspectives ultérieures, etc. Dresser dès maintenant une série de règles de conduite pour les divers cas possibles serait sans doute puéril ; on peut être sûr que les seuls cas qui se présenteront seront les cas non prévus.

Il y a des camarades qui disent : tracer cette perspective, c'est laisser la voie ouverte à une dégénérescence possible du parti dans le sens bureaucratique. La réponse est : ne pas la tracer, signifie accepter dès maintenant la défaite de la révolution ou la dégénérescence bureaucratique des Conseils, et ceci non plus comme une possibilité, mais comme une certitude. En fin de compte, refuser d'agir par peur qu'on ne se transforme en bureaucrate, me paraît aussi absurde que renoncer à penser par peur de se tromper. De même que la seule « garantie » contre l'erreur consiste dans l'exercice de la pensée lui-même, de même la seule « garantie » contre la bureaucratisation consiste dans une action permanente dans un sens antibureaucratique, en luttant contre la bureaucratie

et en démontrant pratiquement qu'une organisation non bureaucratique de l'avant-garde est possible, et qu'elle peut organiser des rapports non bureaucratiques avec la classe. Car la bureaucratie ne naît pas de conceptions théoriques fausses, mais des nécessités propres de l'action ouvrière à une certaine étape de celle-ci, et c'est dans l'action qu'il s'agit de montrer que le prolétariat peut se passer de la bureaucratie. En fin de compte, rester surtout préoccupé par la peur de la bureaucratisation, c'est oublier que dans les conditions actuelles une organisation ne saurait acquérir une influence notable auprès des masses qu'à condition d'exprimer et de réaliser leurs aspirations antibureaucratiques ; c'est oublier qu'un groupe d'avant-garde ne pourra parvenir à une existence véritable qu'en se modelant perpétuellement sur ces aspirations des masses ; c'est oublier qu'il n'y a plus de place pour l'apparition d'une nouvelle organisation bureaucratique. L'échec permanent des tentatives trotskistes de recréer purement et simplement une organisation « bolchévik » trouve là sa cause la plus profonde.

Pour clore ces quelques réflexions, je ne pense pas non plus qu'on puisse dire que dans la période actuelle (et d'ici la révolution) la tâche d'un groupe d'avant-garde soit une tâche « théorique ». Je crois que cette tâche est aussi et surtout une tâche de lutte et d'organisation. Car la lutte de classe est permanente, à travers ses hauts et ses bas, et la maturation idéologique de la classe ouvrière se fait à travers cette lutte. Or le prolétariat et ses luttes sont actuellement dominées par les organisations (syndicats et partis) bureaucratiques, ce qui a comme résultat de rendre les luttes impossibles, de les dévier de leur but de classe ou de les conduire à la défaite. Une organisation d'avant-garde ne peut pas assister indifférente à ce spectacle, ni se borner à apparaître comme l'oiseau de Minerve à la tombée de la nuit, laissant choir de son bec des tracts expliquant aux ouvriers les raisons de leur défaite. Elle doit être capable d'intervenir dans ces luttes, combattre l'influence des organisations bureaucratiques, proposer aux ouvriers des modes d'action et d'organisation ; elle doit même parfois être capable de les imposer. Quinze ouvriers d'avant-garde résolus peuvent, dans certains cas, mettre en grève une usine de cinq mille, s'ils sont disposés à bousculer quelques bureaucrates staliniens — ce qui n'est ni théorique, ni même démocratique, ces bureaucrates étant toujours élus avec des confortables majorités par les ouvriers eux-mêmes.

Je voudrais avant de terminer cette réponse dire deux mots sur notre deuxième divergence, qui n'a à première vue

qu'un caractère théorique : celle sur la nature de la révolution russe. Nous pensons que caractériser la révolution russe comme une révolution bourgeoise fait violence aux faits, aux idées et au langage. Que dans la révolution russe, il y ait eu plusieurs éléments d'une révolution bourgeoise — en particulier, la « réalisation des tâches bourgeoises-démocratiques » — a toujours été reconnu, et, longtemps avant la révolution même, Lénine et Trotsky en avaient fait la base de leur stratégie et tactique. Mais ces tâches, dans l'étape donnée du développement historique et la configuration des forces sociales en Russie, ne pouvaient être abordées que par la classe ouvrière qui, du même coup, ne pouvait que se poser des tâches essentiellement socialistes.

Vous dites : la participation des ouvriers ne suffit pas. Bien sûr ; dès qu'un combat devient un combat de masses, les ouvriers y sont, car ils sont les masses. Mais le critère n'est pas là ; c'est de savoir si les ouvriers s'y trouvent comme la pure et simple infanterie de la bourgeoisie ou s'ils combattent pour leurs propres buts. Dans une révolution où les ouvriers se battent pour la « Liberté, l'Egalité, la Fraternité » — et quelle que soit la signification que subjectivement ils donnent à ces mots d'ordre — ils sont l'infanterie de la bourgeoisie. Lorsqu'ils se battent pour « Tout le pouvoir aux Soviets », ils se battent pour le socialisme. Ce qui fait de la révolution russe une révolution prolétarienne, c'est que le prolétariat y est intervenu comme la force dominante avec son propre drapeau, son visage, ses revendications, ses moyens de lutte, ses propres formes d'organisation ; c'est que non seulement il a constitué des organismes de masse visant à s'approprier tout le pouvoir, mais qu'il a passé de lui-même à l'expropriation des capitalistes et commença à réaliser la gestion ouvrière des usines. Tout cela fait à jamais de la révolution russe une révolution prolétarienne, quel qu'ait pu être son sort ultérieur — de même que ni ses faiblesses, ni sa confusion, ni sa défaite finale n'empêchent la Commune de Paris d'avoir été une révolution prolétarienne.

Cette divergence peut paraître à première vue théorique : je pense cependant qu'elle a une importance pratique dans la mesure où elle traduit une différence de méthodologie à propos d'un problème actuel par excellence : le problème de la bureaucratie. Le fait que la dégénérescence de la révolution russe n'a pas donné lieu à une restauration de la bourgeoisie mais à la formation d'une nouvelle couche exploiteuse, la bureaucratie ; que le régime qui porte cette couche, malgré son identité profonde avec le capitalisme (en tant que domina-

tion du travail mort sur le travail vivant), en diffère sous une foule d'aspects qu'on ne saurait négliger sans se refuser à y comprendre quoi que ce soit ; que cette même couche, depuis 1945, est en train d'étendre sa domination sur le monde ; qu'elle est représentée dans les pays d'Europe occidentale par des partis profondément enracinés dans la classe ouvrière — tout cela fait que nous pensons que se borner à dire que la révolution russe a été une révolution bourgeoise équivaut à fermer volontairement ses yeux devant les traits les plus importants de la situation mondiale *d'aujourd'hui*.

J'espère que cette discussion pourra se poursuivre et s'approfondir, et je crois inutile de vous répéter que nous accueillerons avec joie dans « Socialisme ou Barbarie » tout ce que vous voudrez bien nous envoyer.

Fraternellement

Pierre CHAULIEU.

La vie en usine

III. — LA PRODUCTION

L'objectif idéal de la Société propriétaire de l'usine est celui même de tout autre exploitant : assurer un taux de profit maximum, et ses efforts en ce sens doivent porter sur plusieurs facteurs dont nous éliminons certains, quoique non négligeables, mais sans rapport avec notre sujet, tels que l'étude du marché et la lutte concurrentielle. (1)

Ce qui nous intéresse, et nous en avons vu quelques aspects, ce sont les modalités d'organisation à l'intérieur même de l'entreprise, la production proprement dite, ses répercussions auprès des ouvriers et leur rémunération.

Secondant directement les patrons, la Direction traite la production d'un point de vue abstrait. Pour l'équipe dirigeante, il importe peu, pour son travail, que l'usine produise des roulements à billes ou des presse-purée ; l'essentiel est d'obtenir, à des conditions de temps et de coût minima, une production optimum. Le reste est l'affaire des techniciens et de la maîtrise, comme il leur revient également d'assurer cette production au meilleur compte voulu. Si l'on préfère, et le recours à la facilité aidant, la Direction, pour parvenir à son but, tend à réduire la masse des salaires, menant parallèle-

(1) Les parties précédentes de ce texte ont été publiées dans les nos 11 (p. 48-54) et 12 (p. 31 à 47) de « Socialisme ou Barbarie ».

ment une action continue pour l'augmentation de la production par le canal de l'augmentation des cadences. A première vue, il peut paraître étonnant que les économies soient réalisées en priorité « sur le dos du personnel ».

C'est pourtant ce que les faits viennent confirmer : vient-on à craindre la concurrence sur un modèle fabriqué par l'usine, aussitôt l'on voit descendre les chronométreurs chargés de rogner les secondes et les agents des frais généraux, taillant dans les kilos de peinture mais, surtout, recensant les manœuvres, les O.S. et discutant l'utilité de chacun. Le résultat s'inscrit en clair : production accrue, personnel restreint — (que la cause des prix de revient élevés soit un appareil bureaucratique très lourd, voilà ce qui est laissé de côté). Ces actions épisodiques et spectaculaires ne sont pas les seules. A longueur d'année, il existe d'autres moyens que les descentes de chronos pour peser sur les salariés : non-remplacement de licenciés ou de démissionnaires, déclassement de personnel (un contremaître quittant l'entreprise remplacé par un chef d'équipe, non titularisé par la suite — ou un chef d'équipe par un chef de groupe, etc.), augmentation frauduleuse de la vitesse de rotation des chaînes. C'est ainsi, pour la meilleure part, que la fameuse PRODUCTIVITE, dont on rebat les oreilles aux ouvriers depuis plusieurs années, est instaurée par le fait du prince. Pour le reste, elle ne repose pas sur le système de rémunération en vigueur. Le personnel dit « horaire » reçoit un salaire de base fixe, c'est-à-dire calculé à l'heure et non pas aux pièces, majoré conformément à la loi en cas de dépassement des 40 heures, et mensuellement, un « boni » d'équipe ainsi calculé : quotient du travail exécuté par l'équipe (x minutes) par les temps de présence payés. Dans l'abstrait, ceci signifierait que les bonis s'établiraient, suivant les équipes, de 1,10 par exemple, à 1,35 ou 1,40. Pratiquement, le boni s'établit pour toutes les équipes autour de 1,20 (de 1,18 à 1,22 par exemple). Cette négation du principe même du boni d'équipe, non pas accidentellement mais régulièrement appliquée, s'explique aisément. D'une part, la presque totalité des déclarations du travail « sorti » dans le mois par les contremaîtres et les chefs d'équipe sont truquées. Ainsi, il serait absurde de s'attribuer une production représentant un boni de 1,40, aussi, avec la complicité de l'agent de contrôle chargé de « pointer » les réalisations, tel contremaître, gardant pour ainsi dire en réserve son excédent, sera crédité de 1,30 (cette réserve non payée peut très bien être déjà livrée au client, mais ceci est une autre histoire). A l'inverse, l'équipe ayant travaillé à 1,10 s'arrangera pour déclarer 1,20, et d'une façon

générale, le boni total réalisé étant plutôt fort que faible, un jeu d'écritures du service Prix de Revient fera bénéficier les « retardataires » d'une partie de l' « excédent » des autres équipes. Aussi, les variations du boni d'une équipe à l'autre et d'un mois à l'autre sont très faibles. En l'absence d'une pression ouvrière pour demander des comptes et exiger une révision générale des cadences, y trouvent leur compte : les contremaîtres, assurés d'un boni moyen, donc insouciants d'avoir une tâche plus ardue si les chronos baissaient les temps (on douterait de la santé morale du contremaître qui exigerait « son » boni effectivement réalisé) ; les chronos eux-mêmes et les agents du prix de revient, qui ne tiennent pas non plus à être toujours sur la brèche, enfin la Direction qui, bien sûr, n'est pas ignorante du fait mais ferme les yeux car elle donne en boni moins qu'elle ne reçoit. En dernier ressort, elle est maîtresse du taux de base qui est la déterminante majeure du boni, et la masse des salaires tient évidemment compte d'un pourcentage moyen de boni.

Mais que pensent les ouvriers au sujet du boni ?

Ils sont habitués à recevoir un boni moyen et ne s'en étonnent pas. On peut affirmer que, même s'ils ont conscience d'avoir gagné plus, ils comprennent aussi que, finalement, ils feraient un marché de dupes en exigeant ce supplément parce que lourd de conséquences pour eux. Ce qui les émeut toutefois ce sont les baisses inexplicables d'un ou deux points (%) du boni. Ils ont le vif sentiment d'être frustrés, d'autant plus qu'ils sont à même de constater qu'ils ont fourni un effort identique pour une rétribution inférieure. Mais on ne les tient pas au courant des subtils jeux de compensation qui aboutissent à ce résultat. Pour les ouvriers, le boni est purement et simplement un des éléments constants du salaire, sur lequel on peut régulièrement compter de mois en mois, et dont le calcul ainsi que les faibles variations ne sont rien d'autre qu'un vol et une stupidité. Le boni est arrivé à un degré avancé de décomposition spécifique, et s'il a perdu presque totalement son principe de stimulant, il possède encore aux yeux de la Direction son caractère de précarité, de « don gracieux » que l'on peut supprimer brutalement en cas de nécessité sans que pour cela la base du contrat de travail : le salaire, soit juridiquement atteinte. Du côté ouvrier, cette menace permanente est loin d'être clairement comprise et on n'assiste à aucun mouvement spontané en faveur de l'incorporation du boni dans le salaire de base.

Au boni d'équipe vient s'ajouter un autre complément de salaire, cette fois étendu à l'ensemble du personnel, le « sur-

salaire » ou prime collective au rendement. Pour son calcul entrent en jeu, affectés de coefficients divers, des éléments concernant l'entreprise dans sa totalité, tels que : production globale, salaires payés, frais généraux engagés, « loupés » de la fabrication, etc. Là aussi, l'intérêt commun fait que tous ceux qui sont intéressés par le sursalaire et qui ont aussi voix pour sa détermination (c'est-à-dire jusqu'aux chefs de service et au directeur de fabrication eux-mêmes) s'arrangent pour étaler uniformément dans le temps les éléments du calcul, favorables ou non. Autrement, la constance du sursalaire serait un miracle. Il n'y a pas de possibilité que ce système soit modifié dans un proche avenir, tout au moins tant qu'il continuera à favoriser ceux qui jouissent des plus hauts salaires.

Donc la productivité ne peut être considérée comme favovorisée par un tel procédé de paie, et indépendamment des solutions de facilité, telles que l'accroissement des cadences et la compression du personnel, l'élément chargé de mettre en valeur « l'apport ouvrier » au rendement peut être trouvé dans la recherche, l'examen et la mise en application des « suggestions » du personnel. Les ouvriers peuvent signaler à la direction les simplifications de fabrication et les gains de matières premières possibles. Les suggestions retenues sont gratifiées d'une prime proportionnelle à l'économie réalisée. La direction est la principale bénéficiaire de l'opération, qui permet de suppléer aux défaillances du service Méthodes dont le travail est précisément de définir les procédés de fabrication les plus avantageux. Ce service, d'ailleurs, a beau jeu de faire état, dans des conversations privées, des propositions qu'il a pu faire à la Direction, portant sur des économies énormes et qui n'ont pas eu de suite, en raison de l'incurie bureaucratique et des combines personnelles. Là encore, c'est en cas de concurrence dangereuse que les projets sont examinés consciencieusement.

Si le personnel directorial agit sur la production d'un point de vue détaché des contingences, ce n'est pas le cas pour la maîtrise qui rend des comptes jour par jour et doit perpétuellement conjurer les difficultés qu'apportent pêle-mêle le personnel, la matière première et l'outillage. Les chefs des services attachés à la production et les contremaîtres des différents ateliers, jugés par la direction sur les résultats de leurs efforts, acquièrent très rapidement un esprit d'équipe très fort et très limitatif, en ce sens que les difficultés rencontrées par eux leur sont mutuellement indifférentes. Seul compte l'atelier ou le service que l'on dirige. A la limite, le jeu consiste pour

les plus astucieux à rejeter la responsabilité des erreurs commises dans leur travail sur tel autre. Plus particulièrement, si la faute est grave, chacun court pour trouver un « parapluie » et que les autres se débrouillent.

Dans ces conditions la maîtrise, dans son ensemble, n'a pas de conception propre sur l'objet de la production, non plus que sur l'organisation et la structure capitaliste de l'entreprise. Cette catégorie sociale dans l'usine se livre à des critiques de détail mais dans l'ensemble ne possède pas de perspective autonome. Tout se ramène pour chacun de ses membres à son cas particulier.

Peut-on dire qu'il en soit de même pour les ouvriers ?

C'est ce que nous allons essayer de voir à travers la nature même de leur travail ainsi que par l'interprétation qu'ils en font.

Nous avons déjà dit que, sous un certain aspect, le point de vue ouvrier sur la production est de parvenir au rendement le plus bas pour le plus haut salaire. Autrement dit, ce qui prime c'est le sentiment unanime, même chez les « apolitiques » que l'on est toujours exploité et qu'il importe, au moins, de réduire la marge d'exploitation.

C'est là de toute évidence une situation diamétralement opposée à celle de l'équipe dirigeante, et ce ne peut être qu'à la lumière de cette attitude, et à celle de la lutte qui en résulte nécessairement que l'on doit examiner et comprendre à la fois les rapports entre les ouvriers et la production.

Pour un ouvrier, la production, c'est d'abord le travail qu'il doit fournir au patron en telle quantité, à tel délai déterminé. Toutes les conditions matérielles : outillage et matière première lui étant fournies, à lui de « sortir » la production désirée. Pour un ouvrier professionnel, cela veut dire qu'il doit appliquer ses connaissances techniques au travail demandé. Pour un O.S., cela signifie seulement qu'il doit y consacrer sa force physique et sa dextérité (naturelle ou acquise). Si la nature du travail est profondément différente entre les deux catégories d'ouvriers, les réactions devant le travail sont identiques. L'un comme l'autre s'intéressent tout de suite aux « temps » impartis pour les opérations à effectuer. Avant d'entreprendre la tâche, l'ouvrier veut savoir s'il ne se « coulera » pas. Cette méfiance spontanée passe même avant le souci du « fini » et l'intérêt en quelque sorte intellectuel que peut présenter le travail par les problèmes techniques ou délicats qu'il pose. Autrement dit, à l'usine, l'ouvrier comprend le tra-

vail exactement de la façon qu'il lui est proposé ; il n'y voit que l'autre face du marché que lui impose le capitaliste. La « déshumanisation du travail », « l'abrutissement provoqué par le travail cadencé », formules chères aux âmes sensibles, n'ont pas attendu le système Taylor pour marquer la base même du travail en régime capitaliste. Le goût du travail bien fait, qui ne peut réellement trouver son objet que chez les ouvriers professionnels, est tout au plus un palliatif de la monotonie du travail, une réaction révélatrice d'un esprit de rébellion à la réduction de l'intéressé à son son seul numéro matricule, et certainement pas la préoccupation première du salarié. Supposons que les temps soient jugés « acceptables » par l'ouvrier, son souci suivant est double : respecter les délais et mettre en relief les difficultés qu'il rencontre. Respecter les délais, cela consiste à ne pas les rogner. Le raisonnement est simple : « Si le patron me paye 5 (ou 6, ou 7) heures pour ce boulot, c'est qu'il y gagne. Il n'y a pas de raison que je lui fasse gagner plus. » Ce n'est pas une attitude irréfléchie de « cabochard », mais bien plutôt la manifestation d'une alarme constante vis-à-vis des moyens d'action du patronat. Respecter les délais, c'est aussi ne pas les dépasser outre mesure, faute de passer pour incapable et d'en subir les conséquences. De toute façon, ce qui importe aussi à chaque ouvrier, c'est de ne jamais passer sous silence les accidents et les imprévus du travail. Le but recherché est double : d'un côté, faire ressortir sa propre compétence et partant, son utilité, de l'autre, si les difficultés résultent d'une mauvaise organisation du travail, ou d'une mauvaise préparation technique, mettre en lumière les défaillances des responsables. Il faut comprendre que, dans ce dernier cas, l'ouvrier est mis dans l'impossibilité d'accomplir son travail dans les délais. Il subit donc un manque à gagner dont la récupération ultérieure reste aléatoire. Il a quelques raisons de crier son mécontentement, mais éprouve au surplus une indéniable satisfaction à prendre en défaut le système productif, et, conjointement, à « secouer » les hommes qui l'incarnent et dont il dépend. Il faut avoir vu dans un atelier, à la suite d'une « tuile » magistrale, les mines mi-navrées, mi-narquoises des gars devant la maîtrise ameutée, suivies, dès son départ, de moqueries et de railleries amères. C'est de la jubilation consécutive à une revanche, toujours attendue, et enfin saisie.

Tout ceci ne signifie pas que l'exécution de chaque tâche se déroule dans un concert de murmures ou de revendications. Non, mais ce qui est permanent, c'est la volonté tenace de harceler le patron et ses sbires chaque fois que l'occasion peut

s'en présenter, et en tout cas de « lui en donner tout juste pour son argent ».

L'ouvrier interprète donc son travail en fonction de sa condition propre à l'intérieur du système. Sous un aspect étroit, mais primordial, cela veut dire qu'il le réalise en fonction du salaire reçu. C'est bien en dernier ressort le salaire qui est le stimulant à la production et donne leur sens aux efforts des ouvriers pour réaliser leur tâche. C'est la nécessité économique qui les fait tous plier devant les règlements, devant la maîtrise. Par un retour compensateur, l'interprétation des règlements, l'obéissance stricte aux ordres de la maîtrise peuvent mener à la rébellion, parfois, et portent la menace pour le système, toujours.

Et le goût bien connu de l'ouvrier « français » pour la « belle ouvrage » ? On ne peut le nier, mais il est tout autre chose qu'un stimulant au travail, ou l'objectif principal à atteindre. Chaque ouvrier ou plus généralement chaque membre du personnel attaché à la production estime particulièrement l'ouvrier qui fournit un travail de bonne qualité. Ce beau travail est le fruit d'aptitudes spéciales de l'exécutant ou bien encore est dû à un fignolage que des délais de livraison assez lâches ont autorisé. Autant dire que ces conditions sont balayées par le travail à la chaîne, ou en série où ce sont les temps et les quantités qui priment. Il faut souligner que les ouvriers sont les premiers à le déplorer : l'exclamation « Ça n'est pas du boulot » est fréquemment employée lorsque l'on est, par exemple, obligé de récupérer par les moyens du bord, les pièces dont l'exécution a été défectueuse, ou encore que, pour arriver à « gagner sa vie », (c'est-à-dire à ne pas couler ses temps), on doit maquiller une pièce, supprimer une opération. Cela est appelé couramment à l'usine du « sabotage ».

La conclusion est un haussement d'épaules, signe de dégoût et de découragement. Le travail « cochonné » est devenu une règle. L'essentiel, de l'O.S. à l'agent de maîtrise responsable, est que l'appareil ou la pièce une fois terminé, soit accepté par le Contrôle ; pour le reste, la qualité, on s'en fiche.

Chacun est fier de ses qualités professionnelles et n'aime pas qu'on en plaisante. C'est un sujet qui peut tourner rapidement à la dispute. C'est que quiconque attaque ainsi un ouvrier tend à lui ravir une bonne part de sa personnalité, cette part qui peut se manifester pendant toute la journée de travail. Toutes proportions gardées, cette attitude de défense est de même nature que l'hostilité ouvrière permanente aux conditions du travail, de son travail pour autrui. Chaque par-

celle de son individualité est âprement défendue et l'ingéniosité de tous pour déchirer le cadre de l'exploitation est remarquable.

Le « plaisir de travailler » se retrouve totalement lorsque l'ouvrier travaille pour son propre compte : bricolage en fraude communément appelé « perruque », qui va de la confection de tisonniers à la lessiveuse ou au matériel de camping, et dont nous reparlerons.

Pour le produit de son travail, l'ouvrier a le même point de vue que pour le travail proprement dit. Peut-il en être autrement alors que pour le professionnel le produit est le plus souvent un élément d'un outillage d'ensemble, et que pour l'O.S., c'est un coup de presse, ou un cordon de soudure, ou la pose d'une pièce sur un appareil ? Issu du travail parcellaire, le produit parcellaire ne suscite d'autre intérêt que celui du rendement. Il peut sortir de la chaîne une cuvette, une table ou un aspirateur, c'est tout un. L'ouvrier spécialisé n'est pas là, selon lui, pour fabriquer tel appareil plutôt que tel autre, mais pour « faire » huit heures. Les suppressions de fabrication, leur remplacement par d'autres modèles n'ont d'intérêt pour lui qu'en tant qu'elles affectent ses conditions de travail : cadences, poste de travail, salaire, etc.

Est-ce à dire que l'ouvrier soit à ce point isolé et privé de toute information sur l'usine qu'il ne puisse comprendre le processus du fonctionnement de l'appareil productif dans sa totalité, et qu'il ne puisse établir de relations entre son travail parcellaire et le travail collectif ? Certes, les occasions de se documenter pratiquement, sur le terrain, et de recenser les ateliers, les procédés de fabrication, le rôle des services généraux, etc., sont fort rares, et ces connaissances, fort vagues en général, s'acquièrent à la longue. Il faut dire aussi que les ouvriers ne les recherchent pas, non seulement du fait qu'ils sont là pour produire et non pour étudier, mais aussi parce qu'ils n'ont rien de plus pressé que d'oublier l'usine une fois la journée finie. Ce qui attire, ce sont les nouveaux outillages, les nouveaux agencements de locaux, présentant un caractère insolite, mais qui deviennent rapidement familiers. Pour un profane, la diversité des ateliers, de leur outillage et de leurs fabrications semble pourtant attrayante. En réalité, vue par les yeux des producteurs, cette diversité se réduit au renouvellement d'opérations très simples et élémentaires, facilement assimilables manuellement et intellectuellement, qui les dépouillent de tout mystère et font en sorte que tous les ouvriers, grosso modo, connaissent tous les ateliers.

Sur le plan de la technique pure, beaucoup plus hermétique, les ouvriers sont pour la plupart désarmés. Déjà l'O.S. sur presse ignore tout du fonctionnement de la pince à souder avec laquelle travaille son camarade dans un atelier d'assemblage ; encore plus, l'un et l'autre ne savent rien du principe de fonctionnement de leur machine propre. En cas de panne, ils s'en remettent aux équipes spécialisées d'entretien.

Sont-ils pour cela en état d'infériorité ? Là encore, il faut rappeler que la multiplication des emplois et des techniques a rendu ceux-ci étroitement solidaires, et que l'on ne saurait parler, par exemple, d'infériorité des électriciens vis-à-vis des ajusteurs. Mais les O.S., dénués de toute formation technique ? Ils ressentent effectivement une gêne, une dépendance supplémentaire vis-à-vis de leur employeur, mais si cela influe sur leur comportement revendicatif, par ailleurs ils ne sont nullement handicapés pour apprécier la valeur de l'appareil productif. Nous l'avons déjà signalé, le fait de ne posséder aucune qualification, acquise par des études de trois ans ou plus, met les O.S. (et les O.S. employés) en posture plus précaire que les professionnels pour appuyer leurs revendications. Mais l'homogénisation de plus en plus accentuée de leur tâche, par le processus constant d'atomisation des opérations manuelles, entraîne une situation ambiguë qui doit être éclaircie. D'une part le travail parcellaire, et c'est là sa raison d'être, vise à obtenir un rendement maximum de chaque ouvrier par une mobilisation *permanente* sur un travail *immuable*. Sur le papier c'est l'anéantissement des temps morts, la chasse aux minutes, aux secondes, aux dixièmes de seconde, et c'est pour cela que la direction entretient entre autres un service de chronométrage. Bien sûr, dans la pratique, le système présente des failles, dues particulièrement à la résistance ouvrière, mais dans l'ensemble, il est appliqué. Aussi l'on parle de « monotonie » et d' « abrutissement » provoqué par le travail « cadencé ». Qu'en est-il exactement ? Il apparaît d'abord que pendant l'exécution du travail il est impossible de « penser » à autre chose que des futilités (projets d'achats, de sorties de week-end par exemple), dans le meilleur des cas, soit lorsque le travail s'accomplit sans imprévus. Il ne peut être question pour l'ouvrier de remuer à ce moment des problèmes sociaux fondamentaux. Son attention, même atténuée par l'habitude, reste fixée sur la tâche et ne peut se concentrer ailleurs. Pour beaucoup de chefs d'équipe, les O.S. sont des « robots » et c'est cette qualification qu'ils leur donnent lorsque, par exemple, un O.S. sur presse ayant mal interprété une opération, fausse une pièce... et les cinq ou dix mille de sa

série. Au vrai, l'O.S. est cependant capable d'initiatives. Ce sont des O.S. que proviennent souvent des suggestions relatives à l'amélioration et la simplification du travail, du poste de travail et des économies de matière. Il n'y a pas là contradiction. En effet, si l'O.S. peut « louper » magistralement une série de pièces, la faute en retombe sur les organisateurs du travail qui n'ont pas su prévoir un contrôle efficace sur les points délicats de l'opération. Pour être plus clair, comment un O.S. sur presse peut-il savoir qu'il plie une pièce à gauche et non à droite, lui qui ignore même dans quel atelier cette pièce sera montée ?

Mais, par ailleurs, en ce qui concerne sa propre méthode de travail, et la nature du travail qui lui incombe (presses, soudure à l'étain, soudure électrique, assemblage, etc.) l'O.S. parvient non seulement à une grande dextérité, mais encore s'ingénie, pour sa « défense personnelle », à produire au meilleur compte. Il pense parfois au compte du patron et à une prime possible, en ce cas il présente une « suggestion », mais c'est constamment qu'il organise son travail pour lui-même, c'est-à-dire pour l'exécuter avec le moins de fatigue dans le minimum de temps. L'étude des mouvements, enseignée aux cours d'Organisation du Travail, trouve plutôt son objet dans une meilleure répartition d'ensemble des machines et des postes de travail ; l'O.S., lui, pratique l'économie des mouvements pour son propre cas.

Donc, dans le travail proprement dit, l'O.S. offre le maximum de résistance (sans parler même des revendications) à la « monotonie », à l' « abrutissement ». Mais la « robotisation » n'est-elle pas néfaste justement à la vie intellectuelle et sociale tout entière de l'O.S., n'en fait-elle pas un être diminué, fragmenté, sans armes et sans âme ? Pour répondre, il faut se limiter au cadre de cette étude, sans tenter de développer des vues plus générales sur l'avenir du travail industriel. La réponse à cette question est en quelque sorte l'autre face de la situation ambiguë annoncée plus haut et dont la première était le fait lui-même : la tendance du système productif à automatiser le producteur, et à le nier comme membre responsable de la société. Car, si l'O.S. est soumis à une cadence harassante pour un salaire modique et dans des conditions de travail rebutantes, il est également libéré des soucis de gestion et d'organisation de la production. En revanche, il est dégagé de l'étroitesse d'esprit que peuvent provoquer des obligations strictement professionnelles, ou mieux corporatives. Diminué, il l'est donc dans sa position sociale de salarié sans qualification, et le degré de son exploitation donne la

mesure de son abaissement. Par contre, on peut considérer qu'il n'est nullement « abruti » sur le plan humain. En effet, son interchangeabilité, son homogénéité dans le domaine de la production lui font préfigurer l'homme universel, polyvalent, qu'un *autre contexte social* et une technique plus poussée, allant jusqu'à l'usine automatique, libéreront de l'esclavage du travail manuel sordide. Le mépris dans lequel les techniciens tiennent les O.S. est absolument injustifié : l'O.S. est un « inférieur » sur le seul terrain des rapports de production capitalistes, et non pas « fatalement » condamné à sa condition.

Préoccupé de justifier son salaire en réalisant sa tâche, écarté de toute responsabilité, l'O.S. est amené à considérer son travail comme une abstraction, et reporte l'intérêt pour la marche de l'entreprise, qui lui est refusé, sur le système capitaliste de production dans sa totalité, dont il apprécie les contradictions.

A l'usine, il se heurte au patronat et à son appareil lorsqu'il s'agit de défendre ses conditions de vie. Il le rencontre de même pour discuter de la valeur de son organisation, *du point de vue ouvrier*. Dans la pratique cela signifie : critiques constantes sur l'utilisation du personnel, la lourdeur de la « bureaucratie », le vieillissement des machines, le gaspillage de la matière première.

Il faut le répéter, l'O.S. est à l'usine pour « faire des heures », son travail parcellaire n'excite pas son intérêt, il l'aménage de son mieux et défend son salaire, mais aussi l'abstraction de son travail facilite son accès à la compréhension des problèmes de gestion économique. A la différence de la maîtrise et des techniciens qui ne font que préciser et approfondir les vues et les actes du patronat, à défaut d'en avoir eux-mêmes, les ouvriers présentent une critique humaine de la production.

(A suivre.) G. VIVIER.

Wilhelm Pieck
ou la carrière d'un grand bureaucrate

Le soir du 3 janvier, jour de son 78e anniversaire, en descendant la *Unter den Linden* dans sa *Zis*, Pieck pouvait voir la retraite aux flambeaux des Jeunesses Communistes et des centaines de fois son portrait. Quelle apothéose ! Quelle splendide fin de carrière pour l'ancien apprenti de la bourgade brandebourgeoise de Guben !

L'HOMME DES FICHIERS.

Beaucoup d'eau a coulé depuis sous les ponts de la Sprec. A 15 ans, Pieck adhère aux Jeunesses Socialistes et s'en va en compagnonage. A 20 ans, il est à Brème et vers 25 ans il quitte l'atelier pour devenir permanent syndical. Le biographe officiel note deux faits pittoresques de sa première jeunesse cadrant avec l'image d'un Wilhelm Pieck bon enfant : à Blankenberghe am Harz, il prend part comme volontaire à la construction de la Maison du Peuple et il est membre de la chorale ouvrière locale : « Et W. P. chanta gaiement les chants allemands de compagnonage ».

Il ne participe pas aux discussions passionnées qui ont lieu au début de ce siècle dans la social-démocratie allemande : le rôle du parti et du syndicat; la grève générale comme arme de la classe ouvrière; réforme et révolution dans la tactique et la stratégie socialiste. Pieck se tait. Il tient simplement les livres et les fichiers de la fédération des ouvriers du bois. Pourtant aux congrès du parti social-démocrate, dont il est membre depuis 1895, Pieck vote régulièrement avec la gauche. Car c'est là l'un des traits typiques du caractère de l'ouvrier Pieck : il est révolutionnaire d'instinct et socialiste de gauche par attachement à sa classe, par volonté de la voir briser l'insolence des grands et prendre en main les rênes du pays. Mais il est, comme chaque bureaucrate, conservateur par trop de respect des formes, par son attachement à l'organisation, à la hiérarchie et à la technique de l'organisation.

Après la première guerre, tout naturellement Pieck fera marcher la machine du Parti Communiste, sera un homme de l'appareil du parti. Scission des « ultra-gauches » en 1920 ? période du « communisme national » ? période gauchiste après 1929 ? lutte fractionnelle entre Thälmann d'une part, Neumann et Remmele de l'autre ? Pieck laisse passer l'orage. « Spécialiste » de l'organisation, il sait que tous auront besoin de lui et de fait il se trouve tour à tour dans toutes les majorités du Comité Central dont il est membre dès 1919. En 1921, il est député du Landtag de Prusse, et en 1928, du Reichstag. Mais ceci apparaît surtout comme

une situation officielle fournie par le parti et destinée à couvrir son activité au sein des comités : son activité parlementaire fut nulle.

Le film réalisé par la D.E.F.A. en l'honneur de son 76e anniversaire laisse une grande impression de grisaille : Pieck a participé à...; Pieck est un numéro sur une liste de poursuivis par la police; Pieck a écrit un article pour le journal du parti. Rien de brillant, rien d'original dans le domaine de la théorie ou de la tactique politique. Comme Staline, Pieck ne possède aucun moyen de communiquer largement avec la masse, soit par le verbe, soit par l'écrit. Par son génie même, Pieck était destiné à devenir l'homme des bureaux et des fichiers. Et, l'habitude aidant, comme s'exprime Trotsky à propos de Staline, tout ce qui était idéologie devint pour lui ornement de l'organisation fondamentale.

Pourtant Pieck est loin de manquer de courage physique et, quand se déclenche la guerre de 1914 — il touche à ce moment la quarantaine — son instinct révolutionnaire n'est pas encore étouffé par ses habitudes de bureaucrate; dès 1915, à la suite de Liebknecht, il milite dans le Spartakusbund clandestin. En 1916, arrêté, envoyé sur le front il déserte, passe illégalement la frontière hollandaise, et aide de là le travail de son organisation. En 1918, il participe à la révolution spartakiste.

« LE BRAVE BONHOMME PIECK ».

Il est incontestable que Pieck dégage une atmosphère de bonhomie : une sorte de brave bourgeois affairé. « Ein Biedermann », dit-on en allemand. Dans les milieux du parti il était appelé, non sans une nuance d'ironie, « le brave vieux marin » (« der olle ehrliche Seemann »). Ce n'est pas, loin de là, un président distant et protocolaire : aux représentations de gala du Festival de la Jeunesse, en été 1951, lorsque les F.D.J. (1) étaient trop bruyants, on pouvait voir Pieck s'avancer à la balustrade de sa loge d'honneur et, devant le corps diplomatique amusé, faire de vifs gestes de ses bras courts en incitant les jeunes à se taire.

Une petite anecdote de l'année 1932 donne la mesure du bonhomme. Le 20 juillet, Pieck devait parler à Braunschweig à une réunion du parti. Le même jour, aux premières heures, le gouvernement von Papen déposait illégalement le gouvernement socialiste de la Prusse, Braun-Severing. Les camarades de Brandebourg étaient sûrs que Pieck, membre du Reichstag, resterait à Berlin. Mais le voilà paraissant à l'heure convenue :

— « ...?!!!... »

— « Eh bien, quoi ? La réunion est décommandée ? »

— « Non, mais à cause du coup d'Etat de von Papen... »

— « Alors là, vous ne connaissez pas votre Wilhelm. Sur lui on peut compter. Quand je dis "je viens", je viens quoiqu'il arrive. »

Une sorte de conscience professionnelle subalterne caractérise W. P. qui s'accorde d'ailleurs parfaitement avec le manque de conscience dans les questions importantes. Ajoutons sa ténacité, sa stabilité, sa « rondeur » dans les rapports avec les gens et nous avons, sinon la clef de la carrière

(1) Jeunesses Communistes.

de Pieck, l'explication du fait que « le brave vieux marin » a navigué victorieusement parmi pas mal d'écueils et que maintenant il représente la permanence de la politique stalinienne allemande.

Le biographe officiel représente Pieck comme un élève et ami de Franz Mehring et de Rosa Luxembourg. Effectivement il fut leur élève : pendant six mois, en 1907, il fut interne à l'école centrale du parti social-démocrate. Il est probable que sa bonhomie lui ait gagné des sympathies alors. L'école était un centre de la gauche au sein du parti et Rosa Luxembourg, « le meilleur cerveau du socialisme depuis Marx », comme disait Mehring, lui avait donné un très haut niveau. Mais malgré toute sa bonne volonté, elle ne put faire de Pieck un théoricien : elle lui confia l'administration de l'école. Pieck vint encore à gouverner le royaume des fiches et des livres de comptes.

A MOSCOU.

Pieck louvoya longtemps entre la tendance Neumann-Remmele qui voyait l'ennemi immédiat dans Hitler et Thälmann qui le voyait dans la social-démocratie. Il se rallia définitivement à cette dernière lorsqu'il fut sûr que Moscou la soutenait. Pieck donna son accord à cette folie que fut le vote commun des communistes et des nazis contre le gouvernement social-démocrate de Prusse au plébiscite d'août 1931.

Après l'arrivée au pouvoir des nazis, Pieck réussit à traverser la frontière. Thälmann est emprisonné. Pieck règnera dès lors à Moscou dans les bureaux allemands du Komintern. Et ici commence l'étape la moins belle de la vie de l'ancien ouvrier révolutionnaire Pieck. Car au même moment il approche le pouvoir et il connaît la peur. Nombre de ses anciens camarades sont « liquidés » en 1937-1938. Citons : Neumann, Remmele, Leo Fleg, Eberlein, etc. Il est certain que Pieck a peur : plus d'un ancien émigré le raconte. Mais parallèlement Pieck monte et, dans la grisaille qui l'entoure maintenant, Pieck est une étoile. Erich Wollenberg, ancien dirigeant du parti, raconte que Pieck a « poussé à la roue » en vue des liquidations. Quoi qu'il en soit, plus celles-ci étaient atroces, plus sa foi stalinienne devenait bruyante. Wollenberg affirme encore que Pieck a empêché à deux reprises la libération de Thälmann : en 1934, au moment où Dimitrof était échangé contre des prisonniers détenus à Moscou ; en 1940, à la suite du pacte germano-soviétique, alors que cela aurait été possible. A chaque fois l'argumentation de Pieck auprès de Staline était qu'une libération de Thälmann dans ces conditions démoraliserait les communistes allemands.

En 1942, la ligne du Komintern s'infléchit : tous les Allemands sont des « bêtes fascistes » et l'écrivain Ilya Ehrenbourg affirme à Radio-Moscou qu'« il n'y a de bons que les Allemands qui sont morts ». Pieck, docile et peut-être vieilli, approuve. En 1945, Florimond Bonte, du Comité Central du Parti Communiste Français, déclare dans « *L'Humanité* » : « Notre haine du Boche est une haine française ». L'internationaliste, l'Allemand, le révolutionnaire Pieck trouve cela naturel. Il revient à Berlin en uniforme de colonel de l'Armée Rouge et avec la nationalité soviétique.

LE PERE DE LA PATRIE.

Dès janvier 1946, à son 70e anniversaire, Pieck est un symbole et un héros; l'Appareil est en passe d'en faire un demi-dieu. Installé au Comité Central, Pieck reçoit des délégations de tout le pays qui lui présentent, comme à un seigneur d'ancien régime ou à un maître, leur

travail : une vache, un microscope, un train de lignite, etc. Au cours de l'année il est proclamé citoyen d'honneur de Berlin. Au printemps de 1946, l'unité socialiste-communiste, œuvre de Ulbricht et de Grotewohl, est conclue. Pieck a un rôle représentatif : il sert surtout en ce qu'il s'avance sur la tribune et tient longuement serrées entre les siennes les mains de Grotewohl. Le parti unifié lui décerne le titre de Père de l'Unité. En 1951, à l'occasion de son 75e anniversaire, la Chambre du Peuple lui accorde celui de Père de la Patrie. Le sculpteur du Parti, Paul Grusun, avait réalisé un buste de Pieck en donnant au chef une prestance massive d'empereur romain. Le buste en bronze, plus grand que nature, fut mis en vente à 420 marks et il existait ensuite un échelonnement de prix jusqu'au buste en céramique de 10 cm qui coûtait 18 marks « afin que, disait une circulaire intérieure du parti, chaque ouvrier puisse avoir son buste de Pieck ».

LA « CHANCE » DE PIECK.

Ajoutons à l'actif d'un Pieck habile — peu scrupuleux — chanceux — doué, dirait-on, d'une sorte d'instinct qui le préserve des mauvais pas, le fait qu'au 17 juin 1953 il se trouvait en villégiature en Crimée. Il ne revint qu'un mois plus tard, lorsque l'âpre dispute qui déchirait le parti entre les fractions Ulbricht et Herrnstadt-Zaisser était définitivement liquidée par le limogeage de ces derniers.

Un certain souvenir toutefois gêne Pieck : en 1924-1925 il avait attaqué, de manière malhonnête, Rosa Luxembourg et qualifié le luxembourgisme de « syphilis du mouvement ouvrier ». Clara Zetkin, très attachée au souvenir de Rosa, lui en voulait à mort. Lorsqu'en 1929 Pieck, envoyé par le parti, alla proposer une fonction dans la direction à la vieille militante, elle le reçut la cravache à la main. Clara Zetkin le racontait à qui voulait l'entendre.

LE PRESIDENT.

En octobre 1949, Pieck est proclamé président de la République Démocratique Allemande. Considère-t-il que son vieux rêve de jeunesse est en passe de se réaliser ? C'est probable. Les anciens puissants sont brisés. Plus d'un s'est traîné dans la poussière aux procès qui leur furent intentés. La classe ouvrière, Pieck la voit depuis longtemps telle que la bureaucratie se la représente : sous la forme du stakhanoviste qui dépasse ses normes, qui fait carrière, qui devient bureaucrate. Cet ouvrier-là, qui a quitté sa classe, c'est exact, est au pouvoir; Pieck le représente et il correspond à la réalité des dossiers et des fichiers du parti si longtemps maniés par l'actuel président.

⁂

Dans d'autres circonstances, Wilhelm Pieck ne serait jamais sorti de la grisaille des livres de comptes de la Fédération du Bois. Pieck, le personnage rentré vivant dans l'histoire, est le produit de la machine, de l'appareil de son parti. C'est en même temps un agent d'exécution du Kremlin. L'héritage de militants et de théoriciens de génie tels que Rosa Luxembourg et Kautsky, contemporains et camarades de parti de Pieck, est constitué par des idées, des livres. Mais Pieck préside aux destinées de 18 millions d'hommes. Qu'y faire ? Comme le dit Trotsky, l'histoire ne se passe pas de farces, malgré sa sévérité.

Hugo Bell.

La grève des postiers des bureaux-gares

LA LUTTE DE CLASSES ET FORCE OUVRIERE

« En décembre 1953, les Autonomes se rendant compte que leurs délirantes diatribes n'avaient pas ébranlé la solide indifférence des postiers à leur encontre, se livraient à une nouvelle opération publicitaire. Le 22 décembre, le syndicat dit autonome invitait les postiers des bureaux-gares de Paris à observer une grève d'avertissement » (1).

Les militants syndicalistes repousseront cette « analyse » d'événements réduits par le journal de la « Fédération syndicaliste F.O. » à une « opération Garap » déclenchée par un quelconque chef d'orchestre.

Comment, après avoir soutenu 22 jours de luttes en août, des postiers ont retrouvé assez d'énergie pour repartir 14 jours en décembre ?

Pourquoi le mouvement n'a touché qu'un faible secteur de la corporation ?

Répondre à ces questions c'est d'abord apprécier l'évolution de la conscience des travailleurs des P.T.T. et le comportement des quatre organisations syndicales depuis l'été dernier.

COMBATTIVITE DES POSTIERS ET CONFUSION SYNDICALE.

Rentrés trahis mais non vaincus, les grévistes d'août allaient le montrer en déployant une combattivité remarquable. Aux chèques postaux, les employées protestent contre l'aggravation de leurs conditions de travail; entre les 13 et 19 septembre, dans les centres de tri de Paris et de Province, des débrayages répondent aux menaces de l'Administration visant à limiter le droit de grève. Enfin, le 6 octobre, la journée d'action décidée par une conférence préalable des comités de grève, connaît un succès notable et donne aux postiers la mesure de leurs moyens. Ils sont alors persuadés qu'il faudra profiter de la période de fin d'année pour régler les revendications en suspens : la prime de 20.000 francs et le remboursement des jours de grève. Il se trouve qu'à cette époque l'Administration des P.T.T. a le plus besoin d'eux pour écouler le surcroît de travail.

Le public a pu apprendre par la presse quelles dures conditions étaient faites aux trieurs et facteurs du 15 décembre au 15 janvier (en particulier : suppression des repos, dimanches et jours de fêtes). C'est pourquoi, depuis longtemps, les postiers estiment que le moment le plus favorable pour déclencher un mouvement, c'est cette période de fin d'année.

Mais les fédérations syndicales n'exploitent pas cette radicalisation pour préparer la lutte, souci élémentaire quand on veut le succès. Bien au contraire, des manifestations de sectarisme se font jour entre août et septembre : la « fédération syndicaliste » F.O. rompt ses contacts avec la C.F.T.C., comme elle l'a déjà fait avec la C.G.T. et la F.N.S.A. (2), et refuse d'entrer dans la fédération fonctionnaires F.O. nouvellement créée. Son conseil national des 26 et 27 novembre se tient sous le signe d'une hostilité hystérique à l'égard de la C.G.T. et de ses « complices autonomes ». La « fédération postale » C.G.T. polémique violemment avec la F.N.S.A. dont « le déchaînement sent la pression idéologique de la

(1) « P.T.T. syndicaliste » (organe de la Fédération Syndicaliste Force Ouvrière), janvier 1954.
(2) Fédération Autonome.

presse gouvernementale » (3). Plus souple (le congrès de Lyon a révélé une forte minorité), la C.F.T.C. multiplie ses propositions dont la concrétisation sera un texte commun C.G.T. - C.F.T.C. - F.N.S.A. sur la revendication de la prime. Mais dès que les postiers vont y faire écho, la fédération chrétienne va reculer.

LA CONFERENCE « D'UNITE » DU 27 SEPTEMBRE.

Depuis août, répétons-le, les postiers avaient conservé leurs comités de grève généralement amputés des responsables F.O. et C.F.T.C. Comment pouvaient-ils devenir des instruments de lutte ? Alors que la Fédération Autonome appelle à la constitution de comités paritaires qui seuls peuvent associer les sections F.O. et chrétienne, la F.P.-C.G.T. oppose ses comités élus par le personnel. Leur représentativité est vraiment remarquable : le comité de Paris-Chèques réunit dans son meeting du 30 octobre 100 personnes sur 4.000 postiers de ce service ! Le comité de Bordeaux comprend 3 F.O., 8 C.G.T., 3 inorganisés et ce, bien que la C.G.T. soit minoritaire dans la Gironde; renseignements pris, ce sont les facteurs qui l'ont élu, pourquoi ? parce que c'est le seul milieu où la F.P. est majoritaire !

Dans ces conditions la « conférence du 27 septembre » se révèle comme une conférence cégétiste à laquelle quelques délégués « étrangers » à la maison donneront une apparence d'unité.

Néanmoins, la F.N.S.A. devait se rendre à cette conférence, la C.G.T. ayant préalablement accepté que dans chaque bureau le comité élu soit chapeauté par un cartel inter-syndical ayant pouvoir de décision et qu'une deuxième conférence ouverte aux secrétaires départementaux des quatre fédérations soit préparée en commun. La conférence, composée de 658 C.G.T., 38 autonomes, 21 C.F.T.C., 17 F.O. et 212 inorganisés votait une résolution dans ce sens. Mais elle était diffusée le lendemain avec l'alinéa se rapportant « aux comités paritaires » supprimé ! La F.N.S.A. en est réduite à dénoncer l'accord passé. La division se perpétue, les comités d'août disparaissent. Il appartenait à la « base » d'apporter ses solutions.

LES BUREAUX-GARES A L'AVANT-GARDE.

Des militants réunis dans un « comité de liaison » et publiant « La Tribune libre des P.T.T. » à 3.000 exemplaires, s'adressent aux bureaux fédéraux en leur demandant de prendre contact pour :

« 1° Organiser en commun la campagne la plus large pour l'unité d'action.

« 2° Parler en commun, définir vos programmes revendicatifs et vos accords en des meetings où les Postiers viendront en masse et enthousiasmés.

« 3° Organiser en commun des assises régionales et nationales des P.T.T. où viendront les délégués de toutes appartenances syndicales et opinions et de tous les bureaux qui discuteront de vos programmes revendicatifs et de vos méthodes d'action, permettant la constitution éventuelle d'un Comité National d'Action des P.T.T. »

Les réponses des secrétaires généraux sont publiées et ce courant unitaire pousse les postiers de la gare de Paris-P.L.M. à réclamer la convocation d'un meeting commun (9 décembre). A cette date, l'agitation a commencé dans les bureaux-gares dont les 8.000 agents sont considérés

(3) « La Fédération postale » (organe de la C.G.T.), nov.-déc. 1953.

comme « le prolétariat des P.T.T. ». Réunies le 11 décembre, les fédérations C.G.T. et autonomes enregistrent le développement de l'action et signent un appel pour la prime de 20.000 francs et le remboursement des jours de grève.

LES DIRIGEANTS C.G.T. DECLENCHENT UNE GREVE TOURNANTE DES BUREAUX-GARES.

Les centres de tri (600 à 1.400 agents chacun) ont une importance stratégique énorme parce qu'ils règlent l'acheminement du courrier. D'autre part, le travail maximum correspondant au tri des paquets s'y situe vers le 20 décembre; l'embouteillage débute vers le 15. Voilà pourquoi les postiers des bureaux-gares, éléments les plus combattifs, se décident les premiers à déclencher une action. Cependant, pour une direction syndicale qui entend engager l'ensemble de la corporation afin d'assurer à la grève son maximum d'efficacité, un élément « technique » intervenait. Dans les bureaux de distribution et centraux de diverses natures (seconde branche de l'administration des P.T.T.), le travail maximum correspond au tri des lettres et se situe à partir du 26 décembre. Le problème de synchronisation des deux périodes se résolvait ainsi : déclencher la grève des bureaux-gares à une date aussi rapprochée que possible de Noël. Or la F.P.-C.G.T., dont les préoccupations sont autres, appelle les bureaux-gares de Paris à débrayer isolément.

Relatons le cours des événements à la gare de Paris-Lyon :

Jeudi 17 : La veille déjà, la C.G.T. a convoqué une réunion sur le sujet : « Comment arracher les 20.000 francs avant Noël ». A 16 h. 30, réunion d'un service (« le transbordement ») pour envisager une grève des heures supplémentaires. Les chargeurs refusent, préférant s'arrêter complètement : « Pas de demi-mesures ».

Deux camarades, « Autonome » et « F.O. », proposent une réunion des quatre fédérations, des contacts avec les autres gares et un meeting, lundi 21 ou mardi 22 décembre, pour rassembler les forces en vue du déclenchement de la grève ensuite.

Les militants de la Fédération Postale C.G.T. répètent que le Nord et l'Est nous attendent, qu'il faut partir tout de suite, les autres suivront. A minuit, le jeudi soir, la C.G.T. tente vainement de déclencher un mouvement partiel. Les postiers ne marchent pas.

Vendredi 18 : dans la nuit, le responsable du Syndicat Autonome fait voter la remise de la grève à mardi. Il est appuyé par la quasi-totalité des postiers de la gare de Lyon — y compris les adhérents de la C.G.T.

Face à cette tactique, les responsables autonomes des ambulants imposent une coordination de la lutte sur les bureaux-gares de Paris. Mise en échec, la C.G.T. obtient sa grève sporadique à Marseille où elle est seule représentative (19 décembre). La conférence inter-gares obtenue par la F.N.S.A. se voit donc avancée au lundi 21; la cessation du travail y est votée pour le soir, par solidarité avec Marseille.

LE 22 DECEMBRE, LES GREVISTES OBLIGENT LA C.G.T. A LANCER L'ORDRE DE GREVE CONJOINTEMENT AVEC LA F.N.S.A.

Au meeting de la bourse le 22, Bourgne (responsable fédéral autonome) demande aux deux fédérations présentes de lancer l'ordre de grève sur les bureaux-gares qui, dans l'ensemble, ont cessé le travail dans la nuit. La majorité des grévistes qui s'expriment à la tribune réclament cet ordre afin « d'être couverts ». Portes déclare alors « si telle est la volonté des grévistes, la Fédération Autonome lancera l'ordre de grève aux bureaux-gares ». Dans la stupéfaction générale, Frischmann,

secrétaire de la F.P.-C.G.T., répétera : « La F.P. ne veut pas donner l'ordre de grève. Elle appuie tous les mouvements, mais qu'avez-vous besoin, dit-il, camarades, de l'ordre d'une Fédération ? C'est de la base que tout doit partir. Nous les fédérations, vous suivrons. » Mais il ne convaincra pas et ne pourra pas esquiver sa réponse comme en août ; quelque chose a changé, la démocratie ouvrière règne dans l'assemblée, pour la première fois la F.P.-C.G.T. se heurte à la base. Surtout lorsque Devaux, secrétaire fédéral cégétiste, se référant à la grève d'août, déclare « qu'il aurait été préférable de reconduire vingt et une fois la grève de vingt-quatre heures ». A l'issue du meeting des grévistes envahissent la salle des délibérations et contraignent Frischmann à signer l'ordre de grève. Contraint c'est le mot, puisque se tournant vers son ami Planès il lui dira : « Il faut y passer ! »

LA GREVE D'AVERTISSEMENT (21-25 décembre).

Elle est dirigée par la F.P.-C.G.T. et la F.N.S.A. sur l'ensemble des bureaux-gares. Réuni le 22, le Conseil fédéral de la C.F.T.C. :

« *Constate* pourtant que les conditions préalables à tout arrêt de travail efficace dans les P.T.T. ne sont pas réalisées actuellement et que l'opportunité d'une grève est très contestable en cette période de l'année, alors que de nombreuses familles de travailleurs comptent particulièrement sur les services postaux ;

« *Estime*, en outre, que la situation politique et sociale ne permettrait pas actuellement à une grève des P.T.T. de se développer normalement ;

« *Déclare*, en conséquence, ne pouvoir s'associer aux mouvements actuellement en cours. »

Le communiqué F.O. du 23 condamne le mouvement comme inopportun et nuisible à une action d'ensemble pouvant se préparer en janvier 54 à l'occasion de la réunion de la Commission Supérieure des conventions collectives. Ainsi, selon le moment, ces dirigeants trouvent une grève trop générale pour qu'elle porte ses fruits ou trop localisée pour réussir. Néanmoins, sous la pression de ses adhérents, F.O. engage ses militants ambulants à se solidariser dans la grève jusqu'au 25 inclus.

Dans les centres de tri la grève se durcit presque aussitôt ; les auxiliaires et les cadres sont en majorité restés au travail et l'administration a mis son dispositif au point. Elle monte deux centres de tri auxiliaires au Landy et à la porte de Versailles, embauche des soldats et des clochards, jette à la rue des jeunes grévistes logés dans « ses » dortoirs pour y installer sa main-d'œuvre de province. Les grévistes s'organisent sur la base d'assemblées locales tenues par les deux sections syndicales ; l'après-midi ils participent en masse au meeting organisé par l'organisme paritaire Fédération Postale-Fédération Autonome. Les comités élus nés de la grève d'août n'ont pas fonctionné.

LE 25, LA GREVE EST RECONDUITE.

Pendant la période des fêtes on ne peut s'attendre à un élargissement de la grève aux autres services des P.T.T. qui chôment pour la plupart. Cependant le 23 plusieurs bureaux sont entrés en grève : Paris 15, Paris 17, Paris 10, le Bureau Central Radio, le transbordement de la recette principale, les chauffeurs postiers. Un mouvement de solidarité semble se dessiner. Puis le 24 l'administration sanctionne en suspendant de leurs fonctions une vingtaine d'inspecteurs. Dans ces conditions et devant le refus du gouvernement de recevoir les représentants des fédérations en lutte, l'ordre de grève est reconduit au-delà du 25 décembre.

LA FEDERATION C.G.T. S'OPPOSE A LA GREVE GENERALE DES POSTIERS

Dès les premiers jours, la F.N.S.A. s'était trouvée devant une situation de fait qu'elle n'avait pas voulue ; le mouvement avait été lancé prématurément par la F.P.-C.G.T. Il lui semblait préférable de s'en arrêter à la grève d'avertissement pour repartir tous ensemble ensuite avec les bureaux d'arrondissement. Puisque le 25 les grévistes eux-mêmes en décidaient autrement, il fallait alors élargir le mouvement à tous les postiers. Il fallait s'attendre ici au freinage de la C.G.T. dont l'objectif demeurait : faire mijoter les gares quelques jours, puis faire partir d'autres services par la suite. Les autonomes dont les forces égalent celles de la C.G.T. dans les bureaux-gares perdront cette deuxième manche, leur influence étant réduite dans les centraux d'arrondissement, chez les facteurs.

Pendant ces polémiques le moral des grévistes reste ferme : le 27, les employés de la sécurité aérienne obtiennent satisfaction, de nouveaux services des P.T.T. passent à l'action — mais à des actions désordonnées : arrêts d'une heure à quarante-huit heures. Le 28 décembre, les militants des bureaux de distribution et services téléphoniques tiennent une réunion afin d'envisager les possibilités d'extension de la grève à ces services. Alors que des bureaux de distribution continuent à débrayer spontanément les uns après les autres, que la presse brandit la menace d'une grève généralisée, il est curieux de noter les interventions des militants de la C.G.T. :

« Nous entrons dans une période de difficultés, mais nous pouvons encore tenir dans les gares avec nos revendications locales. L'ordre de grève lancé le 22 nous a créé des difficultés. » (Pénissard, responsable ambulant gare d'Austerlitz.) « J'ai l'impression que la grève générale est devenue une arme gouvernementale. » (Un militant C.G.T. de base.) « Nous ne pouvions laisser passer la période des paquets, voilà une semaine que nous nous battons seuls ; camarades facteurs, rejoignez-nous dans deux jours ou laissez-nous accepter les 20.000 francs pour les bureaux gares. » (Devaux, secrétaire fédéral.)

Jeuland et Portes, de la F.N.S.A., proposent un ordre de grève de quarante-huit heures sur les bureaux-mixtes qui, même s'il ne réussit qu'à moitié, épaulera la rentrée des grévistes des ambulants. Répondant à la F.P., Portes déclare : « Quant aux difficultés actuelles, elles viennent de ce que les comités élus de Marseille ont démarré sans s'assurer que les autres suivraient. »

Le secrétaire général cégétiste Frischmann rejette bien évidemment la proposition autonome : « Nous ne voulons pas commettre des fautes qui nuiraient à l'avenir ; la situation dans les bureaux de distribution ne permet pas de lancer l'ordre de grève, il faut en prendre acte. Organisons pour demain une journée d'action avec arrêts de travail et délégations au Conseil de la République où se discutera le budget des P.T.T. »

Ce sont les termes de la résolution qui paraîtra le 29 décembre. N'ayant que peu de forces dans les bureaux d'arrondissement, la F.N.S.A. ne pouvait que faire enregistrer sa position.

EST-CE QUE LES AUTRES SERVICES DES P.T.T. POUVAIENT ENTRER DANS LA GREVE ?

Oui, ils le pouvaient et c'est ce que démontrent les faits. La plupart des grands centraux parisiens répondent à tous les communiqués communs C.G.T.-F.N.S.A. et manifestent leur volonté générale de lutte. Le

22 décembre, un service de l'interurbain vote à 75 % pour une grève de 24 heures. Au bureau de distribution Paris XI[e], trois mouvements de 24 heures, à Paris XII[e], plusieurs mouvements de 1 et 2 heures et deux arrêts de 24 heures. A Paris XV[e], les facteurs déclarent qu'ils marcheraient pour 48 heures, si les Fédérations en donnaient l'ordre. Le 23, le dépôt central du matériel boulevard Brune : les postiers sont pour une grève de 24 heures. Référendum à 90 % pour la grève. Dans les ateliers, la Fédération Postale C.G.T. déclare que les travailleurs ne sont pas mûrs, mais aucun référendum n'a été organisé. Bourges R.P., grève de 24 heures le 23 ; le 24 Paris 96, grève de 24 heures à 100 %, le 29, Paris XIII[e], 50 % de grévistes pour 24 heures. Le 30, Paris VII[e], départ, pour 24 heures, Paris 115, 3 heures. Aurillac est pour la grève si les Fédérations en donnent l'ordre. Le 31 Paris 19 vote la grève pour 3 jours à la majorité. Le responsable de la C.G.T., de sa propre autorité, demande la limitation du mouvement à 24 heures. Drancy à 80 % pour la grève mais attend l'ordre des Fédérations. Même situation pour les chauffeurs postiers qui ont débrayé.

Le 31, Paris X[e], service général 24 heures, Nantes R.P., Saint-Nazaire R.P., 48 heures. Le Bureau central radio pour 24 heures. Le service de nuit des chèques postaux débraye une nuit. L'ensemble des postiers des bureaux de distribution ne veut pas se lancer dans la bataille sans coordination. Les postiers des bureaux de distribution attendent un ordre de grève générale des P.T.T. qui ne viendra jamais.

LES POURPARLERS S'ENGAGENT LE 31 DECEMBRE.

C'est alors que la F.N.S.A., par l'intermédiaire de la Confédération Autonome du Travail, a la possibilité de déposer ses revendications auprès de Bougenot. Disons tout de suite que jusqu'à ce jour des demandes d'audience commune avaient été répétées journellement ; que la C.G.T. a préalablement été avertie des propositions transactionnelles faites au gouvernement et que le compte rendu de la délégation a été soumis à l'approbation des grévistes. En aucune manière il n'a été question pour la F.N.S.A. de lancer un ordre de reprise séparé.

Le meeting de ce 31 décembre est particulièrement « euphorique », les militants cégétistes se succèdent à la tribune pour clamer que tout va bien. Frischmann commence par « 1953 a été une année de luttes, 1954 sera l'année des victoires ! On ne fait pas marcher la Poste sans les postiers ; dans nos meetings, il y a dix fois plus de colère qu'en août ! Le Conseil de la République vient de reconnaître la justesse de nos revendications ! C'est une grande chose que les Confédérations se soient mises d'accord à la Commission supérieure des Conventions collectives ».

Soucieux de faire appuyer au maximum leurs négociations, les autonomes demandent que le mot d'ordre de grève générale soit reconsidéré et qu'une démarche soit tentée auprès de la C.F.T.C. et de F.O. « Notre réponse ne s'est pas départie de la dignité syndicaliste... Au-dessus de toute propagande, nous avons refusé. » écrit la F.S.-F.O. (« P.T.T. syndicaliste », janvier 54.)

LA C.G.T. PROPOSE LA RENTREE IMMEDIATE (2 janvier).

Les négociations tant attendues s'ouvraient donc... C'est ce moment que choisit la F.P. pour proposer la reprise. A la Grange-aux-Belles, Frischmann découvre que la grève s'effiloche et perd de son efficacité en se prolongeant artificiellement. « Il n'y a plus que 2.000 grévistes ; la province et bureaux mixtes ne suivent plus nos mots d'ordre ; les pour-

parlers séparés n'ont jamais rien donné. » Sifflets ; stupeur. Un camarade chargeur (paye de décembre : 16.244 francs) dit ce que pensent tous les grévistes. « La grève c'est la guerre ; la quasi totalité des postiers sont dans la croix-rouge ; les gars veulent des grenades, il faut que tous se mettent dans la lutte ! » Le meeting s'achève dans la confusion ; à la réunion des comités de grève, la F.N.S.A. se range à l'avis de la C.G.T. sous deux conditions : pas de sanctions, décision des assemblées de grévistes. Frischmann s'obstine à vouloir faire rentrer les postiers à tout prix et un dimanche ! « Nous ne laissons pas tomber nos sanctionnés, ils rentreront en tête, et si l'administration ne les réintègre pas, nous débrayerons à nouveau tous ensemble. » (Planès, secrétaire fédéral C.G.T.)

LES GREVISTES CONTINUENT !...

Le directeur régional des Ambulants ne donne pas de garanties suffisantes pour les sanctions ; « Le Monde » annonce que Bougenot recevra les autonomes, lundi 4 janvier.

Réunis sur leurs lieux de travail le 2 au soir (après le meeting) et le 3, les grévistes des gares se prononcent tour à tour pour la poursuite du mouvement, contre la volonté de la C.G.T. La F.N.S.A. communique alors :

« Au cours des consultations qui se sont déroulées cet après-midi parmi le personnel des gares — Est, P.L.M., Austerlitz — une majorité de 80 % s'est prononcée pour la continuation du mouvement.

La grève se poursuit donc avec la même ampleur et la même résolution. »

La F.P.-C.G.T. vaincue déclare, afin de rester dans le « courant » :

« Les Fédérations Postale C.G.T. et Autonome, après consultation des comités de grève, avaient appelé en commun le 2 janvier les grévistes à discuter localement de la reprise du travail.

« Mais sans attendre et sans consultation de la Fédération Postale, la Fédération Autonome lançait, quelques heures après, l'ordre de continuer la grève.

« Cette initiative aurait été prise parce que la Fédération Autonome serait à nouveau reçue lundi séparément par le secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil.

« La Fédération Postale considère que le poids de l'action a été porté totalement et avec son maximum d'efficacité en pleine période de fin d'année et que des satisfactions doivent obligatoirement en découler particulièrement pour le personnel des bureaux-gares.

« Attachées par-dessus tout au maintien de l'unité, les assemblées de grévistes ont différé à lundi leur décision sur la reprise du travail.

« La Fédération Postale, dont le souci exclusif dans toute cette grève, comme à l'ordinaire, a été le maintien et la consolidation de l'unité, reconduit la grève en conséquence. »

LA FIN DE LA GREVE (4 janvier).

C'est dans ce climat que se déroulent les pourparlers autonomes — Bougenot ; ce dernier sentant qu'il aura une reprise gratuite, ne cède pas grand-chose. Néanmoins, la levée des sanctions permet aux postiers de ne pas rentrer inconditionnellement comme le leur avait proposé la C.G.T. deux jours plus tôt. Un acompte est versé sur la prime dont le montant va être relevé au-delà des 12.000 francs promis en 1954. Les congés annuels seront désormais étalés sur 6 mois au lieu de 8. Enfin des commissions vont étudier le renforcement des effectifs (de 1946 à 1952, le trafic des P.T.T. a augmenté de 20 % alors que l'effectif du

personnel a diminué de 2 % — rapport Dagain à la commission des finances).

A propos de ces résultats, la « Vie Ouvrière » écrit :

« C'est là une première et importante victoire à l'actif de notre fédération postale quand on sait que F.O. et C.F.T.C. ont pratiquement condamné la grève des bureaux-gares. »

Au dernier meeting de la Bourse (4 janvier), Portes, secrétaire de la F.N.S.A., soumettait ces résultats aux grévistes : « Nous ne chantons pas victoire, le bilan ne pouvait pas être meilleur ; mais nous aurions eu une autre autorité auprès de Bougenot s'il y avait eu 100.000 grévistes au lieu de 3.000. En tout cas, il n'y a pas eu de 21 août comme certains le souhaitaient. Maintenant il faut éviter les batailles dispersées et préparer la lutte avec les 230.000 postiers. »

ET MAINTENANT ?

En février dernier, les postiers des bureaux-gares ont perçu leur traitement intégral, pour la première fois depuis août 53 ! Cela est déjà une raison suffisante qui fait qu'ils ne participeront pas largement à la grève de 24 heures envisagée par la C.G.T. Leur combattivité n'est cependant pas épuisée ; il est sûr qu'ils ne resteront pas à l'écart des prochains grands contacts de la classe ouvrière, à condition qu'ils soient unitaires.

Quel est le bilan actuel des organisations syndicales fait par les postiers eux-mêmes, à l'issue de cette lutte ?

D'abord cette vérité première que les fédérations F.O. et C.F.T.C. les ont trahis une seconde fois ; à l'annonce de la journée du 29 janvier, la réaction a été immédiate : « Si F.O. lance la grève, on fait des heures supplémentaires ! »

Pour la F.P.-C.G.T., une expérience nouvelle et réelle a été acquise : son freinage tout au long des événements ; refus de prendre la responsabilité du mouvement d'abord, refus de l'étendre ensuite à toute la corporation. Frischmann, secrétaire général d'organisation syndicale, peut expliquer maintenant que les conditions n'étaient pas créées alors qu'il n'a rien fait pour les créer. La vérité c'est que la C.G.T., comme en août 53, s'oppose à toute grève générale ; elle est pour les mouvements limités et c'est une grève tournante qu'elle a déclenchée dans les bureaux-gares. (Le bulletin de préparation au prochain congrès du syndicat parisien écrit qu'il aurait fallu reprendre le travail dès le 25 décembre !) L'important c'est que cette orientation s'est trouvée dénoncée deux fois par les grévistes eux-mêmes.

Ce que nous ne pouvons attendre de Frischmann, membre du Comité Central du P.C.F., ce sont des explications sur la ligne de la C.G.T. Dans la période actuelle, cette ligne vise à entretenir un climat d'agitation sociale, susceptible d'exercer une pression suffisante sur le gouvernement. Mais, d'autre part, la politique du P.C.F. qui va dans le sens d'un soutien du « Front des bons Français » lui interdit tout mouvement général pouvant conduire à un débordement par la base. Le P.C.F. ne veut ni perdre le contrôle des masses ni effrayer les alliés bourgeois qu'il veut se créer.

Quant à la jeune fédération autonome, elle s'est révélée être un élément moteur des luttes ; elle a fait la démonstration qu'une organisation engagée avec la C.G.T. n'est pas forcément à sa remorque.

Il lui faudra maintenant surmonter sa crise de croissance et faire triompher son orientation au sein de la Confédération Autonome dont les préoccupations apparaissent différentes de celles de la F.N.S.A.-P.T.T.

Né de contacts entre postiers et cheminots autonomes au cours des journées d'août 53, le cartel des syndicats autonomes s'est transformé fin 53 en un bureau confédéral provisoire chargé d'organiser le congrès constitutif de la C.A.T. Le regroupement qui s'est opéré sur la notion très large d'autonomie voit actuellement cohabiter au sein de la C.A.T. des syndicats-maisons d'industrie privée et des syndicats révolutionnaires. Les projets de statuts actuels ne donnent aucune garantie à une orientation lutte de classes et permettent toutes les éventualités : « En conséqunce, l'action de la C.A.T. est inspirée par une double préoccupation. Lutter dans l'immédiat pour l'accroissement du bien-être des travailleurs en exerçant une pression constante sur les pouvoirs publics. Lutter dans le même temps pour le développement de la capacité gestionnaire des travailleurs en provoquant des situations de fait, pour obtenir la substitution des prérogatives ouvrières aux pouvoirs des féodalités financières et de l'Etat-patron. »

La C.A.T. fera-t-elle la relève des syndicats indépendants ? Une Confédération syndicaliste révolutionnaire est-elle possible ? Les éléments prêts à acheter à n'importe quel prix une représentativité auprès des pouvoirs publics l'emporteront-ils sur le courant authentiquement ouvrier animé par la F.N.S.A.-P.T.T. ?

La lutte de classes qui n'admet pas de partage provoquera la décantation nécessaire au sein de la nouvelle confédération.

D. Faber.

Intellectuels et ouvriers : Un article de *"Correspondance"*

N.D.L.R. — Nous avons annoncé dans notre dernier numéro la parution aux Etats-Unis, en octobre 1953, du journal **"Correspondance"**, bi-mensuel dont quatorze numéros ont paru jusqu'ici. Nous disions que **"Correspondance"** représentait un effort profondément original, ouvrant une nouvelle période du journalisme ouvrier. Le texte suivant, traduit du numéro 14 de **« Correspondance »**, montrera à nos lecteurs dans quel esprit ce journal est rédigé et quelles sont les préoccupations des camarades qui l'animent.

... A mes yeux, le sort de ce journal dépend d'une question : les intellectuels et les ouvriers peuvent-ils travailler ensemble pour produire un journal ouvrier ? Pouvons-nous contrôler le conflit perpétuel qui les divise ?

Cette idée semblera peut-être étrange. Un lecteur de «Correspondance» peut bien dire : « Mais chaque page, presque chaque colonne de votre journal montre qu'en Russie, en Angleterre, dans le C.I.O., dans les U.A.W., dans le parti communiste, dans les gouvernements et les organisations populaires partout dans le monde, les intellectuels, les organisateurs, les politicards dominent et oppriment le peuple. Et maintenant, vous dites que dans votre propre organisation la même chose existe. Alors quoi ? »

Le conflit ne fait pas qu'exister ; il domine chaque chose que nous essayons de faire. Si le journal réussit, ce sera parce que nous aurons réussi à dépasser ce conflit. Si nous échouons, il en aura été la cause.

Nous énonçons cela ouvertement pour deux raisons :

1. Ce journal, « Correspondance », est écrit, publié et diffusé par ses lecteurs. La seule manière possible de traiter ce problème est de le rendre public et d'amener tous ceux que le journal intéresse à prendre part dans sa solution.

2. C'est précisément ce problème auquel les ouvriers font face dans l'industrie, dans les partis ouvriers, dans les syndicats, dans l'organisation de la société dans son ensemble et dans chacun de ses détails. Il nous prend à la gorge, car il prend à la gorge toutes les organisations de masse du monde. Les peuples du monde le résoudront, ou bien la civilisation s'écroulera en ruines. Notre expérience est petite, mais elle concerne tout le monde.

Nous devons commencer en définissant les termes que nous utilisons.

Nous disons un journal ouvrier. « Correspondance » n'est pas encore un journal ouvrier. Mais il n'y a pas d'autre journal ouvrier dans le pays. Aucun.

Intellectuels : nous entendons par intellectuels ceux qui n'ont pas été organiquement des ouvriers pendant toute leur vie. Les intellectuels (j'en suis) ont ceci de commun, qu'ils lisent beaucoup de livres et de journaux et qu'ils écrivent et parlent librement. Quelques-uns parmi nous ont une longue expérience dans des organisations politiques de gauche. Quelques-uns de ces intellectuels travaillent dans les usines et ils y ont travaillé pour des années. Mais ils restent malgré cela des intellectuels.

A l'opposé des intellectuels il y a les ouvriers, les ouvriers du rang, des gens qui ont été ouvriers toute leur vie et ne seront jamais rien d'autre. Nous avons remarqué que les femmes dans notre organisation ont une attitude face aux choses qui est très semblable à celle des ouvriers. Et les gens très jeunes, même s'ils sont des étudiants d'université, n'ont pas l'attitude de l'intellectuel. Les noirs aussi appartiennent à ce groupe. Nous avons donc, d'un côté, les intellectuels, les politiciens expérimentés, et de l'autre côté, les ouvriers du rang, les femmes, les noirs et les jeunes.

Maintenant nos intellectuels, à la suite d'une expérience dure et amère avec d'autres journaux, savent que seuls les ouvriers peuvent produire un journal ouvrier. Nous faisons ce que nous prêchons. Ce sont les intellectuels qui ont proposé que le rédacteur en chef devait être un ouvrier. Il a laissé l'usine après quinze ans de travail pour devenir rédacteur en chef de « Correspondance ».

Charles Denby, notre brillant collaborateur, travaille à l'usine et n'avait jamais écrit une seule ligne destinée à la publication dans sa vie jusqu'au moment où il commença à écrire sa colonne. La même chose est vraie pour Marie Brant. Ces trois sont le fondement de « Correspondance » et pas une seule ligne n'est imprimée que le rédacteur en chef n'ait approuvée (bien qu'il puisse ne pas être d'accord). Où se trouve donc la difficulté ? Je vais en donner un exemple.

Il y a une réunion de rédaction de trois personnes pour discuter un article. Elle comprend un ouvrier comme président, une femme qui a travaillé en usine pendant des années et y travaille toujours mais est une intellectuelle, et un intellectuel qui a de grandes connaissances et une expérience politique étendue. Ça ne pourrait pas être mieux. La question qui se pose à eux est un article sur Mac Carthy, sur quelque aspect de l'affaire Mac Carthy.

L'ouvrier qui préside dit qu'il ne pense pas que le journal devrait se préoccuper trop de Mac Carthy. Les ouvriers, dit-il, n'ont pas peur de Mac Carthy. Si Mac Carthy essayait de toucher la classe ouvrière, il se

ferait écrabouiller. Et, ayant exprimé brièvement son opinion, il s'arrête. L'intellectuel à grande expérience politique dit : « Mais la question n'est pas Mac Carthy comme tel. C'est la question de la liberté de la presse que Mac Carthy essaie d'étrangler. Cela affecte tout le monde, y compris les ouvriers. »

L'ouvrier répond : « Les ouvriers ne s'intéressent pas particulièrement à la liberté de la presse ». L'intellectuel à grande expérience politique dit immédiatement : « Mais ceci est absolument inexact, et même si c'était vrai, c'est le devoir du journal de montrer aux ouvriers que la liberté de la presse est une question de vie ou de mort pour le pays dans son ensemble et pour les ouvriers plus encore que pour tous les autres. » La discussion continue.

L'intellectuel à grande expérience politique a des arguments puissants. En fait, ils sont sans réponse. Personne dans le vaste monde ne pourrait disputer ses arguments. La femme qui a travaillé à l'usine pendant des années sent que quelque chose ne va pas, mais elle pense qu'en l'occurrence l'ouvrier a tort.

Et maintenant on arrive à la partie la plus dangereuse de toute l'affaire. A la fin, l'ouvrier est lui-même convaincu par leurs arguments qu'il est impératif de publier un article dénonçant le danger que représente Mac Carthy pour la liberté de la presse.

L'article est imprimé. Mais lorsqu'il est publié, on s'aperçoit qu'avec quelques changements il aurait pu paraître dans l'anti-maccarthyste *New York Times*, qui est un journal conservateur, dans le journal libéral *New York Post*, dans le journal socialiste *New Leader*, dans le journal communiste *Daily Worker* et dans tous les journaux trotskistes.

C'est un très bon article. Ce qui ne va pas, c'est qu'il ne signifie rien pour la grande majorité des ouvriers du pays. Si « Correspondance » ne dit pas ce que les ouvriers pensent, non seulement elle ne mérite pas d'exister. Certainement, elle ne continuera pas d'exister.

Ce qui est criminel c'est que l'ouvrier qui présidait n'a pas dit ce qu'il pensait, et que ce qu'il pensait n'a pas été publié dans le journal. Il connaît les ouvriers, il a vécu parmi eux toute sa vie. Il a parlé à partir d'un tréfonds énorme d'expérience ouvrière. On peut être certain que s'il pense ainsi, un tas d'autres ouvriers pensent de même. Et c'est pour dire ce qu'ils pensent que nous avons lancé ce papier.

Prenons la possibilité extrême. Supposons qu'il « a tort ». Pourquoi les ouvriers ne pourraient-ils pas « avoir tort » ? Mais a-t-il « tort » ? Je peux dire qu'après vingt-cinq ans de dur travail et d'étude constante du mouvement des ouvriers en théorie et en pratique je suis arrivé à cette conclusion : Toutes les fois qu'un ouvrier avec quelque compréhension politique dit quelque chose qui contredit ce que moi je pense en tant qu'intellectuel, je ne le corrige pas, je ne discute pas avec lui. *Je lui demande de m'en dire davantage.* Je ne l'interromps pas. J'écoute. Et lorsqu'il a dit tout ce qu'il avait à dire et que je l'ai questionné dans le seul but de trouver où il veut en venir, je lui demande d'écrire ses vues noir sur blanc. Et je passe des jours et des semaines en réfléchissant dessus.

Mon expérience, et il m'a fallu des années pour l'apprendre, c'est qu'en règle générale, ce dont il parle, je n'en parle pas du tout d'habitude, et c'est ce dont il parle qui importe.

Prenons cet exemple. Il a dit : « Les ouvriers n'ont pas peur de Mac Carthy ». Il entendait clairement que, pour autant que les ouvriers n'en étaient pas effrayés, il ne voyait pas pourquoi le journal devrait s'intéresser à ce gueulard. Dans un sens, il a indubitablement tort, grandement tort. Un journal qui s'occupe de politique ne peut pas se permettre d'ignorer un phénomène politique comme Mac Carthy. Et mille écrivains

politiques dans un millier de petits journaux politiques le savent et peuvent prêcher là-dessus.

Mais ce que l'ouvrier disait était équivalent à ceci : « Eisenhower a peur de Mac Carthy. Tous les libéraux, et les intellectuels, et les petits-bourgeois partisans du New Deal sont terrorisés par Mac Carthy. Mais nous autres, les ouvriers, *nous ne le sommes pas.* Et voilà ce que je veux que dise notre journal ouvrier. Car ce n'est dit dans aucun autre journal. Je sais que c'est ce que les ouvriers pensent et je veux qu'ils le lisent ici-même. »

Et cela n'est ni vrai ni faux. C'est un *fait.* Un fait d'une importance profonde. Car il montre les attitudes absolument opposées des classes fondamentales de la nation vis-à-vis de la même chose. Et c'est pour cela, par-dessus tout, que « Correspondance » existe. Une centaine de journaux bavards ont bavardé sur Mac Carthy. Pourquoi devrions-nous y ajouter un bavardage de plus ?

La phrase brutale : « Les ouvriers ne s'intéressent pas à la liberté de la presse », est encore plus étonnante. Et il a ajouté : « les ouvriers n'ont pas de presse pour que cela les intéresse ». C'est étonnant que nous ayons négligé l'importance de cette phrase. Car c'est la raison exacte pour laquelle nous avons publié « Correspondance ».

Les gens parfois rient avec supériorité lorsque nous insistons sur le fait que la grande majorité des gens ordinaires aux Etats-Unis n'ont nulle part le moyen d'exprimer ce qu'ils pensent eux-mêmes. Il y a suffisamment de gens qui ne sont que trop prêts à se lever et à dire ce que les ouvriers pensent, et beaucoup d'autres qui sont encore plus prêts à dire aux ouvriers ce qu'ils devraient penser.

Mais la phrase claire et brutale : « Nous n'avons pas de presse. Pourquoi devrions-nous, dans notre petit journal, nous exciter et essayer d'exciter les gens avec la liberté de la presse ? Tous les autres le font. Laissons-les le faire. Ils ont quelque chose à défendre — ou ils pensent qu'ils ont. C'est leur affaire. »

Maintenant, ce qui est arrivé dans ce cas arrive tous les jours, toutes les heures, chaque fois que ceux qui nous soutiennent et sympathisent avec nous se réunissent pour discuter le journal, des articles pour le journal, ce qu'il faut y imprimer, comment le vendre, comment collecter de l'argent.

Jusqu'ici j'ai formulé le problème. Ce n'est que le commencement. Je voudrais maintenant indiquer quelques points supplémentaires pour aider à la discussion.

Pourquoi cela nous arrive-t-il particulièrement à nous, parmi tout le monde ?

Cela nous arrive parce que cette division entre les intellectuels et les ouvriers est la caractéristique la plus puissante de la société moderne. La société moderne est basée là-dessus, c'est ce qui la tient ensemble, c'est ce qui la détruit. Qui sommes-nous pour penser que nous pouvons y échapper ?

L'intellectuel, aussi profonde que puisse être son opposition aux mensonges et aux crimes de notre société ne peut pas changer ses attitudes mentales, son caractère social. Ce serait désastreux s'il essayait de le faire. Les ouvriers qui s'associent à nous ne veulent pas qu'il fasse cela.

Ce sont les intellectuels et les politiciens expérimentés, qui, à partir de leurs connaissances et de leur expérience ont reconnu ce qui n'allait pas avec toutes ces vieilles organisations et leur détermination de diriger les ouvriers. Ce sont les intellectuels qui, à partir de leurs connaissances, en particulier historiques et économiques, peuvent le plus clairement décrire la faillite totale de la société où nous vivons. Ils ont vu les pre-

Les ouvriers y étaient entrés par milliers et les ont abandonnés — et cela est la raison principale. La conséquence la plus catastrophique n'est pas qu'ils abandonnent. *C'est que ceux qui restent s'adaptent aux connaissances et à la compréhension supérieures et à la dextérité politique des intellectuels.* Sur cette voie il n'y a que la mort.

Voici quelques faits que j'ai choisis parmi des centaines. Ils sont choquants à lire, mais nous les énonçons parce qu'à la fin nous les reconnaissons.

Une de nos ouvrières a travaillé avec dévouement avec nous pendant dix ans. Elle a une expérience grande et variée du Sud, de l'Est et de l'Ouest du pays, une connaissance énorme de la vie dans les Etats-Unis. Elle n'a jamais écrit un article pour le journal. Il y a quelques semaines, elle a entendu un nouveau venu parler à une réunion, et elle a dit après à un ami qu'elle voudrait bien pouvoir se lever et dire ce qu'elle avait à dire comme ce nouveau venu. Après dix ans.

Une des choses les plus remarquables qui nous est arrivée c'est la découverte de talents littéraires exceptionnels parmi nos ouvriers. Un ou deux d'entre eux, qui ne savent même pas l'orthographe, écrivent aussi rapidement que des journalistes expérimentés. Deux de nos meilleurs brochures ont été écrites par de telles gens. La difficulté n'était pas de les faire écrire. La difficulté c'était d'empêcher les intellectuels éduqués et expérimentés de « découvrir » leurs fautes, les instruire, les éduquer, en d'autres termes, de détruire leur don naturel du style. Une lutte sévère a été engagée pour sauver ces écrivains naturels d'entre les mains des intellectuels. J'en parlerai une autre fois.

Personne ne doit sous-estimer la signification de ce qui est écrit ici. C'est précisément cela, la politique moderne. J'y reviendrai plusieurs fois. Nous ne savons pas beaucoup à ce sujet. Mais au moins nous comprenons le problème.

Quelques-uns des vendeurs de *Correspondance* racontent qu'ils rencontrent beaucoup de gens qui sympathisent avec le journal et souhaitent son succès, mais disent qu'ils ne lisent pas, qu'ils ne veulent pas lire, qu'ils ne savent rien de Reuther ou de Stevenson et qu'ils n'en veulent rien savoir.

Est-ce que ces gens sont ignorants, stupides, arriérés ? Ou bien sont-ils profondément convaincus que toute la politique dans tous les journaux ne veut rien dire pour eux, ne voudra jamais rien dire pour leurs vies et qu'ils n'auront rien à en faire, non pas parce qu'ils sont stupides, mais parce qu'ils voient clairement à travers cette fraude gigantesque qu'est la politique ?

Avec *Correspondance* nous faisons chaque jour une expérience dont l'échelle est petite, mais dont les implications vont loin. Faites-la avec nous.

La discussion est ouverte.

R. M.

miers le besoin d'un journal comme « Correspondance », ils l'ont proposé, ils ont indiqué ce qu'il ne devrait pas être.

La grande presse, la petite presse radicale, un nombre incalculable de gangs de toutes les sortes d'intellectuels avec énormément d'argent et de moyens, cherchent toujours des ouvriers pour les corrompre avec des fausses informations et de la fausse logique. Chaque jour dans la presse, la radio et la télévision, dans les journaux syndicaux, ces gens-là s'y emploient et sont souvent bien payés pour le faire. Les communistes à eux seuls disent dans une journée plus de mensonges que n'en disaient tous les vieux partis politiques dans un mois.

Ce sont les intellectuels, bien que peu nombreux, qui sont en mesure de traiter les plus importantes de ces questions et de secourir les ouvriers contre cet assaut incessant auquel ils sont livrés.

Nos ouvriers le savent. Ils savent la valeur de ce que les intellectuels ont fait et continuent de faire. Ils dépendent des intellectuels. Mais voici la racine de la difficulté : l'ouvrier sait ce que l'intellectuel ne peut jamais savoir. Il sait ce que les ouvriers pensent et ce qu'ils désirent. Ça, ce n'est écrit nulle part dans les livres. C'est quelque chose qui commence à se frayer par la force une voie de la conscience des ouvriers vers la lumière du jour.

Personne ne sait et ne peut savoir, ni même les ouvriers eux-mêmes, où tout cela va finir. Lorsque la Révolution française commença, personne en France n'avait jusque-là prononcé le mot « république » pour la France, encore moins « démocratie ». Cependant, trois ans plus tard, le roi était en prison, et comme nous l'avons montré dans le n° 10 de *Correspondance*, les ouvriers avaient découvert la démocratie. *Il est évident qu'ils pensaient déjà depuis un certain temps suivant cette direction.*

Nous voulons, dans *Correspondance*, nous l'avons répété plusieurs fois, trouver dans quelle direction les gens pensent. Mais quel que soit ce que pense l'ouvrier, une chose est certaine. Il ne pense pas ce que les intellectuels ont appris dans les livres. Ce qu'il pense est nouveau. Ce n'est formé qu'à moitié. L'ouvrier essaie de sentir sa voie, il n'en est pas sûr. Comme il avance, pensant, parlant ou écrivant, il se tourne tout naturellement vers ces intellectuels qu'il connaît, dont il a appris tant de choses, et qui, il le sait, ont les mêmes buts que lui.

L'intellectuel doit être constamment en garde afin d'écouter ce que les ouvriers disent — et qui est parfois incertain, parfois brutal — et y dépenser autant de temps et d'énergie qu'il a dépensé sur les livres. Autrement non seulement il ne comprend pas ; mais il met en avant ses propres idées, et à la fin on a toujours les mêmes vieux trucs, les trucs dont sont remplis les journaux libéraux et que l'ouvrier essaie de toutes ses forces d'écarter.

Nous avons donné un exemple étendu. Voici un plus petit, qui a paru dans le n° 13 de *Correspondance*. Un ouvrier qui commençait juste à s'intéresser à *Correspondance* a amené le journal avec lui dans la petite ville qu'il habite. Ses amis, en voyant le journal, l'ont appelé communiste ; il leur a répondu que le fait de participer au Comité pour écrire pour le journal et le vendre « ne l'avait pas changé, lui, d'aucune manière ». Et très vite ils sont tous redevenus amis.

En retournant à la ville, il a demandé à un politicien expérimenté s'il avait bien fait. Le politicien a dit « Non ». Cela mérite beaucoup de discussion. Mais la réponse aurait dû être : « Tu es un ouvrier. Ils sont ouvriers comme toi. Traite la question à ta manière, fais ton expérience, et ensuite dis-nous comment ça marche. »

Cela arrive tous les jours, à chaque discussion, à chaque réunion. Quelques-uns d'entre nous l'avaient connu dans tous les vieux partis.

Tous les lecteurs de la Revue sont fraternellement invités par notre groupe à la

RÉUNION PUBLIQUE

organisée le

VENDREDI 28 MAI 1954

à 20 h. 30

AU PALAIS DE LA MUTUALITÉ

(Métro : Maubert-Mutualité)

LA SALLE DE RÉUNION SERA AFFICHÉE AU TABLEAU

A l'ordre du jour :

Unité syndicale et unité ouvrière

Imprimerie des Poètes, 20, rue de la Harpe, Paris.

SOMMAIRE

page

Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat, par Pierre CHAULIEU 1

Le problème de l'unité syndicale, par D. MOTHÉ.. 27

DISCUSSIONS :

Lettre à Chaulieu d'Anton PANNEKOEK 39

Réponse à Pannekoek de Pierre CHAULIEU 44

DOCUMENTS :

La vie en usine, par G. VIVIER 51

NOTES :

Wilhelm Piek ou la carrière d'un grand bureaucrate, par Hugo BELL 62

La grève des postiers des bureaux-gares, par D. FABER 66

Intellectuels et ouvriers : un article de "Correspondance" 74

SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE AUX PROCHAINS NUMÉROS :

La vie en usine (fin)

*

Sur la dynamique du capitalisme (suite)

*

Classes et division du travail

*

A propos des derniers écrits de Trotsky

*

Bureaucratie et question coloniale

*

Le Fordisme

*

L'économie socialiste

*

150 Francs Le Gérant : G. ROUSSEAU